

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ORGANISATION ET LA REPRÉSENTATION

DES

INTÉRÊTS PROFESSIONNELS

EN BELGIQUE, EN HOLLANDE
EN ALLEMAGNE, AUX ÉTATS-UNIS ET EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 13 Décembre 1909, à 3 heures

PAR

Henry MAIRE

Président : M. SOUCHON, professeur
Suffragants { *MM. JAY, professeur*
HITIER, agrégé

PARIS
IMPRIMERIE HENRI JOUVE
15, Rue Racine, 15

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'ORGANISATION ET LA REPRÉSENTATION DES INTÉRÊTS PROFESSIONNELS

DES

EN BELGIQUE, EN HOLLANDE
EN ALLEMAGNE, AUX ÉTATS-UNIS ET EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 13 Décembre 1909, à 3 heures

PAR

Henry MAIRE

Président : M. SOUCHON, professeur

Suffragants { MM. JAY, professeur
HITIER, agrégé

PARIS
IMPRIMERIE HENRI JOUVE
15, Rue Racine, 15

1900

Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'ORGANISATION ET LA REPRÉSENTATION
DES
INTÉRÊTS PROFESSIONNELS
EN BELGIQUE, EN HOLLANDE
EN ALLEMAGNE, AUX ÉTATS-UNIS ET EN FRANCE

AVANT-PROPOS

Nous avons voulu faire dans cette étude un historique de la question de la représentation des intérêts professionnels.

Nous avons commencé par l'étude des différents systèmes qui sont actuellement pratiqués à l'étranger, pour qu'il nous fût permis de faire un rapprochement logique et plus sensible entre nos anciennes institutions corporatives et la représentation professionnelle que nous étudions en dernier lieu sous le nom de Chambres de capacité.

Nous avons été amené à nous occuper tout d'abord des *conseils du Travail et de l'Industrie* établis en Belgique

par la loi du 16 août 1887 et du projet récent de réforme proposé par le gouvernement à la suite du peu de résultats obtenus par cette institution.

La législation hollandaise du 2 mai 1897 sur les *Chambres du Travail*, pour être plus jeune de dix ans que la législation belge aurait pu produire de bons résultats si le terrain sur lequel elle devait s'appliquer avait été mieux préparé. Malheureusement, les travailleurs hollandais ne sont pas organisés sur le terrain professionnel : trop de querelles politiques ou confessionnelles les divisent encore et le défaut d'organisation professionnelle est tel que les patrons ne se soumettent que rarement aux décisions et aux jugements des Chambres du travail.

La législation allemande du métier date de la même époque. La loi du 26 juillet 1897, tout en tenant compte de la liberté du travail, réglementait les corporations et créait les *Handwerkskammer* ou *Chambres des Métiers*. Leur mission était de veiller aux intérêts des métiers qu'elles représentaient et d'être les organes attitrés des artisans auprès des pouvoirs publics. Aussi trouvons-nous à leurs côtés toute une série d'institutions créées ou subventionnées par elles, et destinées à maintenir les règles en usage et à sauvegarder les intérêts professionnels de chaque métier.

Leur œuvre que nous avons étudiée dans un chapitre spécial est suffisamment intéressante : elles ont lutté pour la défense des intérêts dont elles avaient la garde, et, si les résultats obtenus n'ont pas été toujours absolument conformes aux désirs exprimés par les intéressés, ils nous montrent néanmoins que l'action des Chambres des

métiers, qui sut rester strictement professionnelle, a été excellente sous beaucoup de rapports.

Nous étudions, dans la seconde partie, les différentes propositions qui ont été faites en France avant la création des Conseils consultatifs du travail.

Sans nous y appesantir outre mesure, nous avons essayé de montrer ce qu'il y avait d'intéressant dans chacun des projets dont beaucoup, s'ils ne sont pas venus en discussion, ont du moins été l'objet de rapports étudiés.

Nous avons été, par suite, amenés à parler des décrets Millerand de 1900 et 1901 dont l'apparition suscita une opposition si vigoureuse et sur le terrain théorique et sur le terrain politique et parlementaire. Ce fut l'origine de la proposition Bérenger, devenue la loi du 17 juillet 1908. Il faut souhaiter à cette dernière plus de succès qu'aux décrets qui la précédèrent de huit ans. Nous nous sommes bornés à en exposer les dispositions générales. Il nous eût été, d'ailleurs, fort difficile d'exprimer un jugement quelconque sur la nouvelle institution des Conseils consultatifs du travail : il faut leur laisser le temps de donner leurs preuves.

Nous parlons enfin, dans une dernière partie, des anciennes corporations dont nous donnons, avec un rapide aperçu historique, quelques statuts intéressants,

Nous avons essayé de montrer que l'idée des Chambres de capacité n'était pas une innovation. Nous ne faisons, en somme, que reprendre nos anciennes coutumes avec les différences de formes qui doivent nécessairement correspondre à la différence des mœurs.

Nous exposons ensuite dans un chapitre spécial la forme

de l'organisation corporative moderne et nous discutons les deux principes opposés de la liberté et de l'obligation syndicale. Nous étudions à ce propos les théories des différentes écoles et, en particulier, celles des catholiques sociaux et des socialistes.

Nous parlons, enfin, de ce qu'avec les théoriciens du mouvement jaune, nous avons appelé les *Chambres de capacité* professionnelles et régionales. Il nous a semblé que cette thèse venait à son heure, au moment où la question du professionnalisme est à l'ordre du jour de l'opinion. Le professionnalisme est une conception sociale qui fait reposer sur l'organisation publique des professions le soin de représenter les intérêts collectifs et de défendre les citoyens. Nous pensons que cette question est de celles qui imposent une solution et qu'un avenir prochain verra la réalisation de cette partie du programme des jaunes. Nous n'avons pas voulu faire une œuvre de parti et nous espérons avoir fait l'exposé des différentes thèses que nous avons été amené à discuter avec toute l'impartialité désirable en pareille matière.

Il nous reste maintenant à adresser nos remerciements et nos sentiments de vive gratitude à tous ceux qui ont bien voulu nous éclairer de leurs conseils et nous faire profiter de leur expérience. Que toutes les personnes qui ont contribué, tant en France qu'à l'étranger, à nous faciliter notre tâche en nous donnant les explications et en nous fournissant les documents nécessaires, reçoivent ici l'expression de nos sentiments émus et reconnaissants.

PREMIÈRE PARTIE

La Représentation et l'Organisation des Intérêts professionnels à l'Étranger

LA LÉGISLATION BELGE

CHAPITRE PREMIER

LA LOI DU 16 AOUT 1887 : LES CONSEILS DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL

C'est à l'enquête sur la situation des ouvriers, ordonnée en 1886 par le gouvernement belge, que l'on doit toute la législation protectrice du travail de ce pays.

Une série de projets de lois fut déposée, dont beaucoup s'inspiraient de l'idée anglaise des conseils de conciliation et d'arbitrage. C'est ce principe qu'adopta la commission parlementaire chargée d'examiner le projet.

Mais la Chambre des Représentants se trouva en présence de trois projets différents lorsqu'elle aborda l'étude de l'institution nouvelle :

1° Le projet de la commission, adopté par le gouverne-

ment, et qui s'était inspiré, comme nous l'avons dit, des conseils anglais de conciliation ;

2° Le projet de M. H. Denis qui, à côté de la conciliation qu'il jugeait nécessaire, créait une sorte d'office du travail faisant connaître l'état des demandes et des offres de travail. Ce serait l'œuvre des « Bourses du Travail industriel et agricole » ;

3° Le projet de M. Frère Orban qui se rapprocherait de l'idée jaune des « Chambres de capacité », en ce qu'il rattachait les conseils de conciliation « à des assemblées professionnelles chargées officiellement d'étudier toutes les questions intéressant la profession ».

La discussion s'engagea sur ces différents projets. L'utilité des conseils fut discutée, on craignait qu'ils ne fissent double emploi avec les conseils de prud'hommes chargés de trancher les conflits entre patrons et ouvriers. Cependant la loi sur « les Conseils de l'Industrie et du Travail » rallia l'unanimité des suffrages. Elle plaçait en première ligne le rôle éminemment conciliateur de ces conseils avant tout rôle représentatif,

§ 1. — *Fonctionnement des Conseils*

La loi belge est du 16 août 1887. Les conseils sont établis par arrêté royal pris, soit d'office, soit à la demande du conseil communal ou des intéressés : patrons ou ouvriers.

C'est « l'utilité » des conseils qui décide de leur création, nous dit l'article 1. Ce mot est d'autant plus à noter que le projet primitif portait « nécessité » au lieu d'utilité. Ce mot est beaucoup plus compréhensif : l'utilité des conseils,

existe, en effet, partout où se trouvent réunis patrons et ouvriers.

Le conseil se divise « en autant de sections qu'il y a, dans la localité, d'industries distinctes et réunissant les éléments nécessaires pour être utilement représentées ».

Après une discussion assez longue sur le point de savoir si les conseils seraient créés par localité ou par industrie, ce fut le système d'une institution régionale qui prévalut avec la division en sections aussi nombreuses que le permettent une raisonnable spécialisation et la bonne entente des intérêts professionnels.

La section se compose d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers de la même profession. Elle est convoquée à la demande des uns ou des autres, soit qu'il s'agisse d'un avis à émettre ou d'un conflit à apaiser. Elle ne doit pas comprendre moins de 6 et plus de 12 membres.

Pour être électeur au conseil, il faut être patron ou ouvrier belge, avoir vingt-cinq ans et exercer depuis au moins quatre ans dans le ressort du conseil l'un des métiers qui y sont représentés.

Pour y être éligible, aucune condition d'âge n'est exigée des patrons, mais les ouvriers doivent avoir trente ans.

Remarquons immédiatement que les individus, indépendamment de toute organisation syndicale, sont seuls électeurs. D'aucuns ont voulu voir en ceci la cause du peu de résultats obtenus par les conseils belges.

L'organe actif des conseils est donc la section. Elle se réunit obligatoirement au moins une fois par an. Elle peut, en outre, être convoquée extraordinairement par la députation permanente. Quant au conseil, toutes sec-

tions réunies, le Roi peut le réunir en assemblée plénière pour donner son avis sur des questions ou des projets d'intérêt général, relatifs au travail ou à l'industrie.

§ 2. — *Le rôle des Conseils*

On peut dire que les conseils de l'industrie et du travail ont un quadruple rôle : conciliateur, consultatif, représentatif et administratif.

Rôle conciliateur. — C'est le premier de ces rôles, le rôle conciliateur, qu'on a surtout voulu leur donner. Dès qu'un conflit éclate, la section compétente est convoquée par son président, ou par le gouverneur de la province, ou par le bourgmestre, et elle recherche, nous dit l'article 10, « les moyens de conciliation qui peuvent mettre fin au conflit ». Ces « moyens de conciliation » sont laissés à sa libre volonté. Le résultat obtenu est publié dans un procès-verbal.

De l'étude des résultats, on peut constater ce fait indéniable, qu'ils sont médiocres et même mauvais. Sans nous y appesantir outre mesure, nous pouvons indiquer comme causes apparentes de cet échec, d'abord la difficulté même de la conciliation, ensuite le manque de sanction des décisions de la section qui ne sont, en somme, exécutoires que si les parties le veulent bien.

Est-ce à dire que, pour leur rôle conciliateur, les conseils de l'industrie et du travail soient voués à une stérilité perpétuelle ? Il est permis d'espérer qu'un jour viendra où ils s'imposeront d'eux-mêmes à tous, avec les progrès

de l'éducation ouvrière et certaines réformes dans la législation.

Rôle représentatif. — Quant au deuxième rôle, le rôle représentatif, on peut dire que les résultats obtenus dans cet ordre d'idées par les conseils du travail ont été bien meilleurs. C'est ainsi qu'en 1892, la première section du Conseil de Liège (verre et céramique), chercha « quelques moyens pratiques d'améliorer les rapports entre patrons et ouvriers », et, après discussion, tous ses membres se mirent d'accord pour « engager les chefs d'industrie à fixer, soit un jour par mois, soit une demi-journée par quinzaine pour recevoir eux-mêmes les observations de leurs ouvriers ». Cette réforme eut d'heureux résultats, et finit par se généraliser dans la région.

Dans le même conseil, la section de l'industrie métallurgique élaborait un règlement d'ordre intérieur qui fut appliqué à tous les ateliers sur les bases communes suivantes :

- 1° Suppression du livret d'ouvrier ;
- 2° Retenue sur le salaire, en cas seulement d'arrivée tardive ;
- 3° Stage obligatoire d'un mois avant l'admission dans l'atelier ;
- 4° Minimum d'âge de quatorze ans pour l'admission dans les ateliers ;
- 5° Affiliation obligatoire pour l'ouvrier à une caisse de secours quelconque ;
- 6° Contestations soumises à l'arbitrage du conseil ou au jugement des prud'hommes.

D'autres réformes encore sont dues aux campagnes

actives menées par les conseils du travail. C'est d'abord l'abolition du truck-system; puis, deux grandes lois sociales : en 1896, loi du minimum de salaire et des conditions du travail dans les adjudications de travaux publics; ensuite, l'attribution de la personnalité civile aux associations professionnelles.

Rôle consultatif. — Le rôle consultatif des conseils s'exerce toutes les fois qu'une réforme s'impose à l'opinion publique et à l'attention du gouvernement. Un questionnaire très précis et très détaillé est envoyé à toutes les sections intéressées des conseils avec prière de donner leur avis sur chaque question.

Les résultats sont transmis au Conseil supérieur du travail qui rédige alors un avant-projet de loi qu'il remet au gouvernement et qui se transforme en un projet définitif soumis aux Chambres.

Cette activité documentaire continue à se manifester et chaque année de nombreux renseignements sont fournis par les présidents et membres des conseils sur l'état des différentes industries. On a même consulté tous les conseils de l'industrie et du travail, lors de la grande enquête de 1899, sur les réformes à apporter à leur institution même. Nous en parlerons plus loin, puisque c'est de cette enquête qu'est sorti le projet de réforme actuellement soumis au Parlement belge.

Rôle administratif. — Bien que, de prime abord, le rôle administratif ne soit indiqué par rien dans le texte de la loi, il est néanmoins appelé à se manifester très fréquemment.

Mieux placés que le gouvernement pour rédiger certains

règlements de travail, certains tarifs de salaires, les conseils ont dû bien souvent user de ce rôle réglementaire.

La loi du 25 juin 1896, après avoir édicté pour les patrons l'obligation de rédiger des règlements d'atelier, donne mission aux sections des conseils de rédiger, en s'inspirant des usages des lieux, des règlements types qui faciliteront aux intéressés la rédaction de règlements d'atelier conformes à la loi.

C'est encore aux conseils qu'il appartiendra de désigner les candidats aux fonctions d'inspecteurs des mines.

Mais c'est surtout dans la fixation d'un salaire minimum dans l'industrie privée et de la durée du travail dans les adjudications publiques que s'exerce l'activité réglementaire des conseils.

Parmi beaucoup d'exemples, citons une section du Conseil de Gand qui, en 1901, établit un tarif minimum à la pièce pour certaines catégories de travaux et une autre section qui établit un salaire minimum pour l'industrie typographique et lithographique.

Malgré ces quelques résultats, il nous faut constater que les conseils de l'industrie et du travail ont été fortement critiqués. M. Varlez écrivait en 1904 (1) :

« Quelle que soit la partie du pays vers laquelle on tourne ses regards, on constate le même spectacle. Alors que, presque partout, les ouvriers et les patrons se sont montrés au début pleins de bonne volonté, on voit régner maintenant le découra-

1. L. Varlez : *Die organisation der Industrie und Arbeiterschaft in Belgien*. Iéna, Fischer 1904.

gement, montrant combien cette organisation est vicieuse sous sa forme actuelle. »

C'est ainsi que Verviers, le grand centre de l'industrie lainière qui, au début, avait constitué les neuf sections de son conseil, les a vues tomber à trois, puis à une.

Dans beaucoup de communes, il n'y en a même plus une seule aujourd'hui.

Quoique moins accentué dans quelques centres, le déchet n'en existe pas moins partout. Dans la Flandre occidentale, il n'y avait plus qu'une seule section qui fût en activité en 1906 au lieu de 13 en 1899.

A quoi peut tenir cet état de choses et quels remèdes peut-on y apporter ? Tout le monde est à peu près d'accord pour reconnaître aujourd'hui que le grand défaut de la loi de 1887, c'est d'avoir donné au même organisme des rôles si divers et si contradictoires.

Les conseils font surtout ce qu'ils savent et peuvent faire le mieux. On a dit très justement qu'ils étaient devenus « des corps consultatifs qui font quelquefois de la conciliation » (1). Et l'avis à peu près général fut qu'il fallait résolument débarrasser les conseils de cette mission conciliatrice qu'ils ne peuvent utilement remplir comme les faits semblent l'avoir démontré.

Et cette constatation est d'autant plus remarquable que, si nous remontons aux origines de la loi de 1887, nous voyons immédiatement que ce rôle conciliateur que l'on

1. Morisseaux. *Les Conseils de l'Industrie et du Travail*. Bruxelles, 1890.

veut enlever aux conseils était à peu près le seul que le législateur avait en vue de leur donner à ce moment.

Néanmoins, on ne peut pas dire que, jusqu'à présent, les conseils de l'industrie et du travail n'aient servi à rien. Ils ont fait beaucoup sur certains points ; ils ont encore beaucoup à faire. Par les vœux qu'ils peuvent émettre, les avis qu'ils peuvent donner, les élaborations de tarifs, de salaires et de durée de travail qui rentrent dans leurs attributions consultatives, les conseils pourraient parfaitement arriver à diminuer les conflits industriels par cela même qu'ils en préviendraient les causes.

C'est, semble-t-il, une tâche aussi noble que celle qui consiste à concilier ou à réconcilier des adversaires et c'est aussi, à notre avis, beaucoup plus facile. Il vaut mieux prévenir le mal et peut-être l'empêcher que d'avoir à panser les plaies souvent douloureuses qui surviennent avec lui.

Mais les imperfections de la législation belge de 1887 et les médiocres résultats qu'elle a donnés, ont suscité de nombreux projets de réformes que nous allons étudier, et il est permis, en conséquence, d'espérer qu'un brillant avenir est réservé aux conseils de l'industrie et du travail.

CHAPITRE II

LES DIFFÉRENTS PROJETS DE RÉFORME LE PROJET DU GOUVERNEMENT

En avril 1904, de vives critiques furent dirigées contre les conseils de l'industrie et du travail à la Chambre des représentants. Elles se firent jour lors de l'interpellation des députés socialistes Maroille, Cavrot, Moussart et Brevez « au sujet des mesures que le gouvernement comptait prendre pour éviter dans l'industrie charbonnière, au point de vue du salaire, un conflit entre patrons et ouvriers ».

Le ministre de l'Industrie et du Travail lui-même, M. Francotte reconnaissait l'échec des conseils et il disait qu'il ne fallait pas désespérer de faire disparaître les défauts de leur organisation (1).

C'est de cette époque que datent les différents projets de réformes qui ont été proposés.

Dans un premier ordre d'idées, on a demandé la suppression pure et simple des conseils dont on remettait la mission aux conseils de prud'hommes. Il est inutile de dire que ce projet a peu de partisans. Il est, en effet, bien évident que les fonctions sociales exigées des membres des deux conseils sont absolument différentes et qu'on ne sau-

1. Séance du 14 avril 1904.

rait avec quelque chance de succès dépouiller les uns de leur mission pour la confier aux autres qui en seraient fort embarrassés.

M. Payen (1) voudrait qu'on leur enlevât seulement leur mission conciliatrice qui serait confiée aux conseils d'usine, en attendant que les conseils du travail soient, à leur tour, aptes à remplir ces fonctions si délicates.

Nous trouvons à l'opposé, des partisans du système qui limiterait l'activité des conseils belges à leur objet essentiel : la conciliation. C'est l'opinion qu'exprimait un grand industriel gantois, M. de Hennptine, au Conseil supérieur du travail en disant qu'il était grand temps de ramener les conseils à leur mission primitive car ils n'étaient devenus, à proprement parler, que de vrais « bureaux de renseignements ».

Le Conseil supérieur du travail belge s'est occupé de la question en 1899, et on peut dire que c'est de la discussion approfondie à laquelle il s'est alors livré, que doit sortir la réforme projetée.

M. Francotte, ministre de l'Industrie et du Travail, déposa le 24 janvier 1907 un projet de loi « portant revision de la loi du 16 août 1887 relative aux conseils de l'industrie et du travail » (2).

Après avoir défini la triple mission assignée aux conseils, il constate d'abord qu'au point de vue consultatif, ils rendirent incontestablement de grands services et qu'ils

1. Payen. *Les Conseils de l'Industrie et du Travail en Belgique*, thèse, Paris, Rousseau, 1899.

2. Chambre des représentants. Documents. Session de 1906-1907, p. 241.

contribuèrent notamment dans une large mesure à faciliter la mise à exécution des lois relatives au travail.

L'exposé des motifs est cependant obligé de reconnaître que « les résultats obtenus sous les deux autres rapports — rôles conciliateur et représentatif — furent moins satisfaisants », parce que les intéressés, chefs d'entreprise et ouvriers, s'abstinrent généralement de faire appel à l'intervention des conseils, et que cette intervention, dans les cas où elle fut sollicitée, resta souvent sans effet. Et le ministre exprime une idée très juste quand il ajoute aussitôt qu'il ne faut pas voir seulement le résultat immédiat.

« De ce qu'une tentative de conciliation n'a pas réussi, dit-il, on ne peut pas conclure qu'elle a été absolument inutile. Elle reste en apparence sans effet et néanmoins, pour avoir mis les parties en présence, pour leur avoir fourni l'occasion de s'expliquer et d'entendre des paroles de conciliation, elle est en réalité, le germe de l'accord qui interviendra plus tard. Il importe, d'ailleurs, d'avoir égard à la complexité des conflits industriels et de tenir compte du peu d'empressement des parties intéressées. »

Il faut donc donner à ces conseils une organisation mieux appropriée à leur mission. Le projet nouveau tend à faciliter les délibérations communes entre les chefs d'entreprise et les ouvriers, et il a pour but de renforcer l'action conciliatrice de cette institution.

M. Francotte avoue avoir largement tiré parti de l'avant-projet élaboré par le Conseil supérieur du travail.

Le premier chapitre a trait à l'institution et à la compétence des conseils.

C'est toujours « l'utilité » des conseils qui fait décider de leur création : ils peuvent être institués soit d'office, soit à la demande des intéressés. Avant de les créer et de les organiser, le roi doit cependant prendre l'avis :

1° Des administrations communales des localités faisant partie de la circonscription adoptée provisoirement ;

2° De la députation permanente du conseil provincial ;

3° Des unions professionnelles de chefs d'entreprise ou d'ouvriers légalement reconnues et dont le siège est établi dans les limites de la circonscription.

En raison de l'introduction de la représentation proportionnelle, l'article 4 élève à 30 le nombre maximum des membres de chaque section. Il impose en outre un minimum de 6 membres. Mais, en fait, les membres pourront être moins nombreux que ne le prescrit l'arrêté d'organisation : il en serait ainsi dans le cas de fermeture d'un établissement. La section ne continuera pas moins de fonctionner, tant que les membres de chaque groupe demeureront au nombre de deux au moins.

Aux termes du même article, les mandats de membre ouvrier seront répartis, le cas échéant, entre les diverses catégories de travailleurs occupés dans l'industrie représentée par la section. C'est ainsi, pour prendre un exemple, que, pour les sections représentant l'industrie verrière, l'arrêté d'organisation pourra déterminer le nombre des mandats revenant respectivement aux souffleurs, aux étendeurs, aux magasiniers, etc. Il pourra, de même, grouper en catégories, d'après le nombre des ouvriers, les chefs

d'entreprise exerçant l'industrie représentée par la section et répartir les mandats entre ces catégories.

« Il convient, disait à ce sujet l'exposé des motifs, que les établissements occupant un grand nombre d'ouvriers ne soient pas, en quelque sorte, submergés par des entreprises de peu d'importance. » Aussi la disposition de l'alinéa final de l'article 4 permet-elle d'assurer à ces établissements la représentation qui leur revient.

Le chapitre II du projet détermine les règles à suivre pour la désignation des membres (articles 6 à 27). Il y a tout d'abord une nouvelle définition des termes « chef d'entreprise » et « ouvrier ».

Les chefs d'entreprise sont « ceux qui, dans le but de réaliser un petit profit, emploient habituellement au travail un ouvrier, ou plus ».

Ce sont dans les différentes sortes de sociétés : les associés (société en nom collectif), les commandités (société en commandite), les agents chargés de la gestion journalière et les directeurs techniques (société anonyme ou coopérative). Sont encore assimilés aux chefs d'entreprise, ceux qui effectuent habituellement un travail manuel pour le compte d'autrui et emploient eux-mêmes à cet effet plus de quatre ouvriers.

Les ouvriers sont « ceux qui effectuent habituellement pour le compte d'autrui un travail manuel autre qu'un travail domestique ».

L'article 11 énumère les conditions requises des chefs d'entreprise pour l'inscription sur la liste électorale. Il abaisse à un an la durée minimum de l'exercice de leur industrie dans la circonscription. Le fait qu'ils y ont fondé

ou repris un établissement constitue lui-même une garantie suffisante de la stabilité de leurs intérêts professionnels et, d'ailleurs, en raison du nombre limité des chefs d'entreprise et des rapports qu'ils ont généralement entre eux, une durée d'un an suffit pour permettre à ceux qui sont nouvellement établis de se prononcer en connaissance de cause.

« Comme les conditions requises pour l'électorat le sont également pour l'éligibilité et que, dans maintes circonscriptions, le nombre d'établissements est fort réduit, il y a lieu » nous dit M. Francotte, de faciliter le recrutement des groupes. »

Comme on le voit, l'article 11 ne prévoit pas de condition d'âge ; il semble que le fait de gérer un établissement industriel suppose la maturité intellectuelle qu'il convient d'exiger de l'électeur.

L'article 12, après avoir énoncé cette règle qu'en aucun cas les établissements exploités par des sociétés ne seront représentés par plus d'un électeur sur la liste des électeurs chefs d'entreprise, énumère les personnes auxquelles appartient cette qualité d'électeur : c'est l'âge qui la détermine parmi les différents associés ou gérants.

Cette innovation s'explique en ce sens que, actuellement les directeurs gérants et tous les administrateurs d'établissements industriels sont inscrits comme électeurs ; les entreprises parfois très considérables qui sont exploitées par une personne isolée, se trouvent ainsi dans un état d'infériorité manifeste et c'est à cette lacune qu'il fallait remédier.

Pour être électeur-ouvrier, il faut au contraire être

âgé de plus de vingt-cinq ans et être employé depuis quatre ans au moins dans une entreprise relevant de l'industrie représentée par la section et située dans la circonscription du conseil ou de la section. Il y a cependant une innovation. Nous avons vu, en effet, que, jusqu'à présent, les ouvrières étaient représentées dans les conseils par les électeurs-ouvriers au même titre que les ouvriers qui ne réunissaient pas les conditions de l'électorat. Il était à noter que cette présomption de représentation faisait défaut dans les industries où ne sont employées que les femmes et que, d'ailleurs, dans celles où les femmes travaillent concurremment avec les hommes, elles sont souvent chargées de travaux spéciaux et forment ainsi des catégories professionnelles distinctes. Ce sont ces considérations qui ont déterminé le législateur belge, dans le projet nouveau, à permettre aux ouvrières de désigner elles-mêmes leurs mandataires et, le cas échéant, de porter leur choix sur des femmes (article 18).

Une autre considération permet au roi d'abaisser l'âge normal de l'électorat et aussi de l'éligibilité des femmes, de quatre années au plus dans les industries où elles sont employées en nombre plus considérable que les hommes : c'est la constatation de ce fait que l'ouvrière abandonne généralement l'atelier ou la fabrique lors de son mariage et que la proportion des femmes ayant atteint l'âge fixé pour être électeur ou éligible était partout très faible.

Les conditions requises pour l'éligibilité sont à peu près les mêmes que pour l'électorat. Les membres chefs d'entreprise d'une section peuvent être choisis parmi les électeurs chefs d'entreprise. Il y a cependant une exception,

en faveur des personnes que l'article 12 a privées de l'électorat. Il s'agit, comme nous venons de le voir, des personnes, chefs d'entreprise qui, tout en réunissant les conditions requises pour être inscrites sur les listes électorales, n'y figurent cependant pas, par ce fait que les « sociétés ne peuvent, en aucun cas, être représentées par plus d'un électeur sur la liste des électeurs chefs d'entreprise d'une section ».

Les membres ouvriers doivent être choisis parmi les électeurs ouvriers âgés de trente ans accomplis.

L'article 16, dans un but de moralité, enlève le droit d'être élus aux chefs d'entreprise et aux ouvriers qui tiennent, ou dont les femmes tiennent un débit de boissons.

Mais nous trouvons ensuite les deux principales innovations du projet.

L'article 20 étend aux élections pour les conseils de l'industrie et du travail le principe de l'obligation du vote.

Quant à l'attribution des mandats, elle aura lieu d'après le système de la représentation proportionnelle (article 22.)

Ces principes sont, il nous semble, assez logiques. Ce système convient d'autant mieux aux conseils du travail et de l'industrie, que ceux-ci constituent des organismes essentiellement représentatifs. A ce point de vue, il importe de ne pas connaître seulement l'avis de la majorité : toute fraction importante soit des chefs d'entreprise, soit des ouvriers, doit pouvoir se faire entendre et exposer son avis.

Le troisième alinéa de l'article 23, en proclamant d'office élus par rang d'âge les chefs d'entreprise éligibles, leur épargnera des démarches et des négociations délica-

tes, lorsque par suite de leur petit nombre, le fait de proposer des candidats reviendrait, en somme, à éliminer quelques-uns d'entre eux.

L'article 24 répartit les frais occasionnés par les élections. Hormis le papier électoral, qui est fourni par l'Etat, et les indemnités aux membres des bureaux électoraux, que supporte le budget de la province, les dépenses relatives à l'élection sont à la charge des communes où sont établies les sections de vote.

Le chapitre III est relatif à la présidence et à la vice-présidence des sections et au bureau du Conseil.

Actuellement, chaque section a son président, mais il n'en existe pas pour le conseil tout entier. Il est aisé de comprendre que si, dans chaque section, un président est nécessaire, le conseil a aussi besoin d'avoir à sa tête un homme capable de diriger les débats et d'assurer le fonctionnement de l'institution considérée dans son ensemble. Le nouveau projet comble cette lacune. A côté du président du conseil, il prévoit un vice-président, ainsi qu'un secrétaire permanent et rétribué. Ce dernier semble devoir être utile au point de vue de la bonne tenue des écritures et de la conservation des archives du Conseil.

Les président et vice-président sont nommés par le ministre de l'Industrie et du Travail sur deux listes de candidats, présentées, l'une par des membres chefs d'industrie, l'autre par les membres ouvriers, mais ne pourront être choisis tous deux sur la même liste. Ils n'auront en aucun cas voix prépondérante.

L'article 29 prévoit un serment qui constitue une garan-

tie contre la pratique du mandat impératif ; il est prêté par les membres du conseil entre les mains du délégué du gouvernement qui préside la réunion où sont choisis les candidats à la présidence et à la vice-présidence.

A chaque conseil, comme nous l'avons dit tout à l'heure, est attaché un secrétaire permanent et rétribué nommé par le ministre sur avis du président et du vice-président. Il est à la fois secrétaire du conseil et de la section et peut même remplir son office aux réunions des groupes si ceux-ci ne chargent pas un de leurs membres de rédiger le procès-verbal. Si les besoins de son service l'exigent, il peut s'adjoindre un ou plusieurs secrétaires-adjoints qui doivent être agréés par le ministre et prêter serment, comme le secrétaire d'ailleurs, entre les mains du gouverneur de la province.

Le chapitre IV, relatif aux délibérations sur les intérêts communs des chefs d'entreprise et des ouvriers, est destiné à combler une importante lacune de la loi du 16 août 1887.

Cette loi permet bien à la députation permanente du conseil provincial de convoquer les sections à la demande des chefs d'industrie ou des ouvriers, mais n'entre, à cet égard, dans aucun détail d'organisation. Par combien d'intéressés la convocation doit-elle avoir été demandée ? Quelles questions peuvent être mises en délibération ? Une section peut-elle être convoquée itérativement et à toute époque de l'année ? Autant de points que tranche le nouveau projet.

L'article 35 donne aux ouvriers le moyen de provoquer une délibération sans que leurs noms soient divulgués :

la demande de convocation avec la proposition à mettre en délibération est déposée entre les mains du secrétaire par cinq ouvriers électeurs au moins. Les questions soulevées par des ouvriers sont ensuite examinées et prises en considération par les membres ouvriers de la section avant d'être soumises aux membres chefs d'entreprise. Cela permet ainsi d'éviter à la section des délibérations inutiles sur des demandes manifestement injustifiées.

Les propositions dont la section serait saisie sont soumises aux mêmes règles. Les membres de la section ont le même droit de soumettre des propositions que les électeurs. Ils doivent signer les propositions qu'ils font et les faire agréer par les président et vice-président de leur section.

Si, après les délibérations prévues plus haut, l'accord s'établit entre les membres chefs d'entreprise et les membres ouvriers, la section peut décider que les conclusions adoptées par elles seront rendues publiques par voie d'affiches.

L'article 40 dispose ensuite que, pour examiner les diverses questions qui lui sont soumises, chaque section se réunit deux fois par an à des époques fixées par un arrêté royal. Le but de cette disposition, nous dit l'exposé des motifs, est d'« échelonner les réunions des diverses sections de manière à ne pas surcharger à un moment donné le bureau du conseil et à convoquer, autant que possible, toutes les sections dans le local habituel des réunions ».

Le troisième alinéa du même article déclare que « peuvent seules être mises en délibération les questions com-

munes à plusieurs établissements relevant de la section ». Les questions qui intéressent un établissement particulier ne peuvent donc être mises en discussion. Elles sont, en effet, exclusivement de la compétence du patron et des ouvriers de l'établissement intéressé.

Un grand nombre de sections des conseils de l'industrie et du travail avaient, au cours de l'enquête administrative qui précéda l'élaboration du nouveau projet, demandé qu'une sanction fût attachée à leurs délibérations

L'article 41 vient, dans une certaine mesure, donner satisfaction à ce désir. En vertu de cet article, le ministre peut ordonner la publication au *Moniteur* de certaines décisions qui, en ce cas, acquièrent force d'usage dans les limites de la circonscription. Il faut pour cela que ces décisions aient été approuvées « à la majorité des trois quarts au moins des membres de chaque groupe et qu'elles concernent soit la formation, la durée ou la rupture du contrat de travail, soit les obligations réciproques du chef d'entreprise et de l'ouvrier »...

Toutefois, avant d'en ordonner la publication, le ministre devra prendre l'avis du Conseil supérieur du travail et du Conseil supérieur du commerce et de l'industrie.

De même, les décisions publiées au *Moniteur* peuvent être rapportées par une résolution de la section votée à la majorité des membres de chacun des deux groupes et publiée, elle aussi, au *Moniteur*.

Le chapitre V détermine les règles à suivre en matière de conciliation et d'arbitrage. La première disposition du chapitre marque le point de départ de l'intervention des conseils.

Lorsqu'un différend vient à se produire dans un établissement industriel, il est de règle, sous le régime de la loi du 16 août 1887, que la section compétente du Conseil de l'industrie et du travail intervienne à la demande, soit du chef de l'entreprise, soit des ouvriers intéressés. Or, il arrive fréquemment que les ouvriers ayant seuls demandé l'intervention du conseil, le chef de l'entreprise refuse de se présenter devant la section compétente réunie.

Pour éviter cet inconvénient, le nouveau projet n'autorise la convocation que pour autant que les deux parties aient consenti à lui soumettre le différend. Dans certains cas, des démarches pourront être faites auprès des parties, en vue de les amener à se prêter à une tentative de conciliation.

L'article 47 prévoit la désignation par les ouvriers intéressés d'un certain nombre de délégués, avec mission de les représenter au cours des négociations. Un arrêté royal détermine les conditions dans lesquelles aura lieu cette désignation, de manière à en assurer la régularité. En principe, tous les membres de la section compétente sont appelés à intervenir comme conciliateurs. Cependant, comme les assemblées nombreuses ne conviennent guère pour remplir cette mission, l'article 48 dispose que, si le nombre des membres de la section compétente est supérieur à 10, les 5 membres les plus âgés de chaque groupe seront seuls appelés à siéger.

Les articles 49 à 51 déterminent la procédure à suivre par la section compétente. L'accord qui met fin au différend se conclut entre le chef d'entreprise et la majorité des délégués. Cependant, comme aucune sanction n'est atta-

chée à l'intervention de la section compétente, cet accord est destiné à rester pratiquement sans effet s'il n'est ratifié par les ouvriers intéressés. C'est pourquoi l'article 50 permet aux délégués de s'assurer par voie du referendum, de l'acquiescement de leurs commettants à la solution qui a été adoptée.

Le président du conseil peut également consulter les ouvriers par voie de referendum. Lorsque les ouvriers se sont mis en grève, il peut notamment, en tout temps, leur fournir l'occasion de se prononcer sur l'opportunité d'une reprise de travail.

En cas d'insuccès de la tentative de conciliation, les parties intéressées s'en remettent, si elles le trouvent bon, à la décision de la section compétente, choisie comme arbitre du différend (art. 54). La désignation de la section compétente comme arbitre du différend n'est pas prévue à titre exclusif. Les parties intéressées possèdent toute liberté à cet égard. Si elles le préfèrent, elles s'en référeront à la décision d'un ou de plusieurs membres de la section compétente, sauf, le cas échéant, à adjoindre à ceux-ci d'autres personnes.

Le ministre écrit, à ce propos, dans l'exposé des motifs : « Il s'est parfois manifesté une tendance à considérer la section compétente du conseil de l'industrie et du travail comme une manière de juridiction d'ordre moral, ayant pour mission de déterminer dans quelle mesure chacune des parties en présence a tort ou raison et à qui il appartiendrait de faire prévaloir, au besoin avec l'aide de l'opinion publique, la solution la plus équitable. *Le gouvernement estime que ce point de vue est erroné, et que les*

conseils de l'industrie et du travail doivent se renfermer dans les limites de la conciliation proprement dite. Ils n'ont d'autre rôle en cette matière que de chercher à rétablir l'entente entre les parties intéressées ; ils agissent sur elles par la persuasion en proposant, s'il y a lieu, des solutions transactionnelles acceptables pour l'une et pour l'autre. »

Le chapitre VI prévoit la formation, près de chaque conseil, d'un nouvel organisme, dit commission de conciliation, chargé d'aplanir les différends auxquels les sections compétentes ne paraissent pas être en mesure de mettre fin. Il est, en effet, une constatation facile à faire, c'est que c'est souvent en raison de leur composition même que les sections compétentes demeurent impuissantes.

Considérons le cas où le différend s'est produit dans un établissement isolé. Les membres de la section compétente, tant chefs d'entreprise qu'ouvriers, se rattachent généralement à l'industrie à laquelle appartient l'entreprise où le conflit est né. Or, le conflit porte le plus souvent sur le salaire ou sur l'organisation du travail, questions communes à tous les établissements similaires. Les membres sont donc indirectement intéressés dans ce différend. Dès lors, on peut se demander s'ils possèdent, dans tous les cas, l'impartialité désirable ; il faut craindre que, au lieu de s'appliquer entièrement à la recherche des moyens de rétablir l'entente, ils n'inclinent parfois, du reste à leur insu, à faire prévaloir la solution la plus conforme à leurs intérêts propres.

Pour les membres chefs d'industrie, le fait d'exercer la

même industrie que le patron en cause présente encore un autre inconvénient. Ils sont ses concurrents ; il peut même arriver que ce patron ne soit pas en bons termes avec certains d'entre eux...

La conciliation en matière de conflits du travail réclame pour être efficace le concours de personnes impartiales et douées d'autorité morale. Les membres de la section compétente sont les pairs des patrons et des ouvriers engagés dans le différend ; il est douteux qu'ils réalisent, dans tous les cas, la condition voulue pour assurer le succès de leur mission.

Tel est le cas lorsqu'un chef d'entreprise est en discussion avec ses ouvriers. Le conflit s'étend-il à tous les établissements d'une même industrie, la situation est peut-être encore plus défavorable.

La réunion de la section compétente met en présence un certain nombre de chefs d'entreprise et d'ouvriers tous engagés dans le différend ; si bien que l'agent conciliateur fait véritablement défaut, chacune étant à la fois juge et partie dans sa propre cause.

Il faut donc nécessairement un organisme nouveau. Car, renoncer à toute intervention des sections compétentes en cette matière serait négliger un moyen de conciliation efficace dans certains cas et qui semble même indiqué lorsque le conflit ne présente aucune acuité et se réduit, en réalité, à un malentendu.

La commission de conciliation chargée d'intervenir en cas d'impuissance de la section compétente du conseil se composera d'un président, de deux assesseurs nommés par le ministre et de quatre assesseurs désignés par les mem-

bres du conseil près duquel elle est établie. La présence des délégués du gouvernement s'explique par le souci d'introduire dans la commission des personnes indépendantes, désintéressées, que le mode de nomination met à l'abri de tout soupçon.

Le chapitre VII groupe les dispositions ayant une portée générale. Les articles 70 à 72 permettent d'établir une ou plusieurs sections pour les entreprises commerciales et de conférer, pour certaines d'entre elles, l'électorat et l'éligibilité aux employés.

De nombreuses requêtes adressées au gouvernement avaient sollicité cette mesure, parfaitement justifiée d'ailleurs. Le projet donne ensuite les règles à suivre en ce qui concerne la durée des mandats et leur cessation par suite des circonstances diverses, ainsi que la procédure à suivre en cas de réclamations.

Chaque conseil arrête lui-même son règlement d'ordre intérieur (art. 88).

La disposition de l'article 8 de la loi du 16 août 1887, par laquelle chaque section se réunit au moins une fois par an au jour et dans le local indiqués par un arrêté de la députation permanente du conseil provincial, avait, en pratique, donné lieu à des difficultés. Elle plaçait les députations permanentes dans la nécessité de trouver chaque année une question à mettre en délibération. Aussi avait-on admis dans la pratique de ne convoquer que les seules sections n'ayant tenu dans le courant de l'année aucune autre réunion.

Le texte nouveau de l'article 89 consacre cette solution et l'ordre du jour de la réunion sera fixé par le ministre

de l'Industrie et du Travail qui prendra, s'il y a lieu, l'avis des autorités locales.

Les membres du Conseil et de la commission de conciliation ont droit à un jeton de présence et à une indemnité de déplacement — si leur domicile est éloigné de plus de 5 kilomètres du lieu de la réunion, — dont le montant est calculé et fixé par un arrêté royal.

Le secrétaire du conseil a droit à une indemnité annuelle, à la charge de l'Etat, et son taux est fixé par le ministre du Travail et de l'Industrie. La présence de secrétaires-adjoints peut donner droit à un supplément destiné à couvrir les frais de leur rémunération qui sont, en principe, à la charge du secrétaire.

D'une façon générale, les frais de fonctionnement du conseil sont supportés par la province.

C'est toujours le roi qui a la faculté de dissoudre, en tout temps, tout conseil et toute section (art. 95).

La disposition pénale de l'article 96, — amende de 1 à 25 francs à quiconque aura fait un appel public à la grève ou au renvoi collectif, quand les parties engagées dans un différend ont conclu un accord ou décidé de recourir à un arbitrage, — a pour but de garantir le respect des engagements pris par les chefs d'entreprise et les ouvriers engagés dans un conflit du travail ou par les personnes chargées de les représenter.

Le régime transitoire entre l'ancienne et la nouvelle législation sur les conseils de l'industrie et du travail est prévu par l'article 97 qui permet au gouvernement belge de réorganiser les conseils sans en interrompre le fonctionnement.

Viennent ensuite des dispositions additionnelles dont le premier article organise la conciliation dans le cas où un conflit du travail est imminent et dans le cas encore où il se produit dans une localité qui n'est comprise dans la circonscription d'aucun conseil. C'est alors le gouverneur de la province qui, sur la demande des intéressés, peut former une commission spéciale de conciliation.

Le second article permet au gouvernement d'agréer les conseils d'usine. L'exposé des motifs nous dit à ce sujet que ce serait une erreur de croire que les conseils d'usine forment double emploi avec les conseils de l'industrie et du travail. Ces deux institutions ont, en réalité, deux missions bien distinctes et elles se complètent l'une et l'autre. Le conseil d'usine, en effet, a pour but de résoudre les difficultés journalières qui se produisent dans un établissement. Pour solutionner ces difficultés, généralement de peu d'importance, il est inutile de faire intervenir des personnes étrangères et surtout de les faire intervenir aussi souvent qu'elles seraient obligées de le faire.

Le rôle des conseils de l'industrie et du travail commence au contraire lorsqu'une difficulté n'a pu être résolue par le conseil d'usine et qu'un conflit s'est produit ou est sur le point d'éclater.

Les conseils d'usine agréés par le gouvernement seront consultés par celui-ci au même titre que les conseils de l'industrie et du travail. L'utilité de cette consultation se verra surtout lorsqu'il s'agira d'établissements situés en dehors de la circonscription de tout conseil du travail ou appartenant à une industrie non représentée.

Il va de soi que le gouvernement n'agréera que les con-

seils d'usine présentant toute garantie au point de vue de la libre représentation des ouvriers. Aussi, le dernier article du nouveau projet lui fait-il un devoir, avant d'agréer un conseil d'usine, de prendre l'avis du conseil de l'industrie et du travail dans la circonscription duquel se trouve situé l'établissement intéressé d'abord, et du Conseil supérieur du travail ensuite.

Ce projet, très intéressant et fort bien conçu, n'est pas encore venu en discussion devant la Chambre des représentants, depuis le 24 janvier 1907, jour où il fut déposé. Peut-être cela tient-il à ce que son auteur, M. Francotte, n'est plus actuellement ministre de l'Industrie et du Travail (1).

Quoi qu'il en soit, la commission spéciale à laquelle il avait été renvoyé n'a pas encore fait connaître le résultat de ses travaux.

Il est néanmoins permis de compter sur sa discussion prochaine et son application dans un avenir peu éloigné puisque les réformes qu'il propose sont réclamées depuis longtemps et que le besoin s'en fait actuellement sentir de plus en plus.

1. M. Francotte a démissionné en mai 1907.

LA LÉGISLATION HOLLANDAISE

CHAPITRE UNIQUE

LA LOI DU 2 MAI 1897

§ 1. — *Les Chambres du travail. — Leur organisation*

C'est la loi du 2 mai 1897 qui a doté la Hollande de Chambres du travail. Elle marque, dans ce pays, le premier pas fait pour l'émancipation politique de la femme. Elle va même plus loin que la loi belge qui l'avait précédée puisqu'elle reconnaît aux femmes non seulement un droit de vote et d'éligibilité, mais aussi le droit de décider comme arbitres dans les différends qui surviendraient entre patrons et ouvriers.

Ici, comme en Belgique, c'est encore le pouvoir central qui intervient, par un arrêté royal, pour la création de ces Chambres. Remarquons seulement une différence avec la législation belge, ce n'est plus l'utilité, mais seulement la *nécessité* qui décide de leur création et la Chambre peut comprendre une ou plusieurs communes.

Elles ont pour mission de veiller aux intérêts des patrons et des ouvriers. Elles remplissent ce rôle en recueillant des informations sur les questions ouvrières ; en donnant leur

avis aux autorités provinciales ou communales soit à leur demande, soit spontanément ; en élaborant des conventions et arrangements entre les intéressés et, enfin, en prévenant et en aplanissant les différends qui peuvent s'élever soit par l'accord simple, soit par l'intervention arbitrale.

Créées par le pouvoir central, les Chambres sont sous son étroite dépendance, il peut les dissoudre et même les supprimer quand « la nécessité de leur existence ne se fera plus sentir ».

Sont électeurs (art. 14) les habitants des deux sexes, âgés de vingt-cinq ans et qui ont, dans la circonscription de la Chambre, participé comme patrons ou comme ouvriers à un métier. Les électeurs âgés de trente ans sont éligibles.

On voit que ces dispositions générales ont pour conséquence de n'exclure ni les femmes, ni les étrangers. Le renouvellement de la Chambre a lieu tous les cinq ans en entier et tous les membres sortants sont rééligibles.

La loi hollandaise considère comme patrons « les chefs ou directeurs d'un métier, dans lequel est engagée au moins une personne salariée âgée de vingt ans accomplis » et « tous ceux qui exercent la surveillance pour ces chefs et directeurs ». Les personnes désignées par ce dernier membre de phrase nous semblent être seulement les sous-directeurs ou les sous-chefs d'entreprise et non pas les contre-maitres comme on l'a cru quelquefois. Comment serait-il possible, en effet, d'expliquer en ce cas la disposition de l'article suivant qui déclare que « les personnes

contremaitres, chefs d'atelier ne seront pas éligibles comme membres des Chambres du travail.

C'est l'administration communale qui établit les listes électorales. Les contestations qui peuvent s'élever sont soumises à la députation permanente de la province avec appel au roi.

Il semble que le législateur hollandais ait eu un grand souci d'assurer la sincérité du vote et de faciliter les élections. Nous voyons ainsi que le chef ou directeur d'un métier doit « veiller à ce que ses ouvriers puissent, pendant au moins deux heures consécutives, prendre part à l'élection ».

Remarquons immédiatement que la Chambre du travail hollandaise diffère du Conseil belge, par ce fait que la division en sections y est inconnue.

Toutes les industries prennent part pêle-mêle à l'élection de la Chambre et les membres de la Chambre élisent de la même façon leur bureau, si bien que les représentants d'une industrie peuvent être écartés, non pas de la Chambre, mais du bureau et cela peut porter préjudice à des intérêts très respectables.

Deux dispositions originales visent particulièrement l'organisation intérieure des Chambres. L'article 19 s'occupe de la formation du bureau :

« Le bureau de la Chambre est composé d'un président et de deux membres. Les membres de la Chambre élus par les patrons et ceux qui sont élus par les ouvriers désigneront chacun séparément un président nommé dans leur sein. Ces deux membres occuperont la présidence, à tour de rôle, chacun pour six mois, le premier sera désigné par

le sort. Les deux autres membres du bureau sont nommés : l'un par et parmi les membres de la Chambre nommés par les patrons, l'autre par et parmi les membres de la Chambre nommés par les ouvriers. »

Enfin une dernière disposition tend à faire du secrétaire de la Chambre un organe spécial. « La Chambre choisira son secrétaire parmi deux candidats présentés par le bureau. Si le secrétaire est choisi en dehors des membres, il aura voix consultative. Il recevra une indemnité pour frais de bureau. »

Disons en terminant que la Chambre se réunit au moins quatre fois par an et que le président peut la convoquer quand une demande lui en a été faite par deux membres du bureau ou par un tiers des membres de la Chambre.

Telles sont les dispositions générales relatives à l'organisation des Chambres du travail hollandaises.

Parmi les points indiqués par la loi comme devant faire l'objet du rôle des Chambres, il en est un dont elle s'occupe particulièrement, c'est celui qui a trait à la conciliation entre patrons et ouvriers. Nous allons l'étudier succinctement.

Si, dans un métier représenté par une Chambre, un différend éclate ou est sur le point d'éclater, les parties, ou seulement l'une d'entre elles, peuvent invoquer l'intervention d'un conseil de conciliation par demande écrite en donnant connaissance de l'origine du différend (art. 22).

Si le métier n'est pas représenté, les parties pourront s'adresser à la Chambre de leur circonscription ou, à son défaut, à une Chambre dont le territoire s'étend sur une commune voisine de la leur (art. 23.)

Le bureau tâche de terminer le différend à l'amiable, s'il est simple ; sinon, c'est la Chambre qui décide. Elle nommera un conseil de conciliation dont le président sera choisi dans ou hors de son sein et les membres pris par moitié chez ses membres patrons et ouvriers.

Ce conseil, après examen et discussion, communique par écrit aux parties son opinion sur le différend et sur les moyens d'arriver à la conciliation. L'opinion de la minorité est consignée dans le rapport sur sa demande et le rapport peut être publié en tout ou en partie seulement.

§ 2. — *Les résultats de la législation hollandaise*

Les Chambres du travail avaient été créées en Hollande dans un but de paix sociale. C'étaient elles qui devaient maintenir la bonne harmonie entre patrons et ouvriers. La réunion de ces deux éléments, dont on avait pris l'habitude de dire que les intérêts étaient inconciliables, devait être l'occasion d'un travail commun et l'on voulait, en somme, que les litiges existant entre patrons et ouvriers puissent se terminer par une médiation. Dans un ouvrage paru en 1903, M. Harms (1) distingue deux sortes de litiges qui peuvent être soumis aux Chambres :

1° Des litiges de droit relevant des tribunaux, — non-paiement d'un salaire convenu, renvoi brusque et sans motif — ; 2° des litiges d'intérêts que l'ouvrier ne peut traduire en justice ; tels sont, par exemple, l'excès de travail, les mauvais traitements, la menace de renvoi de la

1. Dr Bernhard Harms, professeur à l'Université de Tubingen. *Les Chambres du Travail en Hollande*. Fischer, Iéna, 1903.

part d'un patron pour affiliation à un syndicat, le changement du mode de paiement du salaire, le refus d'augmentation. Tous cas qui peuvent donner naissance à une grève. Mais comme l'issue d'une grève est toujours incertaine, les deux parties seront souvent portées à faire des concessions réciproques. C'est la Chambre du travail qui sera le terrain neutre propice à ces ententes.

Toutes ces considérations seraient en effet excellentes si les ouvriers étaient organisés en Hollande, mais ils ne le sont malheureusement pas ; ils y sont désunis par des querelles politiques et confessionnelles et ne peuvent opposer aux patrons qu'une très faible résistance. Le défaut de l'organisation ouvrière est tel que les patrons hollandais ne se soumettent que rarement au jugement des Chambres et l'on a pu écrire que tant que les patrons ne se verront pas contraints d'invoquer l'intervention des Chambres, celles-ci n'auront qu'un rayon d'action très limité et ne jugeront que les quelques cas que les patrons voudront bien leur soumettre.

Et, de fait, la statistique est là qui démontre combien sont restreints et peu importants les cas soumis aux Chambres : la plupart sont des litiges de droit entre un seul patron et un seul ouvrier. De l'ouvrage de M. Harms que nous citons plus haut, nous extrayons ces statistiques.

En 1899, 27 Chambres sont intervenues dans 28 litiges, tous soumis à leur compétence par les ouvriers. 9 de ces litiges avaient pour cause des renvois injustifiés, 7 une augmentation de salaire, 5 le non-paiement de salaire

promis, 3 une retraite, 3 un certificat demandé en quittant l'usine, 1 une amende non justifiée.

Dans ces 28 cas, une commission de conciliation fut nommée 4 fois et 10 cas furent jugés en faveur des ouvriers ; 7 ne purent être tranchés par suite de refus des patrons, et dans les 11 autres cas, les Chambres n'eurent pas à émettre de jugement parce les ouvriers avaient manifestement tort.

En 1900, devant 47 Chambres il y eut 104 litiges qui furent soumis (1).

Voici une idée générale des résultats obtenus devant les Chambres.

Plaintes retirées par les demandeurs.....	5 cas
Renvois devant un autre tribunal.....	5 —
Jugés par le président de la Chambre.....	5 —
— par la commission mixte.....	6 —
— par le bureau.....	30 —
— par la Chambre.....	35 —
— par une commission de conciliation.....	9 —
Résultats en faveur des patrons.....	22 —
— en faveur des ouvriers.....	34 —

1. Renvois injustifiés..	51	Demandes de mesures	
Salaires promis non payés.....	19	hygiéniques à l'usine.	2
Amendes.....	6	Non-paiement des salaires.	2
Certificats refusés.....	4	Mauvais logements des	
Modification de travail		ouvriers.....	2
convenu.....	4	Autres causes.....	4
Domages-intérêts pour			
accidents.....	3		
Renvoi pour affiliation à			
un syndicat.....	3		

Si nous passons à l'année 1902, la dernière pour laquelle le livre de M. Harms nous donne des statistiques, nous trouvons que sur 75 Chambres existantes, 59 seulement eurent à se prononcer sur 217 cas. Ce fut cette année-là que, pour la première fois, l'ensemble des employés d'une même usine porta plainte dans 20 cas différents et les syndicats dans 12 cas (1).

Nous voyons, somme toute, que la plupart des cas fournis par la statistique, constituent de simples litiges de droit comme les renvois injustifiés et il est permis de se demander, dans ces conditions, s'il ne vaudrait pas mieux que l'ouvrier, dans de pareils cas, s'adressât directement au juge de paix.

Les Chambres du travail ont aussi pour mission de donner des renseignements sur les questions de leur ressort et de collaborer à la rédaction des contrats de travail. M. Harms nous dit encore que, dans cet ordre d'idées, les Chambres du travail se sont montrées au-dessous de leur tâche. Les patrons, constate-t-il, se sont toujours opposés à ce que des tierces personnes s'occupent de leurs affaires, notamment des contrats de travail et des conditions du

1. Voici le détail des affaires examinées par les Chambres :

Renvois ou demandes de certificat.....	137 cas	Amendes.....	2 cas
Demandes de salai- res.....	51 —	Rupture de contrat de travail	2 —
Refus d'indemnité pour maladie.....	8 —	Causes diverses.....	8 —
Mauvais traitements à l'usine.....	5 —		
Questions relatives à la durée du tra- vail.....	7 —		

travail. C'est ainsi que les Chambres sont intervenues sans succès dans plusieurs cas semblables et notamment dans un cas où le président d'une Chambre avait agi contrairement aux décisions prises par la Chambre même qu'il présidait.

De sorte qu'on peut dire d'une façon générale que les Chambres n'ont pas répondu aux espérances qu'on avait mises en elle, et cela, malgré les bons résultats obtenus dans quelques cas particuliers.

On peut donner plusieurs raisons de cette sorte d'échec dont la première et la principale serait évidemment le manque absolu d'une organisation ouvrière en Hollande. La trop grande décentralisation et l'absence de cohésion entre les Chambres peuvent aussi expliquer leur peu de succès. Nous en voyons encore une raison dans ce désintéressement montré par la masse électorale. Un rapport du ministre de l'Intérieur de Hollande constate que « les absentions lors des élections sont nombreuses de part et d'autre. Dans deux circonscriptions à Rotterdam (1902), c'est à peine si 12 0/0 des patrons et 11 0/0 des ouvriers ont pris part aux élections à la Chambre du travail ».

Il est évident que de profondes réformes s'imposent. Voici quelles sont à ce sujet les idées de M. Harms et les transformations qu'il propose pour entourer les Chambres de la confiance qui leur manque et augmenter leur essor (1).

Une Chambre par ville, divisée en autant de sous-commissions de 8 membres chacune qu'il y a d'industries dans la ville. La Chambre est composée des présidents de

1. Harms, *op. cit.*

ces sous-commissions. Le président de la Chambre peut être choisi en dehors des membres ; de plus, la Chambre se compose d'un membre patron et d'un membre ouvrier. Le secrétaire est un fonctionnaire rémunéré. Les sous-commissions sont en rapport constant avec les patrons, à qui elles présentent les plaintes. Elles ont pour mission d'établir les contrats de travail et de faire régner la paix dans les usines. Les Chambres élaborent les propositions de lois et s'occupent de statistique.

Pour la conciliation c'est en premier lieu le président de la sous-commission qui tâche de rétablir l'entente rompue entre le patron et l'ouvrier, s'il n'y réussit pas, le président de la Chambre décide, s'il y a lieu, d'élire une commission de conciliation qui se composera de trois membres : un patron, un ouvrier et le président de la sous-commission à laquelle appartient l'industrie dont il s'agit. S'il est question d'une grève ou du congédiement de plusieurs ouvriers, les deux parties sont renvoyées à un bureau d'entente composé par moitié de patrons et d'ouvriers.

M. Harms complète cette demande de réformes en demandant pour les Chambres du travail l'attribution de certains pouvoirs judiciaires qui tendraient à changer complètement la physionomie des Chambres actuelles en les faisant devenir de véritables tribunaux. C'est ainsi qu'il conviendrait, selon lui, pour faciliter la tâche des Chambres du travail :

1° De leur donner le droit de citer des témoins et de prononcer des amendes pour refus de témoigner ;

2° Les Chambres devront entendre les patrons et ouvriers

sur le point d'entrer en grève ou d'être congédiés. Si les efforts de la Chambre échouaient, la grève ou le congédiement pourraient alors avoir lieu ;

3° Les Chambres ont le droit de citer et d'entendre des experts ;

4° Toutes les propositions de lois et règlements concernant les intérêts du travail devront être soumises aux Chambres ;

5° Les Chambres ont le droit d'ouvrir des enquêtes pour compléter la statistique du travail prescrite par les ministères ;

6° Chaque année aura lieu une réunion des Chambres de tout le pays, réunion à laquelle prendront part tous les membres des Chambres et un délégué du ministre de l'Intérieur ;

7° Les membres des Chambres seront indemnisés et les communes mettront gratuitement à leur disposition les locaux nécessaires.

Quoi qu'il en soit de ces projets de réformes, rien n'est encore venu changer l'ancienne législation de 1897 en Hollande. Il est à croire que ce petit peuple de travailleurs suivra prochainement l'exemple que ne peuvent manquer de lui donner ses voisins de Belgique et que, de même qu'il a suivi leur exemple de 1887, il les imitera en profitant comme eux des leçons de l'expérience et sans attendre dix années comme il l'a fait en 1897.

LA LÉGISLATION ALLEMANDE

CHAPITRE PREMIER

LA LOI DU 26 JUILLET 1897. — LES CHAMBRES DES MÉTIERS

C'est une loi du 26 juillet 1897 qui réorganisa la législation du métier en Allemagne. Tout en tenant compte du principe de la liberté du travail, elle réglementait les corporations qu'elle divisait en corporations facultatives et en corporations obligatoires.

L'objet essentiel de la nouvelle loi était cependant tout autre. Elle créait les Chambres des métiers, *Handwerkskammern*, chargées de représenter exclusivement les artisans et de veiller aux intérêts du métier. Les Chambres des métiers sont donc, depuis lors, les organes attitrés des artisans auprès des pouvoirs publics.

A l'origine, les avis étaient très partagés quant à la nécessité de cette institution. Le métier se meurt, disait-on, il serait illogique, inutile et même dangereux de lui rendre une vigueur factice et passagère par des mesures légales.

En règle générale, l'esprit moderne ne veut pas de mesures directement protectrices en matière de production.

La loi allemande ne fait aucunement exception à ce principe car, en instituant les Chambres des métiers, elle leur concède une existence indépendante et autonome et les met en état d'agir par les moyens légaux déjà existants. Là s'arrête l'intervention de la loi qui ne recourt et ne permet de recourir à aucune mesure oppressive ou vexatoire.

La création des Chambres de métiers ainsi conçues n'a rien que d'équitable. C'était une tentative dont les suites, peut-être heureuses, ne pouvaient, en tous cas, être nuisibles.

Qu'importe que certains symptômes fassent, à tort ou à raison, présumer la prochaine disparition du métier. La situation difficile, il est vrai, s'aggrave au fur et à mesure que la grande industrie se développe, mais il serait téméraire d'affirmer que ce mode de production ne sera bientôt plus qu'une curiosité historique dont il ne restera que quelques vestiges. Qui sait si la crise allemande actuelle ne sera pas salutaire ? On ne doit pas s'attendre à un retour peu souhaitable à l'ancien régime corporatif, mais on peut espérer que le métier sortira de cette dure épreuve rénové, mieux approprié aux conditions de vie actuelles.

La mission des « Chambres de métiers » allemandes est de venir en aide à toute une catégorie de travailleurs sérieux, aux prises avec les difficultés journalières. Divers auteurs ne sont pas partisans de ces sortes de Chambres parce que, disent-ils, on ne peut déterminer de façon précise la limite entre l'artisan et le petit industriel.

Il est évident qu'il y a souvent une certaine communauté, mais jamais communauté absolue de traits distinctifs entre l'artisan et le petit industriel. Une classification

rigoureuse serait quelquefois malaisée. Mais, quelques petits industriels fussent-ils même complés parmi les artisans, ces derniers seront toujours représentés en très grande majorité au sein des Chambres de métiers. Les artisans, c'est-à-dire la presque généralité des électeurs, choisiront en effet leurs délégués parmi ceux de leurs métiers qui défendront nettement leurs intérêts.

La Chambre des métiers est chargée de représenter les intérêts professionnels des artisans et constitue une autorité autonome, quant à la réglementation et à la surveillance de l'apprentissage. Elle recueille les désirs et propositions des corporations et les transmet au gouvernement en lui faisant connaître son opinion à ce sujet. Le gouvernement adjoint à la Chambre un fonctionnaire spécial dit « commissaire du royaume », pour s'assurer qu'elle ne dépasse pas, dans son activité, les limites que la loi lui assigne.

Les administrations publiques ont le devoir de requérir son avis dans les questions intéressant les métiers en général ou certains d'entre eux.

La Chambre des métiers est autorisée à prendre les mesures nécessaires pour favoriser l'éducation technique et morale des maîtres, compagnons et apprentis.

Elle doit se tenir au courant de tout ce qui, dans son ressort, touche, de près ou de loin, au métier et mentionner, dans son rapport annuel, les faits nouveaux, en les commentant et en les appréciant.

La Chambre des métiers doit être en contact intime et continu avec les diverses corporations de son district, de

façon qu'il en résulte des échanges de vues, des conseils et des avis réciproques.

Le législateur allemand semble estimer que, sans cette étroite dépendance et réciprocité des rapports de la Chambre des métiers et de ses corporations, il ne serait guère possible de faire œuvre profitable et durable.

*Exposé succinct et commentaires de la loi
du 26 juillet 1897*

Chaque Etat décide de la création d'une Chambre de métiers, là où le besoin s'en fait sentir. C'est lui qui doit avancer les sommes qui sont nécessaires à son établissement.

L'ordonnance de création détermine les statuts, mais ceux-ci pourront, dans la suite, être modifiés par la Chambre des métiers elle-même avec le consentement du pouvoir central.

Les statuts doivent spécifier : le nombre des membres, le nom, le siège et le ressort de la Chambre ; les formalités de l'élection et les attributions du comité de présidence ; les cas et les formalités de convocation de la Chambre ou d'une de ses commissions ; les formalités d'établissement et d'adoption du budget et du bilan annuels ; la constitution des commissions d'examen, etc...

Les membres de la Chambre des métiers sont élus par les corporations et les associations professionnelles (Innungen und Gewerbevereine) et dans leur sein. Le pouvoir central du pays où la Chambre a son siège répartit les mandats entre ces divers groupements.

La conséquence de ce mode d'élection est que tout artisan non inscrit à une corporation ou à une association professionnelle n'a ni le droit de voter, ni celui d'être élu. Ceci montre bien l'intention du législateur d'établir un contact direct et étroit entre les associations de métier et les Chambres qui en sont l'émanation.

Pour être éligible, il faut : avoir trente ans, jouir de ses droits civils et politiques, être établi comme artisan, à titre de maître ou patron, depuis trois ans au moins dans le ressort de la Chambre, enfin, il faut être dans les conditions requises pour employer des apprentis.

Les mandats sont de six ans et renouvelables par moitié tous les trois ans. Les membres sortants sont rééligibles. Chaque membre possède un suppléant pour le cas de décès, de démission ou d'incapacité.

La Chambre choisit parmi ses membres un « comité présidentiel » ayant à sa tête le président de la Chambre. Elle fait aussi choix d'un secrétaire. Elle peut aussi, dans certains cas, s'adjoindre des experts avec voix consultative.

Elle est autorisée à nommer, dans son sein, des commissions chargées d'une mission déterminée, constante ou occasionnelle. Parmi les commissions permanentes, citons les commissions d'examens (Prüfungsausschüsse), les commissions d'appels contre les décisions des commissions d'examen et enfin *la commission de compagnons* (Gesellenausschuss). Cette dernière est l'organe de représentation spécial des compagnons, elle doit coopérer : à l'élaboration des prescriptions qui règlent l'apprentissage, à la rédaction d'avis, d'appréciations et de renseignements concernant les

compagnons et les apprentis, et au jugement des appels interjetés contre les décisions des commissions d'examens.

Les commissions d'examens font passer les examens de compagnons aux apprentis qui ont terminé leur apprentissage.

Il existe d'autres jurys d'examens. Ce sont les commissions pour l'octroi du titre de maître aux artisans qui ont travaillé depuis au moins trois ans en qualité de compagnons. Ces jurys sont constitués pour une durée de trois ans par le pouvoir central : la Chambre des métiers doit, au préalable, être entendue. Les frais d'examen sont supportés par les Chambres des métiers qui touchent, à cet effet, les droits d'inscription des candidats.

Attributions

La Chambre des métiers a dans ses attributions ;

1° De régler en détail l'apprentissage des divers métiers ;

2° De surveiller l'exécution de ces règlements ;

3° De donner des avis et appréciations, de fournir des renseignements et de faire des communications aux autorités sur les questions que celles-ci lui soumettent ;

4° De formuler et de transmettre aux pouvoirs publics des propositions et des vœux intéressant le métier ;

5° De publier un rapport détaillé sur chaque exercice annuel ;

6° De constituer des commissions d'examens ;

7° De nommer des commissions jugeant en appel sur

les réclamations suscitées par les décisions des commissions d'examens.

La Chambre doit être entendue dans toutes les questions importantes touchant à la situation de l'artisan. Elle est autorisée à favoriser l'instruction professionnelle, technique et morale des maîtres, compagnons et apprentis, de même qu'elle peut créer et subventionner des écoles ou des cours professionnels.

Le commissaire, délégué du gouvernement.— Le pouvoir central se fait représenter auprès de la Chambre des métiers par un commissaire qui doit assister à chaque assemblée générale, de même qu'aux réunions des diverses commissions. Il a le droit de participer aux débats et peut mettre en délibération tels sujets qu'il juge bons. Il peut aussi requérir la convocation de la Chambre ou de ses commissions.

Si certaines mesures de la Chambre ou des commissions qui en dépendent, enfreignent les lois ou outrepassent les fonctions de ces institutions, le commissaire mettra opposition aux décisions prises et leur application sera différée jusqu'à l'arrêt définitif des autorités compétentes.

La loi a voulu, en outre, créer une sanction pour lutter contre le mauvais vouloir possible de certaines Chambres. Les autorités compétentes peuvent les dissoudre et ordonner de nouvelles élections : le pouvoir central peut recevoir les appels qui peuvent être interjetés à ce sujet.

De même que la loi conférait au gouvernement le droit d'intervenir pour garantir la bonne marche des affaires, elle devait reconnaître à la Chambre des métiers le pouvoir de sanctionner ses propres décisions : les corporatious

ou leurs délégués doivent obéissance à la Chambre de leur district, tant que celle-ci n'outrepasse pas ses droits.

La Chambre est autorisée à punir d'une amende de 20 marks, au maximum, toute contravention à ses règlements. Le délai d'appel contre cette décision est de quinze jours.

Ressources et dépenses. — Le budget doit être approuvé par le pouvoir central.

Les frais résultant du fonctionnement régulier de la Chambre sont couverts par les communes du ressort, de la manière fixée par le pouvoir central et décompte fait des autres ressources dont la Chambre peut jouir.

Les communes peuvent faire retomber les charges qui leur incombent de ce chef sur ceux de leurs contribuables qui exercent un métier. Le mode de répartition de ces frais entre les artisans est alors déterminé par les autorités compétentes. Peuvent toutefois être libérés de toute cotisation, les artisans qui, d'habitude, n'emploient ni apprenti, ni compagnon.

Certaines dépenses, par exemple, celles qui sont nécessitées par l'établissement et l'entretien d'écoles ou de cours professionnels, pouvant être faites dans l'intérêt unique d'un seul métier, ne profitent pas à la généralité des artisans.

Dans ce cas, les communes ont le droit de mettre ces frais spéciaux à la charge des artisans du métier dont il s'agit.

Corporations facultatives et corporations obligatoires.

Les corporations facultatives (freien Innungen) ont, en

général, le même but et les mêmes attributions que les corporations obligatoires (*Zwangsinnungen*).

Ainsi que le nom l'indique, la différence essentielle consiste dans la faculté de l'obligation pour l'artisan de se faire inscrire à la corporation de son métier. Tandis qu'il sera libre d'ignorer une « *freie Innung* », il ne pourra se soustraire à l'obligation de faire partie du « *Zwangsinnung* ».

Ce n'est que l'application du principe de la soumission aux décisions de la majorité, car toute corporation facultative peut requérir des autorités sa transformation en corporation obligatoire, pour autant que la majorité des artisans qui exercent dans son ressort le métier qu'elle représente, se déclare en faveur de cette mesure.

CHAPITRE II

L'ŒUVRE DES CHAMBRES DES MÉTIERS

Les efforts des Chambres des métiers en Allemagne pour améliorer la situation des artisans, peuvent se classer en deux sortes : les efforts indirects et les efforts directs, suivant qu'ils se sont exercés sur les pouvoirs publics par l'entremise de leurs délégués ou suivant que leur action a porté directement sur les métiers qu'elles représentaient.

§ 1. — ACTION INDIRECTE

Nous étudierons succinctement chacun des points sur lesquels se sont portés les efforts indirects des Chambres des métiers et nous aurons à parler de leurs luttes :

- a) Contre la concurrence des prisons ;
- b) Contre la concurrence des ateliers militaires et des régies publiques ;
- c) Contre les grandes entreprises commerciales de détail et les coopératives de consommation ;
- d) Pour la réglementation des adjudications publiques.

a) *Lutte contre la concurrence des prisons*

L'artisan, à l'époque de la création des Chambres des métiers, avait beaucoup à souffrir de la concurrence que

lui faisait, à armes parfois trop inégales, l'Etat dans ses établissements pénitentiaires. Depuis longtemps, le travail des maisons de détention avait donné lieu à des réclamations justifiées. Les prix dérisoires, payés aux détenus pour les travaux qu'ils exécutent, exercent une influence par trop déprimante sur la fabrication de certains articles.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que, déjà au II^e Congrès des Chambres des métiers de l'empire, en septembre 1901 à Darmstadt, on ait nommé un comité spécial chargé d'organiser la lutte contre la concurrence des prisons. Chaque Chambre devait en outre agir dans son ressort pour protester contre les abus et en solliciter la répression. Plusieurs vœux des autres congrès furent émis dans le même ordre d'idées. Les Chambres bavaroises se distinguèrent à ce propos par leur activité.

La Chambre de Berlin, en 1902, attira l'attention du gouvernement prussien sur la situation intolérable créée aux brossiers, vanniers, par la concurrence des établissements de détention.

Il est à remarquer par les diverses Chambres des métiers ne nient nullement l'utilité du travail dans les prisons, elles le déclarent même indispensable. Comment donc concilier les intérêts aussi opposés ?

Les rapports des Chambres nous montrent qu'on envisagea d'abord, comme mesures défensives, l'imposition des entreprises pénitentiaires au même titre que le travailleur individuel et la défense d'enseigner méthodiquement aux détenus tout un métier. On résolut également d'insister auprès des autorités pour qu'elles fixent, pour

chaque article, un salaire minimum plus en rapport avec les services rendus par les prisonniers.

La Chambre de Munich conseillait de faire « coopérer les prisonniers au bien-être général » en les utilisant à des travaux d'assainissement, de dessèchement des marécages, de régularisation de cours d'eaux, etc. D'autres propositions tendaient à faire occuper les détenus aux travaux agricoles, aux travaux de carrière, sinon à borner leur activité à la confection, purement manuelle, de produits demi-fabriqués.

Certaines démarches ont été couronnées de succès et les Chambres des métiers ont surtout le mérite d'avoir approfondi la question et, à défaut d'action directe qui dépasserait la limite de leur compétence, d'avoir attiré, forcé en quelque sorte, l'attention des autorités sur cette question.

b) *Lutte contre la concurrence des ateliers militaires
et des régies publiques*

Les artisans se plaignirent aussi souvent de la concurrence que leur faisaient, d'une façon plus ou moins directe, les ateliers militaires et quelquefois même certains artisans qui, sans payer de patente, continuaient à exercer leur métier sous les drapeaux. C'est ainsi que la Chambre de Munich, peu après sa fondation, formula, au nom des charrons, une réclamation contre les ateliers d'artillerie bavaïrois qui avait organisé une section s'occupant exclusivement de charonnage et exécutant tous les travaux de ce métier. Elle fit de même une réclamation contre la compagnie du génie d'Ingolstadt dont les soldats, empié-

tant sur le métier de menuisier, faisaient des ameublements complets destinés à des sous-officiers et même à des officiers.

La Chambre de Breslau cite, en 1902, le cas d'un tailleur militaire dont une partie de la clientèle est civile et qui, travaillant à la caserne, y occupe 3 compagnons et n'appartient à aucune corporation. La même Chambre affirme que dans une caserne de son district, on apprend le métier de coiffeur à des soldats d'autres professions.

La Chambre de Dusseldorf s'adressa au colonel d'un régiment de la garnison pour en obtenir la répression de multiples faits de ce genre. Les forgerons de ce régiment se chargeaient des réparations et faisaient même le commerce de bicyclettes. Cette démarche aboutit et la Chambre obtint satisfaction.

La Chambre de Munich fit adopter un vœu tendant à ce que l'administration confie désormais les fournitures militaires aux corporations, comme cela se pratique en Autriche. Mais, s'il paraît logique d'interdire le travail des soldats artisans pour le public en général, il n'en est pas moins raisonnable de l'approuver lorsqu'il s'agit de besoins de l'armée, c'est-à-dire d'un organisme de l'Etat dont les frais incombent à tous les contribuables.

La mise en régie de certaines entreprises a également donné lieu à des plaintes des Chambres des métiers.

La régie est cependant un droit incontestable des pouvoirs publics quand, dans un but d'intérêt général, ils visent à se créer des ressources ou à diminuer leurs propres charges, sans empiéter directement sur l'activité privée des métiers. L'exemple suivant, cité par la Chambre

de Munich, est cependant un des cas réellement abusifs. Une école de vétérinaires de l'Etat intalle une forge où sont occupés 6 ouvriers et 20 apprentis et, vivant des ressources budgétaires du pays, fait aux artisans une concurrence effrénée par une réduction anormale des prix. La forge en question travaillait, en effet, à un taux inférieur de 15 à 20 0/0 au tarif minimum établi d'un commun accord par les maréchaux-ferrants de la contrée.

Il est vrai que de tels abus sont des exceptions. Et la campagne des artisans contre les régies administratives a d'autres visées. Elle voudrait arriver à la suppression complète des travaux faits à leur propre compte par les divers organismes publics. Une telle solution est-elle équitable ? Les entreprises municipales et autres, sous la réserve qu'elles soient dirigées conformément à certaines règles rationnelles, sont d'intérêt général : toute mesure pour les enrayer semble donc arbitraire.

c) *Lutte*

1° *Contre le grand commerce de détail.* — La plupart des Chambres mènent, encore actuellement, une campagne active contre les grands magasins (Warenhäuser), les maisons à succursales et les bazars, ainsi que contre les coopératives et sociétés de consommation.

Les arguments habituels contre les grands magasins sont habilement reproduits dans les vœux émis par les diverses Chambres. Plusieurs invitent les autorités compétentes à modifier la base des impôts, en aggravant les charges des grands magasins. Et, de fait, la plupart des Etats allemands ont établi une taxe spéciale grevant les éta-

blissements de ce genre en raison de l'importance du chiffre de leurs affaires. D'ailleurs, d'une efficacité passagère comme la plupart des mesures protectrices, ces impôts spéciaux n'auront eu probablement d'autres effets que d'accroître la vitalité des entreprises que l'on voulait combattre. Le grand magasin gagne sur la quantité et, pour récupérer les frais supplémentaires résultant de ces nouvelles taxes, il baisse souvent plus encore le prix de certains articles, une vente plus considérable compensant largement ces concessions et obviant aux conséquences vexatoires des mesures légales.

2^e *Contre les coopératives de consommation et autres sociétés à but analogue.* — La campagne menée contre ces sociétés est encore plus vive que celle qui est dirigée contre les grands magasins. On va jusqu'à reprocher à l'Etat de ne pas payer suffisamment ses employés, c'est, dit-on, ce qui les oblige à faire partie de ces associations de consommation qui vendent à meilleur compte que les artisans.

Il faut cependant constater que l'intérêt général doit primer celui de certaines classes, si intéressantes soient-elles. Les coopératives de consommation répondent à un besoin réel, étant donné les conditions de vie actuelle de la grande majorité de la population. Et il faut s'élever contre la tendance consistant à accabler d'impôts supplémentaires les entreprises concurrentes du métier, dans le but de les faire disparaître. Toute mesure vexatoire de ce genre, de même qu'une immixtion de l'autorité dans les droits économiques de certaines classes en faveur des petits produc-

teurs, sont des actes arbitraires et contraires au bien-être général d'un pays.

Si les Chambres ont obtenu, comme je l'ai indiqué, une satisfaction partielle, en réalité illusoire, par une imposition plus forte des grands magasins, il semble que le succès de leurs démarches doive s'arrêter là.

a) *Réglementation des adjudications publiques*

Les Chambres des métiers ont surtout ici à rechercher les moyens de concilier la méthode des adjudications publiques, passée dans les mœurs, avec les intérêts des artisans. Dans ce but, elles se sont élevées contre le système des adjudications générales, c'est-à-dire de la concession à une seule personne de tous les travaux les plus divers d'une même entreprise.

L'artisan au lieu d'être chargé des travaux, en seconde main, par le gros entrepreneur, devrait être admis à soumissionner directement.

Le président de la Chambre de Dortmund, disait au Congrès de 1903, à Arnsberg, que « les pouvoirs publics devraient confier leurs travaux aux corporations qui auraient alors pleine liberté de les répartir entre leurs membres. »

De ce côté, on peut dire que tous les efforts des Chambres n'ont pas été dépensés en pure perte. Le gouvernement hessois stipula que, dans certains cas, il entendrait la Chambre intéressée avant de prendre une décision, définitive. Pour plus de 20 0/0 de ses adjudications, il a requis l'avis de la Chambre en lui transmettant, comme base, le devis estimatif calculé par les autorités. Il a, en outre,

annoncé que les travaux d'entretien seraient désormais remis à prix fermes et à tour de rôle aux artisans.

La Chambre de Coblentz s'est adressée, par circulaires, à toutes les autorités de son ressort, leur demandant de modifier la réglementation de leurs adjudications et leur soumettant des projets dans cet ordre d'idées. Sept sous-préfectures et la majorité des autres autorités accueillirent favorablement cette démarche.

D'autre part, il arriva maintes fois que les autorités déclarèrent nettement ne pouvoir modifier la méthode existante. Il ne peut donc être question d'un succès absolu des revendications des artisans, mais il faut reconnaître que les Chambres ont exercé une influence indéniable et, à plus d'un point de vue, heureuse en cette matière.

§ 2. — L'ACTION DIRECTE

Ce mode d'action s'est fait sentir en ce qui concerne l'apprentissage ; les examens de compagnon et de maître ; les écoles d'apprentis et les cours de maître.

a) *L'apprentissage*

Nous avons vu que la loi donne des pouvoirs très étendus aux Chambres des métiers pour la surveillance et la réglementation de l'apprentissage. Les Chambres ont le pouvoir de régler, à leur guise, tout ce qui n'a pas été l'objet de dispositions spéciales dans la législation. Leurs prescriptions non abusives ont force de loi et sont pourvues des sanctions nécessaires par assurer leur complète

observation. A cet égard, il n'y a pas d'organisme qui, sans faire partie intégrante d'un pouvoir public, ait eu, au même degré que les Chambres des métiers, des moyens aussi puissants d'intervenir dans la vie économique de certaines classes comme de certains individus.

Il serait inutile de mentionner en détail toutes les mesures prises par les 71 Chambres de l'empire pour régler l'apprentissage des métiers. Il suffira, pour en donner une idée précise, de passer en revue les principaux points faisant, à peu près généralement, l'objet de ces mesures.

Enseignement pratique. — Toute Chambre peut déterminer les connaissances que les apprentis doivent être mis à même d'acquérir au cours de leur apprentissage. Elles ont toutes prescrit que l'apprentissage ne pourra jamais être partiel. Il y a donc obligation pour le maître de donner à ses apprentis un enseignement pratique sans lacune.

Enseignement théorique. — Plusieurs Chambres obligent les apprentis à suivre les cours des écoles spéciales de perfectionnement ou des écoles professionnelles pendant toute la durée de leur apprentissage.

Admission à l'apprentissage. — Quelques-unes ont fait dépendre l'admission à l'apprentissage de certaines garanties d'instruction et de validité corporelles et intellectuelles. Le comité présidentiel de la Chambre juge, en ce cas, de l'existence ou de l'absence des conditions requises et les maîtres-artisans doivent se soumettre à sa décision dont l'exécution est assurée, s'il le faut, par la police locale.

Titre de compagnon. — La législation n'impose pas l'examen de compagnon comme fin indispensable de l'apprentissage. Il y a néanmoins dans les milieux artisans un

fort courant pour rendre cette épreuve obligatoire. La législation industrielle — § 131 — oblige le maître à engager vivement ses apprentis à subir l'épreuve du compagnonnage. La non-observation de cet article entraîne pour le maître négligent une amende pouvant s'élever jusqu'à 150 marks ou 4 semaines d'emprisonnement.

Contrat d'apprentissage. — Souvent, les Chambres ont déterminé la forme et le contenu des contrats d'apprentissage. Les prescriptions en sont alors obligatoires et les actes sont dressés en triple exemplaire dont le dernier revient à la Chambre.

Rôle ou liste des apprentis. — Le contrat approuvé, la Chambre inscrit sur un registre le nom du nouvel apprenti (Lehrlingsrolle).

La question du logement des apprentis, de leur nourriture, n'a pas donné lieu à une réglementation détaillée. Pour prévenir les abus et en même temps les réprimer, les Chambres possèdent des agents inspecteurs qui ont pour mission d'examiner les divers locaux mis à la disposition des apprentis et de s'assurer par la même occasion que l'apprentissage suit son cours régulier.

Fixation du nombre des apprentis. — Les Chambres doivent procéder avec grande prudence à la limitation du nombre d'apprentis que peut occuper un maître. Quelques-uns l'on fait dépendre du nombre de compagnons. Souvent elles donnent, par exemple, au maître travaillant seul le droit d'avoir 2 apprentis. S'il a sous ses ordres 2 compagnons, il pourra engager 1 apprenti en plus, soit 3 en tout, s'ils occupent 5 compagnons, 4 jeunes

gens pourront être en apprentissage chez lui, et ainsi de suite.

Il serait utile de préciser les prescriptions des Chambres relatives à la limitation du nombre des apprentis. Leur nombre croissant avec l'importance de l'atelier, plus le patron aura de jeunes gens à son service, plus il sera tenté, parfois même obligé de négliger leur instruction professionnelle.

Le paragraphe 129 de la législation industrielle allemande soumet à 3 conditions, le droit pour les artisans d'avoir des apprentis. Il faut :

- 1° Etre en possession de ses droits civils ;
- 2° Etre âgé d'au moins vingt-quatre ans ;
- 3° Justifier d'un ensemble de connaissances pratiques dans le métier que l'on exerce, c'est-à-dire avoir subi l'apprentissage prescrit par la Chambre du district.

Durée de l'apprentissage, — Le paragraphe 103 de la législation industrielle fixe la durée habituelle de l'apprentissage à trois ans. Comme la loi se contente, en outre, d'assigner un maximum de quatre ans sans indiquer un minimum, tout apprentissage inférieur à trois ans ne sera valable que pour autant que la Chambre n'ait pas encore émis de prescriptions précises à ce sujet.

L'apprenti qui ne se sera pas conformé aux décisions de la Chambre ne pourra devenir compagnon, puis maître. Il peut naturellement s'établir à titre indépendant en qualité de patron mais non de maître. En outre, il n'aura le droit d'engager des apprentis qu'après avoir exercé son métier pendant cinq années consécutives.

Inspecteurs (Beauftragten). — Les inspecteurs doivent

s'assurer de la bonne observation des statuts et prescriptions des Chambres. Ils sont presque toujours choisis parmi les maîtres diplômés.

Nommés par la commission administrative, ils reçoivent une carte d'identité leur permettant de pénétrer dans les ateliers pendant les heures de travail et aussi de visiter les lieux servant de logement aux apprentis. Les patrons doivent leur fournir les renseignements nécessaires à l'accomplissement de leur mission. L'inspecteur en cas de refus peut réquisitionner la police locale.

Sanctions des prescriptions de la Chambre. — Toutes les Chambres de l'Empire ont établi une échelle d'amendes dont peuvent être frappés ceux qui contreviennent aux dispositions prises en vertu des pouvoirs que la législation industrielle confère aux Chambres des métiers

Il ne s'agit pas d'une application directe ; le droit d'infliger l'amende est réservé à l'autorité supérieure qui est juge de la légalité d'un tel moyen de répression. Les autorités n'agissent que sur la demande de la Chambre compétente. Si la contravention existe, l'autorité doit obligatoirement appliquer la mesure réclamée par la Chambre. On peut faire appel, dans les quinze jours, des décisions répressives, auprès de l'autorité immédiatement supérieure.

Le ministre du Commerce de Prusse a décidé que le produit de ces amendes serait acquis, non à la Chambre elle-même, mais au Trésor public. C'est une mesure propre à éviter une application trop rigoureuse et trop stricte des statuts, dans un but intéressé.

Dans tous les autres cas de contravention non passibles d'amendes, la Chambre recourra à la police locale qui interviendra selon les lois et règlements généraux.

b) *Examens de compagnon et de maître*

Les examens de compagnon sont ceux réservés aux artisans qui ont accompli un apprentissage régulier. Ils ne sont pas obligatoires, mais constituent la condition de l'obtention du *titre* de compagnon et l'épreuve préalable à l'obtention du titre de maître.

La commission qui préside cette épreuve se compose d'un président, d'un vice-président et d'assesseurs en nombre pair, choisis, à part égale, parmi les compagnons et les maîtres. La commission est différente suivant les métiers. Le président ou son suppléant peuvent seuls être choisis parmi les anciens artisans retirés des affaires.

Pour examiner les apprentis au point de vue théorique les commissions peuvent s'adjoindre une personne experte avec droit de vote et voix délibérative. Cet expert, que l'on choisit d'habitude parmi les membres du corps enseignant d'une école de perfectionnement, apprécie, s'il y a lieu, les rédactions que les récipiendaires ont à faire sur un sujet ayant trait au métier. Il les questionne aussi sur l'arithmétique, la comptabilité et la législation industrielle, appropriées à leur future carrière. Les apprentis payent un droit d'inscription déterminé par la Chambre.

Objet de l'examen. — L'épreuve varie suivant les Chambres et suivant les métiers. D'habitude on impose un chef d'œuvre (Gesellenstück) ou simplement certains travaux faits en présence du jury (Arbeitsprobe). Ceux-ci,

judicieusement choisis, semblent l'épreuve la plus logique. Cette méthode permet d'exiger des travaux délicats, d'une durée relativement courte, n'occasionnant pas des frais trop élevés, et s'effectuant sous les yeux des membres du jury.

Outre l'épreuve pratique, l'apprenti est soumis à un *examen théorique* portant, en règle générale, sur :

1° La valeur, les qualités, les défauts, les moyens de conservation, les méthodes de traitement et l'emploi des matières premières, produits demi-ouvrés et accessoires en usage dans son métier ;

2° La qualité, le traitement, la réparation des outils et machines se rapportant à son métier ;

3° Le calcul, la comptabilité et les lois industrielles, appliqués au métier.

La Chambre remet ensuite aux compagnons nouvellement reçus un certificat détaillé, signé par le jury ; cela donne lieu, d'habitude, à une cérémonie plus ou moins solennelle destinée à augmenter le prestige de l'examen de compagnon.

Commission d'appel. — Le président du jury a seul le droit d'appeler de la décision prise. La commission d'appel est composée d'un président nommé par le comité de la Chambre et dans son sein, et de six membres avec autant de suppléants élus, moitié par l'assemblée générale des membres de la Chambre, moitié par la commission des compagnons.

Examens de maîtres. — Les commissions d'examen pour l'obtention du titre de maître sont formées par les autorités après consultation de la Chambre des métiers com-

pétente. Elles comprennent un président et quatre membres. Chacune de ces personnes a son suppléant. Le président est souvent un fonctionnaire de l'Etat d'un rang assez élevé. Les assesseurs doivent être des maîtres indépendants et non retirés des affaires.

Les examens comportent, comme pour l'épreuve des compagnons, une partie théorique et une partie pratique. Naturellement, les connaissances exigées sont de beaucoup supérieures à celles requises des simples apprentis.

c) *Ecoles d'apprentis*

On distingue au point de vue du métier :

1° *Les Ecoles générales de perfectionnement.* — (die allgemeinen Fortbildungsschulen), à enseignement d'un caractère général.

2° *Les écoles spéciales de perfectionnement* (Die gewerblichen Fortbildungsschulen), dont le programme tient compte, quoique dans une mesure assez restreinte, de la profession future des apprentis ;

3° *Les écoles professionnelles* (Die Fachschulen), nettement spécialisées pour les apprentis d'un seul métier ou de plusieurs métiers du même genre. Leur programme comprend, une partie d'enseignement général — calcul, écriture, etc. — avec une certaine tendance professionnelle, et une partie d'enseignement professionnel théorique. On y donne rarement en outre un enseignement pratique.

En toute occasion, les Chambres des métiers ont mené une vive campagne en faveur des écoles professionnelles obligatoires. Nombre de villes possèdent, d'ailleurs, déjà

leurs écoles de perfectionnement et le gouvernement a beaucoup contribué à leur développement.

Le budget des Chambres des métiers ne permettant pas de fortes dépenses, leur action directe est forcément restreinte au point de vue financier. Maintes fois cependant elles ont pris l'initiative de la création d'écoles professionnelles. Elles ont, souvent aussi, incité les corporations à en fonder et les ont alors encouragées par des subventions. En général, elles se refusent à établir des écoles de perfectionnement, même spécialisées, car elles considèrent que ce soin incombe à l'Etat. Elles se bornent donc à solliciter des autorités la création d'écoles pour apprentis partout où le besoin s'en fait sentir et ensuite à coopérer largement à leur organisation et à leur administration. Elles accordent aussi des subventions modérées mais seulement là où les autorités locales ne sont pas à même de le faire.

d) *Cours de maîtres*

Plusieurs Chambres ont institué des cours de maîtres destinés aux patrons ou aux compagnons ayant l'intention de s'établir à titre indépendant. L'organisation de ces cours est moins coûteuse que celle d'une école d'apprentis. Il ne s'agit, en effet, que d'une courte série de leçons données le soir, à plusieurs jours d'intervalles. Les Chambres sont donc à même de faire face aux dépenses occasionnées par ces cours, d'autant plus que les élèves paient d'habitude un certain droit d'inscription. Les Chambres ont pleine liberté d'organisation et d'administration en cette matière.

Les résultats obtenus jusqu'à présent sont très satisfaisants. En réalité le nombre des participants est assez res-

treint mais cette circonstance même est une garantie de succès, car, seuls, les artisans intelligents, animés du désir de s'instruire et de se perfectionner, se font inscrire. Le maître a donc affaire à des éléments d'élite et la bonne semence tombe en terre fertile.

Il faut distinguer les cours à la fois pratiques et théoriques des cours purement théoriques.

Cours pratiques. — Les cours pratiques ont le grand désavantage d'être trop onéreux, nécessitant des ateliers spéciaux et un matériel coûteux de machines et d'outils modèles.

De tels cours pratiques adjoints à des cours théoriques existent à Vienne, en Autriche. Hanovre est à peu près la seule ville allemande qui en possède. Voici l'organisation de ces derniers en 1901.

La ville et l'Etat supportent les frais de cours pratiques et théoriques pour menuisiers, serruriers, tailleurs, et cor donniers. Les quatre Chambres des métiers de la province accordent aux artisans des bourses leur permettant de prendre part à ces cours. Ceux-ci ont lieu sans interruption pendant huit semaines. Il existe quatre séries de cours par an. Deux jours par semaine les élèves travaillent dans des ateliers spéciaux pourvus de machines-outils les plus perfectionnées. Les autres jours, — sauf le samedi réservé aux excursions techniques — sont consacrés aux cours théoriques.

Ces derniers sont : dessin professionnel, calcul de devis, législation appliquée aux affaires, comptabilité et tenue des livres, cours de produits, langue maternelle appliquée aux métier, etc.,

Une telle institution n'est pas partout réalisable. En outre des frais énormes qu'elle entraîne, elle comptera un nombre restreint de participants et sa fréquentation constituera dans l'avenir comme par le passé, une sorte de traitement de faveur.

Des cours sur le modèle du Hanovre seraient, d'ailleurs, tout au plus possibles par province, parfois même par pays et encore au prix de grands sacrifices. En Autriche, par exemple, l'institution de Vienne est destinée aux artisans de tout l'empire.

Cours théoriques. — La Chambre des métiers doit se borner à créer des cours abordables à tous les hommes de métier de son ressort sans nuire aux intérêts personnels de ceux qui les suivent. Par cours de maîtres, il faut entendre une courte série de leçons théoriques données le soir.

La Chambre des métiers de Berlin s'est tout particulièrement distinguée sous ce rapport. Les cours qu'elle a institués constituent à plus d'un point de vue, une organisation modèle. Ils se divisent en :

1° Cours s'adressant à tous les artisans, sans distinction de métiers, tels que : comptabilité et tenue des livres, législation du métier, etc...

2° Cours nettement professionnels, classés par métiers ; par exemple, pour les cordonniers : anatomie du pied, manières de prendre mesure, moyens d'obtenir des modèles en plâtre, dessins de modèles de chaussures, etc.

Un cours dure en moyenne vingt-quatre heures par semaine, le soir, et coûte 120 marks de traitement pour le professeur. La moitié de cette somme est à la charge de la Chambre, l'autre moitié est payée par les élèves eux-

mêmes. Chaque cours comprenant 20 élèves, la dépense personnelle ou droit d'inscription de chacun d'eux est donc de 3 marks.

Enfin, il est tenu compte, pour l'établissement de ces cours, de la morte saison existant dans la plupart des métiers, afin que les artisans puissent suivre les cours avec régularité sans négliger leur clientèle.

§ 3. — L'ACTION MIXTE

Les Chambres des métiers exercent une double influence sur le mouvement coopératif. Elles jouent un rôle indirect d'abord en invitant les artisans à recourir à la coopération. Puis, elles agissent directement en participant à l'organisation et à la conduite des entreprises nouvellement créées à leur instigation

Les Chambres ne fondent donc pas elles-mêmes de coopératives. Elles s'efforcent simplement de décider les artisans à se réunir en sociétés et leur démontrent, à cette fin, par des conférences, des leçons, des brochures, les avantages qu'ils pourront retirer de pareils groupements.

Ce premier point obtenu, elle rédigent des statuts appropriés qu'elles soumettent aux intéressés, indiquent à ceux-ci les formalités à accomplir, s'occupent de la bonne mise en marche de l'affaire et l'assistent de conseils pratiques. Voilà, en peu de mots, comment s'exerce la mission, l'action mixte des Chambres des métiers en cette matière.

Qu'ont-elles fait pour l'idée coopérative ?

Avant leur création, en 1897, il n'existait qu'un nombre

insignifiant de coopératives d'artisans. Ceux-ci se montraient si peu partisans de cette organisation qu'aux congrès des artisans de tous métiers, en 1892, à Berlin, une simple motion en faveur de la coopération fut repoussée à une forte majorité.

Dès l'origine, les Chambres des métiers ont reconnu les avantages multiples et sérieux que la société coopérative offre aux petits producteurs. Elles se sont aussitôt occupées d'en favoriser la fondation, mais dès leurs premières tentatives, elles se heurtèrent à l'aversion aussi profonde qu'incompréhensible des intéressés. Soit absence de courage pour rompre avec les anciens errements, soit manque de confiance, soit crainte de pactiser avec des concurrents, les artisans se refusaient à suivre les conseils des Chambres et le même phénomène se produisait dans toute l'Allemagne.

Les Chambres des métiers, composées en majorité d'hommes éclairés, ne perdirent pas courage. Plusieurs d'entre elles, plus particulièrement pénétrées de l'importance de cette question, instituèrent même des comités permanents avec mission de faire comprendre aux artisans que la coopération pouvait rénover le métier et lui fournir des armes moins inégales dans sa lutte contre le capital au service de la grande industrie. Il fallait à tout prix vaincre l'indifférence générale. Certains pouvoirs publics intervinrent, à l'instigation des Chambres, pour soutenir leur campagne. C'est ainsi que le gouvernement du Grand-Duché de Hesse accorda à la Chambre de Darmstadt une subvention de 5,000 marks pour l'aider dans sa propagande active en faveur des sociétés coopératives.

La plupart des Chambres sacrifient encore maintenant des sommes assez importantes, prises sur leurs ressources personnelles, pour faire connaître les profits d'une entente entre patrons de même métier. Ces subventions leur permettent :

1°) D'abord de faire donner des conférences sur ce sujet dans les réunions d'artisans par des personnes expérimentées et aptes à convaincre les hésitants ;

2°) Ensuite de répandre parmi les artisans des brochures de propagande.

3°) Et enfin d'organiser des cours destinés à leurs membres et spécialement aux membres des comités et aux gérants des coopératives ;

Les Chambres de Francfort-sur-le-Mein, Munich, Berlin, et Lubeck ont, notamment, fait preuve d'une grande activité dans ce sens. La Chambre de Wiesbaden, qui consentit une subvention de 25,000 marks en faveur de l'union de plusieurs coopératives en une société centrale plus puissante par son capital plus considérable, doit être aussi mentionnée.

Peu à peu, le succès récompensait les efforts des Chambres des métiers. Quelques timides tentatives ayant réussi, un certain nombre d'artisans s'enhardirent et la coopération gagna insensiblement du terrain.

Il y a encore énormément à faire, car, malgré tout, le progrès quoique indéniable est excessivement lent. Toutefois, l'indifférence de jadis est fortement ébranlée et certaines Chambres recourent de préférence à présent au troisième moyen de propagande, que nous avons mentionné plus haut, consistant à instituer des cours à l'intention des

gérants de coopératives. D'autres Chambres se contentent d'envoyer des artisans de leur district assister aux cours qui se font dans d'autres localités. Bielefeld, par exemple, n'en possédant point, délègue deux maîtres de son ressort pour aller suivre, à Berlin, les leçons sur la coopération organisées par la Chambre des métiers de cette dernière ville.

§ 4. — CONCLUSION

Les Chambres des métiers comptent à présent une dizaine d'années d'existence. En tenant compte des difficultés d'organisation et de mise en marche, on constate qu'elles ont, depuis leur fondation relativement récente, obtenu des résultats positifs, dont il ne faudrait pas toutefois s'exagérer l'importance.

L'expérience tentée, quoique non concluante sous tous les rapports, a prouvé quand même que les Chambres des métiers sont bien une institution viable, exerçant une influence heureuse sur la rénovation du métier.

De cette rapide étude nous pouvons résumer, en terminant, les dangers et les avantages que présente cette organisation.

Les principaux *inconvénients* résultant de l'activité des Chambres sont :

1° Un mouvement anti-économique pour le pays en général (campagne contre les ateliers militaires, les régies publiques, les grands magasins, etc.)

2° Des exigences parfois outrées et la recherche de mesures protectrices ayant le caractère d'un traitement de

faveur. Les revendications souvent exagérées des artisans, dont les Chambres se sont faites les interprètes, sont la conséquence directe du mouvement anti-économique dont nous parlons plus haut ;

3° La tendance trop prononcée de plusieurs Chambres des métiers à un retour à l'ancien régime corporatif. Citons, comme exemple, l'action en faveur des corporations obligatoires et de l'imposition des examens de compagnon et de maître ;

4° Le risque d'une réglementation poussée à l'excès dans certains cas, en vertu des pouvoirs très étendus que la loi concède aux Chambres (limitation du nombre des apprentis etc.)

Les *avantages* de cette organisation sont, par contre :

1° L'atténuation des abus sévissant dans l'apprentissage ;

2° La garantie d'un enseignement sérieux de l'apprenti, de la part du patron ;

3° Une instruction appropriée des apprentis dans les écoles professionnelles ;

4° Le développement des aptitudes professionnelles des artisans par l'institution d'examens de compagnons et de cours de maîtres ;

5° Des vues plus larges des artisans par suite de conférences, d'expositions et de bibliothèques organisées par les Chambres ;

6° La stimulation de l'orgueil du métier et de l'amour-propre dans les milieux artisans ;

7° La pénétration de la coopération dans le métier.

A l'heure actuelle, on compte 71 Chambres des métiers

dans l'empire allemand. La Prusse en compte 33 à elle seule ; la Bavière, 8 ; la Saxe, 5 ; le Wurtemberg, 4 ; le Grand-Duché de Bade, 4 ; et les autres états de l'empire, 17.

AUX ETATS-UNIS

CHAPITRE UNIQUE

RAPIDE HISTORIQUE DES SYNDICATS AUX ETATS-UNIS. — « UNIONS » ET « ASSOCIATIONS ». — L'ENTENTE DU CAPITAL ET DU TRAVAIL ORGANISÉS

Une étude des organisations ouvrières aux Etats-Unis offre aux personnes qui observent les phénomènes sociaux un spectacle dont elles peuvent tirer les renseignements les plus intéressants et les plus utiles.

A dire vrai, la représentation des intérêts professionnels n'y existe pas officiellement mais cela ne l'empêche pas d'exister en fait et de manifester son existence et sa vitalité par des actes nombreux et réfléchis.

Il n'y a pas de peuple américain ; il y a des Anglais, des Allemands, des Irlandais, des Suédois, des Polonais, des Italiens, etc., vivant sur le sol américain et conservant, longtemps après leur arrivée, la langue, les mœurs et la religion de leur pays d'origine. Aussi, ne peut-on qu'être saisi de la plus vive admiration pour le tact et le génie qu'il a fallu aux organisateurs et aux propagandistes des unions de ces syndicats, aux armatures solides et gigan-

tesques, qui sont arrivés à former un corps compact de la majorité des travailleurs de chaque profession.

La législation américaine qui, tout en accordant la liberté complète aux associations, ne leur donne que très rarement et très difficilement le droit de posséder, entrave plutôt qu'elle ne favorise les syndicats ouvriers, mais il existe un autre obstacle à leur développement : il résulte des lois sur les coalitions (*conspiracy*) en vertu desquelles on peut arrêter immédiatement les membres d'un comité gréviste ou les administrateurs d'un syndicat qui donne son approbation à une grève. De même la *cessation simultanée* du travail par plusieurs ouvriers est permise, mais la *cessation concertée* constitue un délit. Ces lois de « *conspiracy* » pour n'être pas d'une application fréquente n'en existent pas moins et il nous suffit de rappeler cet exemple d'une compagnie de chemins de fer réclamant 1 million de dommages-intérêts au président du syndicat des mécaniciens qui n'avait fait que donner son approbation à une grève, pour que l'on puisse se rendre compte de l'énergie et de l'activité qui durent être déployées par les ouvriers américains pour arriver aux résultats magnifiques qu'ils ont atteints aujourd'hui.

Le syndicat ouvrier a débuté, aux Etats-Unis comme ailleurs, à l'occasion d'une grève déclarée ou à déclarer pour une augmentation ou contre une réduction de salaires ; mais, dans un pays où l'on se déplace facilement, où l'attachement au sol n'existe pas, la concurrence d'ouvriers nouveaux attirés dans une localité favorisée par de hauts salaires, venait bientôt annihiler les résultats obtenus par une grève heureuse. Ce fut alors que vint l'idée de fédé-

rer les syndicats de la même profession afin de régulariser l'offre et la demande du travail et d'établir l'équilibre entre les salaires et le coût de la vie dans les différentes villes. C'est à l'application de ce plan que se sont consacrés les ouvriers américains.

Si l'on a étudié l'histoire de chacune de ces nombreuses Fédérations de métiers on est frappé de ce fait : plus une Union est ancienne, plus elle a concentré d'efforts, plus elle a d'expérience, plus aussi elle se montre réservée, plus elle fait précéder la déclaration de grève de formalités sévères exigeant toujours au préalable une ou plusieurs tentatives de conciliation ou d'arbitrage.

C'est un mécanisme dans lequel il n'y a plus place pour des entraînements irréfléchis. Trop souvent les Américains ont constaté que les victoires par surprise n'avaient pas de lendemains assurés, et ils ont adopté la guerre loyale, au grand jour, avec les préliminaires diplomatiques usités pour les guerres militaires.

Une autre constatation à faire c'est que les ouvriers syndiqués, unionistes, refusent de travailler avec des non-syndiqués. La liberté du travail existe néanmoins en Amérique puisque les « scabs » (1) trouvent toujours moyen de s'employer chez les patrons qui ne font pas de conventions avec les Unions.

Les syndicats américains sont donc en vérité des véritables organes de conservation sociale. C'est ce qui explique les anathèmes dont les couvrent de temps à autre les collectivistes parce qu'ils ne déclarent pas publiquement qu'ils veulent la suppression du patronat. Les « unions » se

1. « Scabs » galeux, non syndiqué.

bornent à suivre au jour le jour les modifications industrielles et à prendre les arrangements indispensables pour que les travailleurs soient un peu moins les victimes passagères des perfectionnements du machinisme et pour que le salaire familial leur soit toujours assuré.

Les Unions américaines ont toujours à peu près su rester à l'écart des luttes politiques. Et cependant, lorsque de grandes associations professionnelles se sont organisées dans un pays, il est naturel que des relations s'établissent entre elles ; on éprouve le besoin d'un appui mutuel. Il faut d'ailleurs étudier en commun les questions qui intéressent l'ensemble des travailleurs ; on demande le vote de lois nouvelles en remplacement de lois surannées et oppressives. C'est là l'écueil et le point de départ de la pente glissante qui peut entraîner les syndicats dans la mêlée des partis politiques au détriment des intérêts corporatifs. Les unions se souviennent de la débâcle qui survint à l'une d'elles qui existait en 1872 et qui commit la maladresse de choisir à cette époque un candidat à la Présidence de la République. Ce choix fut l'occasion de telles dissensions parmi ses adhérents que l'Union nationale du Travail, qui, depuis 1866 avait eu cependant une existence assez florissante, disparut et ne put se reconstituer que dix ans plus tard.

La Fédération Américaine du Travail qui groupe aujourd'hui presque toutes les unions professionnelles des Etats-Unis, a su profiter de cet exemple. Elle a soin d'écarter tous ces débats sur les questions politiques et religieuses ; elle vise principalement à la diminution des heures de travail avec la journée de huit heures comme but ; elle

donne son appui aux grèves dans les cas extrêmes et transmet enfin aux pouvoirs publics les vœux émis dans ses congrès annuels pour la réforme de la législation du travail. Sans participer directement aux luttes électorales, elle agite l'opinion publique en attirant son attention sur les problèmes économiques et sociaux par des conférences, des journaux, des brochures et, de cette façon, son action politique, quoique indirecte, n'en est que plus sûre, dégagée qu'elle est des questions irritantes de personnalités.

Elle est devenue la plus puissante organisation ouvrière des Etats-Unis puisqu'elle accuse aujourd'hui plus de deux millions d'affiliés.

A côté de ce mouvement syndicaliste puissamment fédéré dans des unions ouvrières, nous trouvons de nombreuses « associations » patronales, celles-là qui, tout d'abord constituées pour la résistance organisée aux assauts de la classe ouvrière, se sont naturellement transformées en face de l'organisation consciente et raisonnée des forces prolétariennes. Le but qui autrefois était la guerre à outrance, la lutte par les mêmes moyens que ceux employés par les ouvriers : boycottage, grève de solidarité, picketing, lock-out, s'est trouvé absolument changé puisqu'il n'est plus question à l'heure actuelle que d'entente et de conciliation entre le patronat et le prolétariat organisés.

De nombreuses associations patronales pratiquent aujourd'hui cette méthode toute pacifique.

La « Chicago Metal Trades Association » nous en fournit un exemple saisissant. C'est une association qui comprend plus de 100 manufacturiers employant environ

15,000 ouvriers. M. John Hibbard qui préside à ses destinées est un ancien adversaire farouche de l'Unionisme et il n'a pas eu à subir moins de 70 grèves en quelques années. Nous empruntons les détails suivants à une revue américaine le *Mac Clure's magazine* de juillet 1904.

« J'ai vu, dit-il, des hommes amenés dans mon bureau avec marques de talons sur la figure, j'ai vu des violences qui faisaient bouillonner mon sang... » et sa conclusion finale fut qu'il devait y avoir un autre but à atteindre que cette guerre continuelle, souvent sanglante, non moins désastreuse pour les patrons que pour les ouvriers eux-mêmes. Il valait évidemment mieux essayer au moins d'entrer en relations avec les unions.

Deux ou trois choses lui étaient apparues comme des vérités d'une évidence plus impressionnante :

1° Le patron et l'ouvrier sont naturellement en état d'antagonisme, exactement comme le vendeur et l'acheteur, mais ils ne sont pas nécessairement « pugilistic » (en lutte) (1) ;

2° Le bon droit n'est pas d'un seul et même côté ;

3° La vieille habitude qu'ont les patrons d'attendre le moment où ils sont en conflit avec leurs ouvriers, pour se réunir en hâte et discuter avec une organisation de travailleurs bien disciplinée n'est pas raisonnable : cela revient à envoyer une cohue sans ordre à la rencontre d'une armée. Or un bon batailleur ne doit pas mépriser ses adversaires.

1. Nous avons tenu à reproduire l'expression « pugilistic », aucun terme n'étant, à notre avis, suffisamment expressif pour en rendre en français l'exacte signification.

« Je voyais bien, dit-il, que nous n'étions pas qualifiés pour juger souverainement toutes les questions relatives à ces conflits à moins que nous n'eussions une connaissance exacte des faits tels qu'ils apparaissaient à la partie adverse. Il s'agissait alors de savoir comment nous pourrions prendre connaissance de ces faits. La réponse était facile. Il fallait, de toute évidence, nous réunir aux hommes qui composaient les unions pour savoir par un contact permanent à l'aide de relations de personnes, quelle sorte d'hommes nous avions devant nous et si, oui ou non, ils étaient aussi violents et peu raisonnables que nous l'avions supposé. »

Ce fut ainsi que la Chicago Metal Trades Association demanda à chacune des unions ayant des adhérents employés dans les usines de ses membres, — il y en avait environ 6 en tout, — de désigner un comité de trois ouvriers pour se rencontrer avec un comité similaire de l'Association et entrer en relation avec lui.

Lorsqu'ils se réunirent, ils se regardaient tous avec méfiance, ils étaient tous suspects les uns aux autres, chacun s'attendant à une malice. On eût dit des ennemis venant conclure une trêve.

M. Hibbard exposa alors les raisons de la conférence.

« Nous sommes ici, messieurs, leur dit-il, des hommes de bonne foi, de loyauté et de bon caractère. Aucun d'entre nous ne veut plus de troubles. Nous en avons assez. Nous voulons découvrir franchement ce dont, vous ouvriers, avez besoin, et nous voulons vous dire franchement ce dont, nous patrons, nous avons besoin. Nous croyons que nous pouvons discuter les questions qui nous divisent et

que, finalement, nous pouvons en venir à un accord satisfaisant pour nous tous. »

Après une longue discussion, on formula un accord préliminaire soumettant chaque question à l'examen d'un comité de 6 membres, trois pris parmi les membres de l'union intéressée et trois parmi ceux de l'association patronale et stipulant que toutes les questions sur lesquelles ce comité ne pourrait faire l'accord seraient soumises à un arbitrage. Mais la principale clause de cet accord préliminaire était qu'en attendant la décision de ce comité d'arbitrage, il ne pourrait y avoir ni lock-out, ni grève.

Toutes les unions signèrent l'accord et les comités réunis se mirent au travail.

Quand les questions étaient étudiées tranquillement et raisonnablement, il n'y avait pas de difficultés réelles à s'accorder. Naturellement presque toutes les unions dans l'industrie métallurgique avaient une longue expérience d'organisation et connaissaient la valeur des méthodes au point de vue des affaires et de la direction.

Il ne fut pas nécessaire de soumettre une seule question à l'arbitrage ; chaque question fut étudiée avec soin et l'arrangement sur tous les points fut conclu dans un esprit de mutuelle bienveillance, les deux parties consentant à un échange de concessions.

« Nous insistâmes sur 4 principes cardinaux disait M. Hibbard :

- « 1^o D'abord, pas de limitation du rendement ;
- « 2^o Pas de grève de solidarité ;

« 3° Pas de cessation de travail ;

« 4° Liberté dans l'embauchage des travailleurs.

« On a beaucoup parlé du « open-shop » (atelier ouvert). Le problème n'est réellement pas compliqué si les deux parties veulent être de bonne foi. Nous disons aux unions de travailleurs :

« Nous ne voulons contraindre aucun homme à appartenir à votre organisation s'il veut travailler dans nos ateliers : vous ne pourriez nous y obliger. Un homme contraint par nous et intimidé par vous n'a pas de valeur à vos propres yeux. Il y a des ouvriers qui n'appartiennent pas aux unions ; si vous arrivez à les décider à adhérer à la vôtre, c'est parfait. Sinon, vous ne devez ni les molester, ni vous mêler de leur travail. »

On se mit d'accord sur tous ces points et sur ceux qui étaient relatifs aux heures de travail, au salaire et ainsi de suite : un contrat d'une année fut signé par chaque organisation.

Quel a été le bilan de l'année ? Là où les grèves éclataient fréquemment auparavant pas une minute ne fut perdue durant l'année, aussi bien du côté des employeurs que du côté des employés.

Chacun fit naturellement quelques réclamations, il y en eut environ une cinquantaine en tout. La moitié furent résolues par l'agent du secrétariat, l'autre moitié nécessita la convocation des délégués des deux parties, mais aucune n'exigea l'arbitrage bien que ce dernier fût prévu en dernier ressort.

Les dépenses de l'association pour ses membres ne se

sont élevées qu'à quelques centimes par mois et par ouvrier ; 750 dollars furent dépensés durant la grève des forgerons pour venir en aide à ceux qu'elle affectait : c'est la seule dépense occasionnée par les grèves pendant l'année.

On jugera de la différence lorsque nous aurons dit que plus de 10,000 dollars avaient été dépensés pour combattre des grèves les années précédentes lorsque les patrons étaient isolés les uns des autres.

« La raison de notre succès, affirme M. Hibbard, fut que les deux parties s'étaient mises d'accord avec la ferme et loyale intention de vivre conformément au contrat qu'elles avaient librement consenti et qu'elles entendaient respecter dans son esprit aussi bien que dans sa lettre. Je crois fermement que de la bonne foi réciproque résultera toujours le succès dans ces contrats. »

Il avait été convenu qu'on ne ferait aucune distinction entre les hommes appartenant aux unions et ceux qui n'en faisaient point partie et que les patrons ne pourraient faire état de la clause de l' « open-shop » (atelier ouvert) pour congédier des hommes affiliés à une union.

Les mots ont une signification stricte pour les uns comme pour les autres, et « pas de différence », signifie « pas de différence ».

Aussi, quand un patron renvoyait un ouvrier appartenant à une union pour le motif évident qu'il faisait partie d'une union, l'association le contraignait à reprendre cet homme immédiatement.

« Pas de différence » veut dire encore qu'un homme

n'ayant aucune attache avec les unions ne saurait, à cause de cela, être molesté ni contrarié en quoi que ce soit.

« Ils peuvent, disait M. Hibbard, dire à mes ouvriers en dehors des heures d'atelier tout ce qu'ils veulent et les entraîner dans leurs unions, s'ils arrivent à les y décider, mais ils ne doivent pas employer « mon temps » à leur causer d'unionisme, de religion ou de tout autre sujet qui ne se rapporte pas à mon affaire. »

.

Disons simplement en terminant ce court exposé des méthodes américaines que l'emploi se généralise en France de ces « conseils d'usine », dans lesquels employeurs et employés discutent les améliorations possibles et arrivent à réaliser l'union du capital et du travail harmoniquement associés (1).

1. Le type de ces conseils est, en France, le conseil d'usine du Creusot. En voici, brièvement racontées, l'origine et l'histoire. Au cours de la grève du Creusot, en 1899, le comité de la grève demanda, afin d'éviter tout conflit, que les ouvriers pussent chaque mois, sauf en cas d'urgence, présenter leurs réclamations au gérant ou à ses représentants.

M. Waldeck-Rousseau, choisi comme arbitre, inséra dans la sentence que l'on a appelée la « Charte du Creusot », une clause aux termes de laquelle des délégués seraient nommés par ateliers, à raison d'un délégué par corporation. Sauf en cas d'urgence, ils conféreraient tous les deux mois avec les représentants de l'usine, et, au besoin, avec la direction. Il fut ainsi fait. Le personnel de l'usine qui comprenait alors 8,000 à 9,000 ouvriers fut réparti pour l'élection par ateliers, et dans chaque atelier par corporation. Aux premières élections qui eurent lieu en décembre 1899, l'ensemble de l'usine fut divisé en 211 corporations qui élisent 216 délégués et autant de suppléants.

L'institution qui fonctionna dès 1900 donne d'excellents résultats. Signalons que, depuis 1899, il n'y a pas eu de grève au Creusot.

DEUXIÈME PARTIE

La Représentation et l'Organisation des Intérêts Professionnels en France

LA LÉGISLATION FRANÇAISE

CHAPITRE PREMIER

LES PREMIÈRES PROPOSITIONS LÉGISLATIVES

§ 1. — *Les Propositions J. Roche et Mesureur.*

Le projet de loi déposé par M. J. Roche, le 24 novembre 1891 et dont le titre I est devenu la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage, contenait un titre II portant l'établissement des conseils permanents destinés à trancher les différends entre patrons et ouvriers. Le législateur de 1891 pensait en effet que :

Le maintien de l'harmonie sociale exigeait après l'apaisement des conflits déclarés, l'élimination des causes qui pourraient en amener de nouveaux.

Aussi, disait-on, permettrons-nous aux comités de conciliation qui auront conservé la confiance de leurs mandants, d'être par eux transformés en conseils permanents de l'arbitrage qui, constamment tenus au courant des moindres difficultés entre patrons et ouvriers, pourront éviter qu'elles ne dégénèrent en conflits. Les comités accidentels de conciliation, disait l'article 15 du projet de loi, peuvent, du consentement des parties qu'ils représentent et en se conformant aux prescriptions de l'article 16 (dépôt aux greffes de paix des procès-verbaux de constitution et des règlements des conseils permanents), se transformer en conseils permanents de conciliation et d'arbitrage, pour prévenir ou régler tout nouveau différend, d'ordre collectif, portant sur les conditions du travail qui pourraient s'élever entre les parties.

Le 14 décembre 1891, M. Mesureur déposait une proposition de loi spéciale « portant création de conseils du travail pour prévenir, concilier ou arbitrer les différends entre patrons et ouvriers ou employés ».

M. Lockroy rapporta ces deux projets le 23 janvier 1892 ; il concluait au nom de la commission d'arbitrage, à la nécessité de la réglementation des différends collectifs, mais demandait à la Chambre l'ajournement du titre II du projet de loi J. Roche.

« Non que la commission soit hostile au principe, disait-il; elle lui est au contraire, en grande majorité favorable; mais elle estime qu'une pareille institution dont il est difficile au premier abord de mesurer l'importance, mérite une étude très approfondie et, elle n'a pas voulu en s'y livrant tout d'abord retarder

le vote de la partie de la loi que l'opinion publique réclame avec tant d'ardeur et que, déjà, patrons et ouvriers ont, de leur propre initiative, appliquée dans de graves circonstances. »

Le titre II et la proposition Mesureur furent donc momentanément écartés, et il fut convenu que la création des conseils du travail ferait l'objet d'un projet de loi spécial et d'une discussion particulière.

M. Mesureur reprenait, le 20 janvier 1894, sa proposition de 1891 et déposait une proposition de loi instituant une représentation légale du travail et créant des organes permanents de conciliation et d'arbitrage pour prévenir et aplanir les différends entre patrons et ouvriers.

C'est que, déjà, on s'apercevait du peu de résultats de la loi de 1892. On espère alors que les conseils permanents d'arbitrage et de conciliation réussiront en France puisqu'ils ont réussi à l'étranger. Leur création ne se justifie-t-elle pas d'ailleurs par ce fait, cette constatation, que le juge de paix ne paraît pas réunir toutes les qualités et conditions nécessaires pour faire œuvre d'arbitre dans les différends collectifs. A une fonction nouvelle, il faut de toute nécessité un organe nouveau et les conseils seront naturellement appelés à tenir lieu de représentation ouvrière puisque celle-ci n'existe pas.

Les conseils de conciliation et d'arbitrage que proposait M. Mesureur étaient de deux sortes. Ils pouvaient d'abord être formés librement entre patrons et ouvriers, d'une façon temporaire ou permanente. Mais le gouvernement avait aussi le pouvoir d'en créer partout où leur utilité était constatée.

Ces conseils étaient divisés en sections comprenant un nombre égal de patrons et d'ouvriers. Elus par tous les citoyens appartenant à la profession et inscrits sur les listes électorales politiques, ces conseils se réunissaient une fois par trimestre.

Le différend soumis à la conciliation était porté devant la section correspondant à la profession ; si les conciliateurs ne pouvaient mettre d'accord les parties en présence, ils devaient les inviter à désigner des arbitres. Si ceux-ci ne s'entendaient point, leur échec était consigné dans un procès-verbal. On voit donc que ce fonctionnement était dépourvu de toute sanction.

Enfin, les conseils devaient élire chaque année les membres ouvriers et patrons, sortant des conseils supérieurs du Travail.

§ 2. — *Le Conseil supérieur de 1895*

La question fut soumise à l'examen du Conseil supérieur du Travail dans sa cinquième session, en mars 1895.

M. Hector Depasse en avait rédigé le rapport au nom de la commission permanente du conseil (1).

Le projet soumis s'était inspiré de la proposition de M. Mesureur et de celle d'un des membres du conseil, M. Many.

1. La commission était ainsi composée : MM. Challemel-Lacour, J. Simon, Léon Say, Mesureur, Appert, Champoudry, Colson, Delaunay-Belleville, H. Depasse, D. Poulot, Dervillé, Deville, Gibot, Guillain, Heurteau, Huët, Janin, Keufer, Labeyrie, Lamendin, Lyon-Caen, Moron, Nicolas, Portaillier, Sainsère, Villard, Many.

« Ce projet, dit M. Depasse, ne commande rien, n'ordonne rien, mais il indique, conseille et sollicite. Il offre un plan, un modèle pour l'organisation des Chambres et des conseils du travail. Il s'efforce de rapprocher le travail et le capital, les ouvriers et les patrons ; il leur apporte des règles et des moyens pour établir entre eux des explications permanentes et pour mettre en pratique quand il en est besoin les principes de la conciliation et de l'arbitrage. Il vise à faire la paix là où nous voyons trop fréquemment la guerre.

En deux mots, c'est une loi de paix et de liberté ; c'est là toute la loi (1).

Le projet comprenait 4 titres ; 1° des Chambres du travail ; 2° de la procédure de conciliation et d'arbitrage ; 3° dispositions diverses ; 4° des conseils du travail.

Le titre I reconnaissait au gouvernement le droit de créer où et quand il le jugerait utile, soit à la demande des intéressés, des Chambres du travail ayant un double but : 1° d'abord, donner leur avis quand on le leur demanderait, et émettre des vœux sur toutes les questions concernant les conditions du travail ; 2° ensuite, prévenir les différends collectifs entre patrons et ouvriers et employés et en faciliter la solution.

Elles étaient divisées en sections comprenant un nombre égale de patrons et d'ouvriers de la même profession. Étaient électeurs les citoyens inscrits sur les listes électorales politiques et les femmes françaises majeures, non indignes, et exerçant la profession depuis deux ans au moins. Pour

1. Compte rendu officiel. Paris, Imprimerie Nationale, 1895, p. 134.

être éligible, il fallait être électeur et avoir vingt-cinq ans.

Les membres étaient élus pour trois ans et renouvelables par tiers tous les ans. Chaque section devait obligatoirement se réunir une fois par trimestre. Elle pouvait être convoquée à la demande de la moitié de ses membres, ou si un différend lui était soumis. Elle était présidée à tour de rôle par un patron et par un ouvrier. Enfin, chaque année, la Chambre du travail était convoquée en Assemblée plénière par le gouvernement qui fixait l'ordre du jour et la durée de la session.

La procédure d'arbitrage et de conciliation était réglée par le titre II.

Le principe de la conciliation une fois adopté par les intéressés, ceux-ci désignaient les membres qui devaient former le comité de conciliation.

En cas d'accord, un procès-verbal constate le succès.

En cas de désaccord, le comité propose un arbitrage, et les parties désignent chacune un arbitre ou un arbitre commun.

Mais il est à noter qu'aucune obligation ne leur est imposée et qu'elles ne s'engagent aucunement à accepter la sentence de l'arbitre.

Par contre, les procès-verbaux de conciliation ou d'arbitrage faisaient foi devant une juridiction compétente des termes du contrat ou de la sentence arbitrale intervenue ; ils avaient la valeur probante d'un acte authentique. On les conservait aux archives et ils étaient insérés au *Bulletin de l'Office du travail* puis affichés dans chacune des communes, sièges du différend.

Les conseils du travail dont s'occupait le titre IV étaient établis par la simple volonté des patrons et des ouvriers ; aucune forme, aucune obligation ne leur était imposée. Ils avaient pour but de permettre aux patrons et aux ouvriers d'examiner entre eux toutes les questions du travail qui les intéressent et pouvaient également constituer les comités de conciliation et d'arbitrage.

C'était, en somme, une sorte de noyau d'une vaste organisation ouvrière.

On voit par le rapide exposé du projet de M. Depasse qu'il était beaucoup plus complet que la proposition Mesureur qui tendait à ne faire des conseils du travail que des instruments de conciliation et d'arbitrage au lieu que le projet soumis au Conseil supérieur du travail en 1895 leur donnait pour mission principale « l'examen de toutes les questions du travail qui les intéressent », et qu'un alinéa détaché de l'article 23 ajoutait qu'ils pouvaient également constituer des comités de conciliation et d'arbitrage.

Quel que soit l'esprit de liberté, d'impartialité évidente, de pacification voulue du projet soumis au Conseil supérieur du travail, il fut rejeté par 25 voix contre 22 après avoir subi les attaques des membres du Parlement, de patrons et d'ouvriers.

M. Jules Roche ne voyait pas la nécessité d'une loi en pareil cas. Il disait que les syndicats professionnels pouvaient amplement suffire à la discussion pour laquelle on voulait créer un organisme nouveau.

C'était aussi l'avis de M. Keufer qui pensait que la création de chambres du travail aurait un effet désastreux pour les syndicats. M. Portailier s'écriait :

« Le projet prévoit le recrutement par l'élection corporative ; je trouve cela mauvais car, avec les Chambres du travail ainsi composées, que deviendront les syndicats ? Ils perdront toute autorité et n'auront même plus de raison d'être ; ils tomberont forcément, ce qui serait vraiment regrettable, car les syndicats rendent des services. Ils sont la véritable base de l'organisation des travailleurs ; ils ne sont pas encore développés mais cela viendra avec le temps... »

Le projet ne résista pas à ces objections de principes et, par 25 voix contre 22, les trois premiers articles relatifs aux Chambres du travail furent repoussés.

Cependant le Conseil supérieur du travail ne voulut pas se séparer après avoir simplement fait œuvre négative.

Le vœu suivant, présenté par M. H. Depasse au nom de la commission permanente, fut adopté à l'unanimité :

1° Les patrons et ouvriers ou employés pourront constituer d'un commun accord dans chaque établissement ou entreprise, dans chaque profession ou métier similaire, des conseils permanents, en vue de prévenir ou régler tout différend d'ordre collectif qui pourrait s'élever entre les parties et qui porterait sur les conditions du travail ;

2° Les syndicats professionnels légalement constitués, pourront également constituer des conseils permanents de même nature ;

3° Les membres des conseils permanents doivent être choisis parmi les personnes exerçant ou ayant exercé la profession ;

4° Les conseils permanents jouiront des avantages accordés par la loi du 27 décembre 1892 aux comités de conciliation et d'arbitrage.

§ 3. — *Evolution de la question des conseils du travail
de 1895 à 1900*

Devant ce vœu émis par le Conseil supérieur du travail en 1895, le gouvernement déposa par les mains de M. Lebon ministre du Commerce, un projet de loi sur les conseils permanents de conciliation (1).

Il accordait toute liberté d'association aux patrons et ouvriers pour former ces comités, sans l'autorisation du gouvernement. Les statuts, déposés au greffe de la justice de paix doivent contenir les dispositions relatives au choix des délégués patrons et ouvriers qui devront être en nombre égal et âgés de vingt et un ans au moins.

Reprenant l'idée de la loi de 1892, le projet enlève tout caractère obligatoire aux décisions de ces conseils.

« Le caractère obligatoire est si peu compatible avec les institutions d'arbitrage et de conciliation qu'on voit échouer la plupart des tentatives d'arbitrage, tandis que réussit précisément la conciliation, parce que l'arbitrage a un certain caractère impératif et entraîne pour les parties qui s'y soumettent l'obligation au moins morale d'accepter les décisions de l'arbitre. »

La Chambre, de son côté, malgré le vote défavorable émis par le Conseil supérieur du travail manifesta sa volonté de poursuivre l'étude de la question.

1. Ch. des députés, 1895. Documents parlementaires, n° 1465, p. 885.

M. Michelin, député, dans sa proposition de loi (1) déposée le 7 novembre 1895, écrivait dans l'exposé des motifs :

« Les questions qui concernent le travail priment aujourd'hui toutes les autres. Il est nécessaire et urgent de les résoudre. Le moyen le plus pratique pour arriver à une solution vivement désirée par tous est, à notre avis, de permettre aux intéressés, ouvriers et patrons, de discuter eux-mêmes leurs intérêts respectifs. C'est pour leur donner cette facilité que nous proposons la création des Chambres du travail. »

Le projet s'appuyait sur les mêmes bases que celui de M. Mesureur.

Un rapport très favorable fut déposé sur les deux propositions par M. Charles Ferry, le 23 mars 1896 (2).

« Quoi qu'on pense des dangers ou de l'utilité de l'institution; écrivait-il à propos du projet Mesureur, qu'on la considère comme la résurrection ou la représentation des classes ou seulement comme un simple pendant des Chambres de commerce, on est obligé de reconnaître qu'elle ne touche que par un côté à la législation sur la conciliation et l'arbitrage et qu'elle mérite une discussion approfondie spéciale. »

Le rapport de M. Ferry conclut à une refonte de la loi du 27 décembre 1892 et propose de rendre obligatoire la tentative de conciliation pour les « différends industriels d'ordre collectif ». Le conciliateur n'est plus le juge de paix

1. Chambre 1895. Documents parlementaires, n° 1592.

2. Chambre 1896. Documents parlementaires, n° 1862.

mais un comité spécial ; la tentative de conciliation est rendue obligatoire sous une peine de 1 à 15 francs d'amende pour celui qui refuse d'y recourir. En cas de non-accord il est recouru à l'arbitrage. Le rapport Ferry ne fut malheureusement pas discuté sous cette législature.

Repris par son auteur et par M. Bovier-Lapierre, le 22 novembre 1898 (1), il constatait encore que seule la conciliation obligatoire pouvait contribuer à introduire de meilleures mœurs dans les rapports entre patrons et ouvriers.

Cette fois encore le rapport ne fut pas discuté et ce n'est qu'en 1900, à l'arrivée au ministère du Commerce de M. Millerand que ces différentes propositions devaient recevoir un commencement d'application.

1. Chambre 1898. Documents parlementaires, n° 408, p.411

CHAPITRE II

LE DÉCRET DU 17 SEPTEMBRE 1900

En 1895, lors de la grande discussion au Conseil supérieur du travail, M. Jules Roche avait prononcé des paroles en quelque sorte prophétiques.

« Je n'aperçois pas très bien, philosophiquement, avait-il dit, l'intérêt d'une loi en pareil cas. Je comprends un ministre hardi et novateur qui, par voie de décrets ou d'arrêtés, crée des Chambres du travail et définit leurs attributions. »

Et M. Cheysson avait ajouté dans le même ordre d'idées :

« Je trouve que la loi est trop solennelle pour tenter une expérience qui peut ne pas aboutir. Pourquoi ne pas se borner plus modestement à un simple décret ? Un décret est un procédé beaucoup plus élastique, qui permet de s'arrêter à mi-chemin, ou d'interrompre une expérimentation locale si les résultats en sont défavorables. Dans tous les cas, s'il y a échec, on s'en aperçoit à temps et le mal n'est pas grand ; tandis qu'avec le régime de la loi, les inconvénients sont plus graves, plus généraux et plus difficiles à réparer. »

S'inspirant de ces avis et constatant la stérilité des

efforts de l'initiative parlementaire et gouvernementale durant deux législatures, M. Millerand soumit un décret à la signature du président de la République. Dans le rapport qui le précède, il explique ainsi le but et le caractère de cette nouvelle institution,

« Les conseils du travail qu'institue et organise le décret que j'ai l'honneur de présenter à votre signature, sont des corps composés pour moitié de représentants élus par les patrons et pour moitié de représentants élus par les ouvriers. Leur mission principale doit être d'éclairer le gouvernement et aussi les intéressés, patrons et ouvriers, sur les conditions nécessaires du travail, de faciliter par là même les accords syndicaux et les conventions générales entre les intéressés ; de fournir ; en cas de conflit collectif, les médiateurs compétents qu'offrent, au point de vue judiciaire, les bureaux de conciliation prud'homaux ; de suivre enfin et de signaler aux pouvoirs publics les effets produits par la législation protectrice du travail (1).

Après avoir relaté les différents projets élaborés au cours des dernières années, M. Millerand constate l'isolement de l'ouvrier et affirme la nécessité de le protéger.

« C'est une constatation souvent faite et devenue banale que dans la grande industrie moderne, le patron et l'ouvrier ne concluent pas le contrat de travail sur un pied d'égalité si l'ouvrier reste isolé, sans entente avec ses camarades. La situation des

1. *Journal officiel* du 18 septembre 1900. Rapport au président de la République.

deux contractants est, en effet, bien différente. Le départ d'un ouvrier, entre quelques cents, est presque toujours sans importance pour le patron ; l'ouvrier est facilement remplacé, la production n'en est pas atteinte. Son renvoi comporte, au contraire, un grave dommage pour l'ouvrier qui n'a pour tout capital que sa force au travail. Congédié, il chôme quelques jours, quelques semaines. Parfois, il est réduit à changer de domicile, de région... »

M. Millerand montre ensuite la nécessité pour les ouvriers de se grouper en syndicats, pour l'étude et la défense de leurs intérêts professionnels et l'urgence de leur extension et il ajoute :

« Encourager par tous les moyens la formation de ces associations corporatives si utiles au progrès de la paix sociale est une tâche que ne saurait négliger un gouvernement républicain.

Un des avantages de l'institution nouvelle sera précisément en attribuant aux syndicats un rôle actif et prépondérant dans l'élection des conseils du travail, de fournir aux ouvriers et aux patrons une raison nouvelle d'utiliser la loi de 1884.

Il est aussi un autre besoin que la lutte et la concurrence modernes ont fait naître et à qui les conseils du travail doivent donner satisfaction : c'est l'union entre producteurs et ouvriers d'une même industrie, d'une même région.

Il y a, d'autre part, un intérêt de premier ordre à instituer entre les patrons et la collectivité des ouvriers des relations suivies, indépendantes des intermédiaires hiérarchiques qui permettent d'échanger à temps les explications nécessaires et de régler certaines natures de difficultés.

Ces pratiques de libre discussion et de franche explication ne seront pas utiles seulement à la grande industrie. L'accroissement de rapidité et de bon marché des transports, les conditions de plus en plus rudes de la concurrence, solidarisent très fréquemment tous les patrons d'une même industrie dans la même région ; les ouvriers, de leur côté, se concertent pour que leur salaire ne soit pas l'élément le plus compressible, l'élément sacrifié du prix de revient. Syndicats ouvriers et syndicats patronaux s'élèvent en face les uns des autres sous le coup d'inéluctables nécessités ; et dans la petite comme dans la grande industrie se fait sentir le besoin d'explications, de traités, de conventions de travail, entre les deux forces égalisées. »

M. Millerand compte enfin trouver dans ces assemblées de patrons et d'ouvriers un moyen de les habituer à des conciliations plus fréquentes.

« Il n'est pas inutile de former ainsi des conciliateurs et des arbitres désignés d'avance par le suffrage de leurs pairs et ayant déjà fait apprécier leur sang-froid et leur esprit d'équité. De telles pratiques ne peuvent qu'aider à acclimater les nouvelles mœurs que l'on voudrait voir en honneur. »

Citant ensuite l'exemple des conseils du travail belge, M. Millerand en vient à résumer les études du Conseil supérieur du travail en 1895. Il réfute ainsi les objections faites au projet Depasse :

Il ne semble pas que les appréhensions qui se firent jour, au sujet de l'indépendance du patron fussent suffisamment motivées par le texte de la commission permanente : la composition même de cette commission, comme aussi l'expérience de

nos voisins belges, sont là pour rassurer les plus timorés. J'ajoute que, *a fortiori*, en procédant par voie de décret et ayant dû élaguer certaines sanctions prévues par le projet soumis au Conseil supérieur du travail, notre texte ne saurait inspirer aucune crainte sérieuse. La création par décret, la méthode expérimentale que nous suivons, donnent satisfaction à la seconde objection.

... Quant aux justes objections formulées par les membres du Conseil supérieur du travail, je leur ai donné satisfaction en faisant des syndicats mêmes — ouvriers et patronaux — les électeurs du Conseil supérieur du travail. »

Et M. Millerand conclut :

« Tels qu'ils peuvent être constitués par décret, les conseils du travail contribueront à hâter une organisation rationnelle du travail, en dehors de laquelle il n'existe qu'incertitude et hasard pour les patrons comme pour les ouvriers. »

*Les conseils du travail, leur création, leur compétence
leur organisation intérieure. — Electorat et éligibilité*

C'est après une première enquête du préfet, enquête dans laquelle il doit tenir compte des vœux des Chambres de commerce, des Conseils de prud'hommes et des Bourses de travail, qu'un arrêté du ministre du Commerce peut instituer les conseils du travail « dans toute région où l'utilité en est constatée ».

Leur compétence n'existe naturellement que pour cette région. La région elle-même est délimitée par le préfet et chaque section du Conseil est composée de représentants

de même profession ou de profession similaire. Dans sa circulaire aux préfets M. Millerand insistait sur ce point :

« J'estime, disait-il, qu'il est nécessaire d'avoir des sections aussi homogènes que possible et par conséquent assez nombreuses. La division du travail dans l'industrie a, en effet, amené une grande spécialisation des professions. Pour que des conseils du travail comprennent des membres capables de résoudre les difficultés techniques dont ils peuvent être saisis et de parler avec autorité au nom des corporations intéressées, il y a lieu d'en multiplier les sections.

... Il convient de choisir les professions qui présentent le plus d'importance. »

On peut ainsi se rendre compte que dans l'idée fort juste de M. Millerand, le bon choix des conseils était la condition essentielle de leur succès et de la paix industrielle d'une région.

La section. — La section comprend un nombre égal de patrons et d'ouvriers qui ne doit pas être inférieur à 6 et supérieur à 12. L'égalité dans le nombre des représentants, ouvriers et patrons, n'est exigée que dans les délibérations touchant à l'arbitrage et à la conciliation, ou encore pour celles qui sont relatives au taux du salaire et à la durée du travail dans les marchés de travaux publics. Pour toutes les autres, telles que, avis et enquêtes demandés par l'autorité administrative, l'égalité n'est pas chose nécessaire.

La section est donc le seul organe vivant et actif ; le Conseil du travail lui-même n'est qu'une personne morale, sans attribution particulièrement définie.

La section se réunit obligatoirement une fois par trimes-

tre mais plus fréquemment si la demande en est exprimée par la moitié de ses membres. De plus, chaque fois qu'elle est saisie d'un différend, elle peut être convoquée sans condition.

L'assemblée plénière d'un conseil du travail, nous dit l'article 13 du décret de 1900, a lieu au moins une fois par an. La convocation en est faite par le préfet. Nous verrons plus loin à quoi se borne son rôle.

Electorat. — Les conditions de l'électorat et de l'éligibilité aux conseils du travail ont été modifiées par l'article 5 du décret du 2 janvier 1901. Nous signalons immédiatement les différences survenues à la suite des deux textes.

Aux termes du Décret du 17 septembre 1900 étaient électeurs les syndicats professionnels légalement constitués. Le 2 janvier 1901, sont électeurs les associations professionnelles constituées en conformité de la loi du 21 avril 1884.

La distinction est assez subtile pour qu'en réalité il n'y ait pas de différence entre les deux collèges électoraux ancien et nouveau.

L'article 5 du décret de 1901 est ainsi conçu : « Les électeurs patrons et les électeurs ouvriers formant deux collèges distincts élisent séparément leurs représentants.

« Dans chaque section sont électeurs patrons les associations professionnelles constituées en conformité de la loi du 21 avril 1884, ayant effectué les dépôts prescrits par l'article 4 de cette loi, douze semaines, au moins, avant l'affichage prévu par l'article 6 du présent décret et comprenant des patrons directeurs ou chefs d'établissement,

exerçant dans la circonscription une profession inscrite à l'adite section du conseil.

« Dans chaque section, sont électeurs ouvriers, les associations professionnelles constituées en conformité de la loi du 21 avril 1884... et comprenant des ouvriers ou employés exerçant dans la circonscription une profession inscrite à ladite section du conseil. »

De plus « une même association peut être électeur dans plusieurs sections, soit du même conseil, soit de conseils différents. » .

Chaque association électeur patron dispose d'une voix par 10 membres ou fraction de 10 membres et chaque association électeur ouvrier possède une voix par 25 membres ou fraction de 25 membres.

L'article 9 ajoutait cependant une disposition complémentaire permettant « provisoirement le fonctionnement des sections dans les régions et pour les professions où l'organisation syndicale est à l'état embryonnaire, par l'adjonction aux conseils du travail d'une minorité de conseillers prud'hommes. » Cette minorité ne devait pas dépasser la moitié de l'effectif de la section, et les prud'hommes patrons étaient désignés par le vote des prud'hommes patrons, de même que les prud'hommes ouvriers l'étaient par le vote des prud'hommes ouvriers.

Éligibilité. — C'est encore l'article 5 du décret du 2 janvier 1901 qui réglait les conditions d'éligibilité aux conseils du travail.

« Dans chaque section, sont électeurs les Français de l'un et l'autre sexe, âgés de vingt-cinq ans, au moins, domi-

ciliés ou résidant dans la circonscription de cette section, non déchus de leurs droits civils et civiques, appartenant ou ayant appartenu pendant dix années à l'une des professions inscrites dans la section. »

On remarquera que l'obligation de faire partie d'un syndicat pour être éligible n'existe plus. Cette disposition, très sage, permet aux électeurs de porter leur choix sur d'anciens patrons ou d'anciens ouvriers. Leur expérience peut ainsi être un nouveau gage de succès pour la mission qui leur est confiée.

Procédure des élections. — En ce qui concerne la procédure des élections au Conseil du travail, il nous suffit de savoir que le principe en est posé par l'article 6 qui débute ainsi :

« Le préfet prescrit toutes les dispositions nécessaires pour assurer la régularité des opérations électorales. »

C'est donc le préfet qui fixe par arrêté la date de l'élection. Son arrêté est affiché dans toutes les communes qui possèdent un syndicat ayant fait le dépôt prescrit par la loi. C'est encore sous le contrôle du préfet que sont dressées par les maires les listes électorales tenues pendant quinze jours à la disposition des intéressés.

Les réclamations qui peuvent être adressées à ce sujet doivent l'être par des mandataires autorisés des Associations professionnelles. Le préfet arrête ensuite définitivement les listes électorales.

Les associations votent par mandataires : leur bulletin porte la signature d'un secrétaire et d'un administrateur certifiant l'authenticité des mentions qui y sont inscrites.

Il est donc impossible de voter à bulletin secret puisque le président du bureau doit consulter la liste électorale pour savoir à combien de voix a droit l'association représentée par le mandataire qui lui remet le bulletin.

Le vote est acquis, au premier tour, à la majorité absolue des suffrages exprimés, et au deuxième tour — qui ne peut avoir lieu plus de quinze jours après le premier — à la majorité relative, et, en cas d'égalité de suffrages, au bénéfice de l'âge.

Les contestations peuvent être, soit consignées au procès-verbal, soit adressées directement au préfet qui statue ou en réfère au ministre.

En cas d'annulation, on procède à de nouvelles élections dans le délai d'un mois.

Organisation intérieure. — Les membres des sections sont élus pour deux ans et renouvelés par moitié tous les ans. Ils peuvent adresser leur démission au président de leur section ou sont déclarés démissionnaires d'office lorsqu'ils n'ont pas répondu à trois convocations successives, et, de ce fait, le membre déclaré démissionnaire ne peut plus être réélu par le collège électoral qui l'avait choisi.

L'assemblée plénière du Conseil du travail se réunit une fois par an sur la convocation du préfet. Elle nomme un président et un secrétaire qui doivent être un patron et un ouvrier ou inversement. L'ordre du jour est fixé par le préfet ainsi que la durée de la session. C'est la seule manifestation d'ensemble du Conseil du Travail.

Par contre, « chacune des sections doit se réunir au moins une fois par trimestre ; elle nomme tous les ans un pré-

sident et un secrétaire dans les mêmes conditions que le conseil ». Nous avons vu qu'en outre elle pouvait être convoquée lorsqu'elle était saisie d'un différend ou sur la demande de la moitié de ses membres.

Attributions. — A la différence des conseils belges qui ont, avant tout, comme nous l'avons vu, des attributions arbitrales, les conseils français du décret de 1900 avaient seulement des attributions consultatives et délibératives.

Ils avaient, à titre consultatif, la mission :

1° De donner leur avis, soit à la demande des intéressés, soit à la demande du gouvernement, sur toutes les questions du travail ;

2° De collaborer aux enquêtes réclamées par le Conseil supérieur du Travail et ordonnées par le ministre du Commerce et de l'Industrie ;

3° De présenter sur l'exécution des lois, décrets ou arrêtés réglementant le travail, et sur les améliorations dont ils seraient susceptibles, un rapport annuel qui sera transmis au ministre du Commerce et de l'Industrie ;

4° De rechercher et de signaler aux pouvoirs publics les mesures de nature à remédier, le cas échéant, au chômage des ouvriers de la région ;

Et on leur confie, à titre délibératif, le soin :

5° D'établir dans chaque région, pour les professions représentées dans le conseil et autant que possible en provoquant des accords entre syndicats patronaux et ouvriers, un tableau constatant le taux normal et courant des salaires et la durée normale et courante de la journée de travail ; ce tableau, établi dans les formes prévues sous les numéros 1 et 2 des articles 3

des décrets du 10 août 1899 (1), tiendra lieu, le cas échéant, aux administrations intéressées, des constatations prescrites sous lesdits numéros ;

6° De présenter aux administrations compétentes des rapports sur la répartition et l'emploi des subventions accordées aux institutions patronales et ouvrières de la circonscription.

Si l'on s'en rapporte aux termes mêmes du décret du 17 septembre 1900, on peut constater qu'aucune mission arbitrale n'a été confiée aux Conseils du Travail. On n'a cependant pas voulu leur interdire toute incursion sur le terrain de la conciliation et de l'arbitrage. Ils peuvent, bien au contraire, offrir ou se voir demander leurs bons offices aux termes de la loi du 22 décembre 1892. Ils sont une juridiction professionnelle, s'il en est, et peuvent, par conséquent, inspirer une mutuelle confiance aux patrons et aux ouvriers par suite de leur compétence indiscutable.

Quelles sont donc les raisons qui ont pu motiver le peu de succès des conseils du décret de 1900 ?

Avant d'aborder cette question, nous allons dire immédiatement ce qu'il est advenu de ces conseils.

Et d'abord, la question fut aussitôt soulevée de la légalité ou de l'illégalité du décret de M. Millerand. On s'écria, de tous côtés, qu'il fallait une loi et non un décret pour instituer de pareilles assemblées. M. Francis Charmes se fit, à la tribune du Sénat, l'écho de ces protestations, lorsque la proposition Bérenger — actuel-

1. Décrets du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés par les administrations publiques.

lement loi du 22 juillet 1908 — y vint en discussion le 13 novembre 1902.

L'honorable sénateur prétendait que les décrets rendus par M. Millerand modifiaient une loi, la loi de 1884, sur les syndicats professionnels ; or, une loi seule peut défaire ce qu'a fait une autre loi.

M. Trouillot qui, dans l'intervalle, avait succédé à M. Millerand au ministère du Commerce, combattit les arguments qui lui étaient opposés. Il répondit que la question de savoir quel était le départ à faire entre les pouvoirs respectifs de l'exécutif et du législatif était une question d'appréciation pure et qui pouvait être résolue de la façon la plus variable. Il cita les précédents qu'il avait le droit d'invoquer en rappelant la création par décret du Conseil supérieur du commerce et de l'industrie, des Chambres de commerce, des Conseils de fabrique et du Conseil supérieur d'hygiène publique.

En ce qui concerne la critique de M. F. Charmes, visant la violation de la loi sur les syndicats, il montra que les attributions électorales qui leur étaient données concordaient parfaitement avec leurs attributions générales qui étaient notamment « l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ».

Un pourvoi qui avait été formé contre la légalité du décret Millerand par la Chambre syndicale des fabricants et constructeurs de matériel pour chemins de fer et tramways, vint en discussion au Conseil d'Etat le 12 février 1904.

Sans entrer dans le détail des arguments invoqués à l'appui du pourvoi par M^e Sabatier et pour la légalité des décrets par M. Romieu, nous nous contenterons de donner ici le jugement du Conseil d'Etat qui précise plusieurs points sur lesquels se basaient les critiques et qui est fort clair.

« Le Conseil d'Etat statuant au contentieux : considérant d'une part, que les conseils du travail tels qu'ils ont été institués par les décrets sont essentiellement des organes d'information, qu'ils ne sont investis d'aucun pouvoir propre de décision et que leurs avis, destinés uniquement à éclairer les autorités administratives sur les mesures à prendre dans la limite de leurs attributions, ne sont pas obligatoires pour les autorités, que le caractère purement consultatif des conseils du travail résulte, tant des dispositions qui les instituent, que des termes du rapport au ministre, précédant le décret du 17 septembre 1900, confirmé par ses déclarations au cours de l'instance ;

Considérant, d'autre part, que par l'article 2-3^e du décret du 17 septembre 1900, les conseils du travail sont chargés d'établir, dans chaque région, un tableau constatant le taux normal et courant des salaires et la durée normale de la journée de travail, ils doivent le faire dans les formes prévues aux articles 3 des décrets du 10 août 1899, que ce décret n'est qu'un nouvel élément d'informations, soumis à l'appréciation des établissements publics intéressés, et ne change rien aux attributions qu'elles ont reçues de ces décrets ; qu'il suit de là que les décrets attaqués n'apportant aucun empêchement à l'entière application des lois des 21 mars 1884 et 27 décembre 1892 et des décrets du 10 août 1899, la Chambre requérante n'est pas fondée à prétendre qu'ils auraient été pris en violation des

lois et règlements susvisés, que ces lois et décrets sont intervenus dans la limite des pouvoirs réglementaires du Président de la République ;

Décide : la requête de la Chambre syndicale des tramways et chemins de fer est rejetée. »

CHAPITRE III

L'OPPOSITION AU DÉCRET DU 17 SEPTEMBRE 1900 SES RAISONS. — SES RÉSULTATS

§ 1. — *L'opposition théorique*

Au moment où parut le décret de septembre 1900, on peut dire que ce fut, en quelque sorte, un coup de théâtre car personne ne s'y attendait. Les polémiques qui éclatèrent soudainement en furent d'autant plus vives. A côté des journaux socialistes qui, à peu près tous, félicitèrent le ministre du Commerce de son initiative, à côté de M. Viviani qui dans la *Lanterne* du 20 septembre fit un pompeux éloge de son collègue, et de M. Jaurès (*Petite République* du 10 octobre 1900), qui parlait de la « grande œuvre de Millerand », tous les journaux de la presse économique furent particulièrement vifs.

« De par MM. Millerand et Waldeck-Rousseau, écrivait M. Leroy-Beaulieu dans *l'Economiste Français* il, n'y aura plus de place dans l'organisation du travail en France pour un patron ou un ouvrier restant à l'écart d'un syndicat. C'est le plus colossal changement qui ait été effectué en France depuis 1789... Le décret institue la suppression du patron libre et de l'ouvrier libre ; il asservit l'un et l'autre aux syndicats. »

M. Beauregard est du même avis (1), et tout en trouvant le décret incontestablement légal, il regrette qu'une « énormité gâte ce décret », l'élection par les seuls syndicats. Au lieu de faire une œuvre sociale, dit-il, on a fait « une œuvre de parti ».

Il est donc bien évident que l'exclusion systématique des non syndiqués est une des principales causes de l'opposition violente dont les conseils du travail ont été l'objet.

M. Millerand, il est vrai, avait à tenir compte des observations présentées par certains membres du Conseil du travail en 1895. On se souvient, en effet, que pour MM. Keufer et Lamendin, les conseils du travail, tels que les organisait le projet Depasse, portaient atteinte au développement des syndicats.

M. Lamendin avait, à ce propos, été particulièrement net : « le projet qui nous est soumis, avait-il dit, aura pour effet de détruire les syndicats et, si vous parvenez à l'appliquer, vous créerez un grand nombre de petites chapelles éparpillées sur tout le territoire, et l'adoption de ce projet enlèverait de la force à nos camarades des syndicats. »

Aussi, M. Millerand, dans un discours prononcé à Lens, le 7 novembre 1900, justifiait-il son œuvre en ces termes :

« En attribuant ce rôle aux syndicats... je n'ai fait qu'appliquer la politique, nullement dissimulée, proclamée en toutes

1. *Le Monde économique*, du 27 octobre 1900.

circonstances qui a été suivie en ce qui concerne les questions de travail depuis mon arrivée au ministère du Commerce. Sous toutes les formes, j'ai lancé aux ouvriers le mot d'ordre : « Organisez-vous, constituez des syndicats », et j'ai employé tous les procédés à ma disposition pour les y inciter. »

On a vivement critiqué cette manière de voir, et les raisons qu'on a données de ces attaques sont, il nous semble, assez bonnes pour que nous prenions la liberté de les rapporter ici.

L'objection principale est, en somme, une question de fait.

Vous donnez, a-t-on dit, un rôle considérable aux conseils du travail puisque leurs décisions peuvent avoir une répercussion sur l'universalité des travailleurs d'une région. Comment admettre dès lors que les syndicats soient seuls qualifiés pour élire les conseils du travail ? Il est facile de constater qu'encore à l'heure actuelle, les syndiqués sont en minorité dans le monde du travail.

L'élection par les syndicats seuls peut donc être qualifiée d'arbitraire et de factice, comme l'écrivait M. Bérenger (1). On peut même ajouter à cette critique qu'il est impossible, pratiquement, de connaître exactement le nombre des adhérents à un syndicat. La loi de 1884 ne prévoit en effet que le dépôt des statuts et les noms des membres chargés de la direction et de l'administration. Si l'on reconnaissait comme véridiques les inscriptions sur des listes de membres qui seraient remises au greffe de la

1. Proposition Bérenger. Sénat 1901. Documents parlementaires, n° 198.

justice de paix, rien n'empêcherait, en supposant même que la preuve du contraire fût admise, un syndicat de majorer à son gré le nombre de ses adhérents ou de compter parmi eux tous ceux qui, à un moment donné, en ont véritablement fait partie mais qui n'assistent plus aux réunions et ne paient plus de cotisations.

Un contrôle sévère et rigoureux est, pour ainsi dire, impossible en cette matière.

Un autre point sur lequel peut se porter la critique du Décret du 2 janvier 1901 est la question de savoir si le pouvoir juridictionnel accordé aux préfets n'est pas en contradiction avec les principes de notre droit public.

Il peut, en effet, paraître excessif que le préfet arrête seul, définitivement, la composition des listes électorales. Il est vrai que l'article 6 du Décret de 1901 déclare qu'en cas de contestation recevable, « le préfet inscrit l'association seulement pour le nombre de voix qu'elle aura adoptées et justifiées. »

Cela veut-il dire que le préfet ne juge pas en dernier ressort des contestations recevables ? Le pour et le contre ont été soutenus.

Il faudrait que, conformément aux règles de notre Droit public, le conseil d'Etat fût le juge d'appel pour les contestations sur les listes, qu'il lui fût permis de voir par exemple, si le nombre des suffrages attribués à chaque association, correspond bien au chiffre réel de ses membres, chiffre dont elle devrait justifier.

Pour les élections départementales, politiques ou communales, la liste est dressée sous la surveillance de tous

les électeurs et sous le contrôle du juge de paix et de la Cour de cassation.

Pour les conseils de prud'hommes, les contestations sont jugées par le conseil de préfecture, sauf appel au Conseil d'Etat et, exceptionnellement, par le tribunal civil, lorsqu'il s'agit d'une question d'Etat ou de capacité civile.

Pour le conseil de l'Université, le ministre de l'Instruction publique statue en premier ressort, et toujours sous la réserve du Conseil d'Etat.

Il semble donc bien que le pouvoir juridictionnel accordé au préfet en la circonstance ne puisse raisonnablement lui être conféré sans porter atteinte aux principes de notre droit public.

§ 2. — *L'Opposition politique*

Toutes les objections théoriques et pratiques opposées aux décrets de M. Millerand, devaient amener, outre le recours au Conseil d'Etat dont nous avons parlé, une opposition plus sérieuse et plus précise sur le terrain parlementaire.

M. Bérenger présenta au Sénat le 29 mars 1901 une proposition de loi (1) créant et organisant les conseils du travail. Renvoyée à la commission du travail cette proposition fut rapportée, sans changement appréciable par M. Francis Charmes, le 19 décembre 1901 (2). Elle vint en discussion le 7 novembre 1902, et l'ensemble du projet fut

1. Sénat. Documents parlementaires, 1901, n° 198.

2. Sénat. Documents parlementaires, 1901, n° 462.

adopté par le Sénat en deuxième délibération le 5 décembre 1902.

Votée par le Sénat, la proposition Bérenger était venue devant la commission du travail de la Chambre. C'est à cette époque qu'intervint l'arrêt du Conseil d'Etat, reconnaissant la légalité des décrets pris par M. Millerand. La commission ne put dès lors que s'incliner et déclarer qu'il n'y avait pas lieu de légiférer sur cette question.

Nous parlerons plus en détail de la proposition Bérenger lorsque nous aurons auparavant constaté que les conseils du travail des décrets de 1900 et 1901 n'eurent qu'une éphémère durée et que les collèges électoraux qui avaient élu ceux qui furent alors constitués ne furent pas convoqués de nouveau lorsque leurs pouvoirs vinrent à expiration.

C'est actuellement la proposition Bérenger qui est devenue la loi organique des conseils du travail par sa promulgation le 22 juillet 1908 (1).

§ 3. — *L'application du Décret* *du 17 septembre 1900*

Des conseils du travail avaient été créés à Paris, Lens, Lyon, Lille et Marseille, mais il fallait procéder à leur constitution. Le préfet de la Seine convoqua les électeurs parisiens pour le 25 septembre 1901. Dès le 30 juillet, — la convocation avait été faite le 16 du même mois, — un groupe important de Chambres syndicales écrivit une let-

1. *Officiel* du mercredi 22 juillet 1908, p. 5237.

tre au président du Conseil pour lui annoncer qu'elles ne prendraient point part aux élections.

M. Bérenger lui-même dans une lettre qu'il adressait à M. Waldeck-Rousseau protestait aussi contre cette convocation qu'il jugeait illégale.

Une circulaire, enfin, fut adressée à toutes les chambres syndicales les invitant à ne pas prendre part au scrutin.

Il était naturel que, dans de pareilles conditions, les résultats des élections qui eurent lieu les 24, 25, 26, 27, et 28 septembre 1901 ne fussent pas très satisfaisants.

M. Francis Charmes fournit au Sénat le 11 novembre 1902 une statistique qui arrive au résultat suivant en prenant pour base le nombre des syndicats votants :

Sur 462 syndicats patronaux, 98 ont voté soit 21 0/0
« 487 « ouvriers, 286 « 58 0/0

Quoiqu'il en soit, on peut constater, en comparant cette statistique avec celle des élections aux conseils de prud'hommes et au tribunal de Commerce, que la moyenne des votants est sensiblement supérieure.

Nous prendrons les chiffres de 1899 parce que les élections qui eurent lieu à cette époque se rapprochent le plus de l'élection de 1901.

En 1899, il y eut seulement 14 0/0 de patrons et 40 0/0 d'ouvriers qui votèrent pour la constitution des conseils de prud'hommes. Pour le tribunal de Commerce, la moyenne fut encore plus basse, puisque le nombre de commerçants votants ne fut pas supérieur à 13 0/0.

Cette abstention des intéressés ne fut pas aussi forte dans toutes les sections : elle se fit principalement sentir dans

quelques-unes et M. de Seilhac (1) nous raconte à ce propos qu'il se produisit des résultats bizarres. C'est ainsi que la section de la charpente et de la menuiserie fut représentée par un emballeur et celle de la couverture et plomberie par un réparateur de fours de boulangers.

Les grandes usines de métallurgie furent, de même, représentées par un placier en caoutchouc, un émailleur de tubes, à bicyclettes et un fabricant de lanternes et grelots.

Enfin, une section du conseil des fils, tissus et nouveautés eut des chiffonniers et des directeurs de bazars pour la représenter.

§ 4. — *Leur œuvre*

Les conseils élus en 1901 se réunirent et délibérèrent en 1902.

Le ministre qui s'était d'abord proposé de leur faire discuter, à leur propre point de vue naturellement, les questions relatives aux mesures d'hygiène et de sécurité, aux usages qui pourraient être établis en matière de délai-congé, d'amendes, etc., et qui voulait aussi leur demander de faire une constatation officielle des salaires courants et de la durée courante du travail, en même temps qu'un rapport annuel sur l'exécution des lois, se borna à inscrire à l'ordre du jour de leurs réunions :

1° Les questions relatives à l'apprentissage :

2° Les mesures pratiques de nature à diminuer le chômage et à régulariser le travail au cours de l'année.

1. De Seilhac. *Revue politique et parlementaire*, t. XXXI, p. 613.

Les renseignements fournis par les différents conseils sur la question de l'apprentissage sont très intéressants : nous y voyons les raisons qui ont, en fait, contribué à la disparition de l'apprentissage ou tout au moins à la diminution de sa durée. Ce sont d'abord : la nécessité où se trouvent les familles de profiter du travail de leurs enfants aussitôt qu'ils sont aptes à gagner quelque chose, ensuite le développement de l'outillage, la spécialisation à outrance qui, en diminuant la durée de l'apprentissage, amène en même temps la diminution des salaires. Nous en trouvons enfin une dernière cause dans la production à bon marché qui, nous disent les délégués de l'industrie de la confection, « a supprimé le travail artistique, le beau travail qui était mieux payé parce qu'il nécessitait des frais plus grands et un apprêt différent ».

La discussion sur le chômage, ses causes et ses remèdes, plus approfondie, fut aussi fort intéressante.

Un conseiller ouvrier de la section du livre concluait à l'adoption des vœux suivants destinés à le diminuer :

- 1° Application rigoureuse des lois ouvrières ;
- 2° Diminution de la journée de travail ;
- 3° Loi rendant obligatoire le repos hebdomadaire ;
- 4° Suppression du travail industriel dans les prisons ;
- 5° Surveillance des œuvres dites de philanthropie,
- 6° Substitution du travail à la journée au travail aux pièces ;
- 7° Organisation de l'assurance contre le chômage, dont la charge serait supportée par l'Etat, les patrons et les ouvriers.

Il est cependant à constater que ces délibérations ne sont qu'une répétition de banalités courantes : les causes générales du chômage ne font mystère pour personne. L'œuvre scientifique des conseils eût consisté à établir une statistique très étudiée des causes du chômage dans chacune des industries représentées. L'étude comparée de ces différentes causes eût pu seule indiquer un remède qui fût moins approximatif.

La question du chômage est d'ailleurs trop délicate et trop complexe pour qu'on puisse lui donner une solution immédiate. Les statistiques qu'auraient dû établir les conseils eussent peut-être contribué à faire avancer la question.

§ 5. — *Ce que les conseils sont devenus*

Nous avons dit en commençant ce chapitre que les conseils du travail n'ont pas été constitués dans l'ensemble de la France. Les élections de province furent préparées par les soins du ministère du Commerce et des préfets de Lyon, Marseille, Lille et Arras. On avait même arrêté et réglé les détails de l'élection et les listes électorales. On n'oublia qu'une seule formalité : convoquer les électeurs.

Il n'y eut donc qu'à Paris que fut constitué en septembre 1901 un corps de conseillers du travail, mais, lorsque leurs pouvoirs expirèrent en 1902, on négligea de procéder à de nouvelles élections.

Aujourd'hui donc, les conseils du travail n'existent plus même sur le papier.

La proposition Bérenger du 29 mars 1901 est en effet devenue la loi du 22 juillet 1908 après avoir séjourné pendant près de sept années dans les cartons de la Chambre. Il nous sera difficile d'en apprécier les résultats puisqu'elle n'a pas encore subi un commencement seulement d'application. Nous en exposerons néanmoins les détails et nous pourrons donner les raisons qui, à notre avis, ne permettent pas d'attendre un plus grand résultat que celui des conseils du travail du décret de septembre 1900.

CHAPITRE IV

LA LOI DU 22 JUILLET 1908

Comme nous l'avons expliqué précédemment, la proposition Bérenger du 29 mars 1901 est le premier acte d'opposition sérieux aux décrets organisant les Conseils du Travail.

Après avoir donné les raisons qui s'opposaient dans son esprit à ce qu'un décret créât une institution de ce genre. M. Bérenger proposait une organisation de « Conseils consultatifs du Travail ».

Ces conseils sont créés par décret rendu en Conseil d'Etat, soit d'office, soit après avis du Conseil général, des Chambres de commerce, des Chambres consultatives des Arts et Manufactures du département.

Dans chaque conseil, il y a deux sections comprenant exclusivement, l'une les patrons, l'autre les ouvriers. Chaque section nomme un président et un secrétaire qu'elle choisit parmi ses membres. Elle se réunit au moins une fois par trimestre à la mairie de la commune de son siège, et aussi chaque fois qu'elle est convoquée par son bureau quand on doit lui soumettre un objet de sa compétence.

Les sections peuvent délibérer séparément, leur réunion est présidée tantôt par l'un tantôt par l'autre président de

chaque section en commençant par le plus âgé des deux.

La mission des Conseils est une mission purement consultative. Ils sont d'abord, nous dit la loi, « les organes des intérêts matériels et moraux de leurs commettants ». Ils peuvent ensuite donner, soit d'office, soit sur la demande du gouvernement, des avis sur tout ce qui concerne ces intérêts.

Ils répondent enfin aux demandes d'enquêtes ordonnées par le gouvernement.

Il y aura, nous dit l'article 3, autant de conseils que de professions, avec cette réserve toutefois que si le nombre des professions de même nature est insuffisant, un certain nombre de professions similaires peuvent, sur l'avis conforme des intéressés, être réunies en un même groupe.

La disposition finale du même article, relative au ressort de chaque conseil, est excellente en ce sens qu'elle permet le groupement des industries par régions puisque c'est le même décret qui institue le Conseil et qui délimite sa circonscription.

Les conditions de l'électorat sont à peu près les seules qui différencient la nouvelle loi du décret de 1900. C'était du moins l'opinion de M. Millerand lui-même qui le déclarait en ces termes en qualité de Président de la Commission du travail lors de la discussion à la Chambre (1).

Les décrets — de 1900 et 1901 — disait-il, disposaient que les conseils consultatifs du travail seraient élus par les syndicats ouvriers et patronaux. J'ai défendu cette opinion devant le

1. Chambre des Députés. Séance du 9 juillet 1908, p. 1626.

Sénat, je n'ai pas changé d'avis et je considère encore que l'élection des conseils du travail par les syndicats ouvriers et les syndicats patronaux est infiniment supérieure à l'élection par le suffrage universel que le Sénat a préférée. Mais je suis bien obligé de tenir compte des faits. Les décrets n'ont pas été appliqués depuis 1902 ; en le constatant je n'adresse aucune critique à mes honorables successeurs au ministère du Commerce ; je comprends très bien que, se trouvant entre les décrets et une proposition de loi votée par le Sénat, en suspens devant le Parlement, ils n'aient pas cru pouvoir poursuivre l'application des décrets avant que le Parlement se fût prononcé sur la question qui divisait le Gouvernement et le Sénat, la question du mode électoral.

La décision du Conseil d'Etat est intervenue. Répondant aux critiques très vives et très injustes — l'événement l'a prouvé — qui avaient été formulées par le Sénat et notamment par son éminent rapporteur M. Francis Charmes, contre les décrets, le Conseil d'Etat a reconnu que les décrets étaient parfaitement légaux, que le ministre les avait pris dans la plénitude de ses pouvoirs. Par conséquent, de ce chef, il n'y avait aucun obstacle à leur application. Restait donc uniquement — et c'est pour cela que je me bornais à signaler cette raison — la raison morale, si je puis dire, provenant de la dissidence publique entre l'une des Chambres et le Gouvernement.

Quoi qu'il en soit et quelle que soit la valeur de cette raison, depuis 1902, les conseils du travail sont demeurés lettre morte. C'est précisément parce que je suis convaincu de l'utilité de ces conseils du travail qui auront quelque chose à faire que j'ai cru et que je crois encore que mieux valait passer sur la dissidence relative au mode électoral et tenter l'expérience

de conseils du travail élus par le suffrage universel, nous réservant d'ailleurs de juger par l'expérience ce que donneraient ces conseils du travail et d'user chacun de notre droit d'initiative pour, si l'on apercevait que ce mode électoral ne donne pas les résultats souhaités, demander au Parlement de revenir au mode électoral que j'avais institué et que, quant à moi, je continue à croire préférable. »

C'est donc le suffrage universel qui choisit les membres des conseils. Il faut, pour être électeur, être inscrit sur la liste électorale politique. Les femmes ayant l'exercice de leurs droits civils sont aussi électeurs à partir de vingt et un ans. Tous les électeurs — sauf les patrons dans la section patronale — doivent exercer la profession depuis deux ans.

Pour être éligible, il faut être électeur de la section et avoir vingt-cinq ans accomplis.

L'élection se fait au scrutin de liste.

Et, nous dit l'article 6 *in fine*, « pour la composition des listes, les opérations électorales et les recours dont elles peuvent être l'objet, il sera procédé conformément aux règles en vigueur pour les conseils de prud'hommes ».

Notons enfin l'article 8 qui interdit aux conseils toutes discussions politiques ou religieuses et l'article 9 qui donne au ministre le pouvoir d'annuler toute délibération excédant la limite des attributions fixées par la loi. La dissolution du conseil ou de la section ne peut être prononcée qu'en dernier lieu.

Les attributions des conseils sont exclusivement consultatives, comme nous l'avons dit tout d'abord. On peut se

demander quel était le motif qui faisait retrancher les autres attributions données aux conseils du travail par le décret de 1900.

M. Béranger le disait lui-même dans l'exposé des motifs. Il était d'avis qu'il fallait « écarter ces attributions conférées inopportunément, et non sans danger, à l'institution nouvelle, en ce qui touche le droit de constater le taux normal et courant des salaires et la durée normale et courante de la journée de travail, droit qui équivaut en réalité à celui de le déterminer ».

Il pensait en outre qu'il « convenait de maintenir aux conseillers prud'hommes seuls le jugement des différends individuels ».

En ce qui concerne l'arbitrage en cas de conflits collectifs, M. Béranger le repoussait également car, disait-il, « il serait téméraire de condamner la loi de 1892 après une aussi courte épreuve ».

C'est, comme nous l'avons dit, M. Francis Charmes qui fut nommé rapporteur de la proposition au Sénat.

Son rapport, déposé le 19 décembre 1901 (1), n'est pas moins net. Il y exposait trois systèmes d'électorat aux conseils qui avaient l'avantage de donner satisfaction en partie aux partisans de l'élection par les syndicats, en partie à ceux qui lui étaient opposés.

Le premier consistait à faire fonctionner successivement les deux modes de suffrages : élection par les syndicats (d'après le décret de septembre 1900), puis élection par tous les intéressés (proposition Béranger). Chacun de

1. Sénat. *Documents parlementaires*, n° 462, p. 452.

ces corps électoraux élirait la moitié d'une section. D'après ce système, les membres d'un syndicat jouiraient d'un double vote.

Le second dressait une liste comprenant les individus et les syndicats. La première partie de la liste comprendrait les patrons et les associations patronales ; la deuxième partie, les ouvriers et les syndicats ouvriers.

Les associations et les syndicats voteraient d'après le mode de décret; les individus d'après le mode de la proposition Bérenger. Le vote serait séparé, mais on voit que les membres des syndicats voteraient toujours deux fois.

Le troisième moyen aurait consisté à donner double vote aux syndiqués, alors que les non-syndiqués n'auraient eu droit qu'à un seul.

Disons immédiatement que, dans la discussion au Sénat, un quatrième système fut proposé par M. Strauss ; une moitié de la section serait élue par les syndicats et l'autre moitié par les prud'hommes.

La proposition Bérenger vint en discussion au Sénat, le 7 novembre 1902 et M. Trouillot, ministre du Commerce, vint affirmer la légalité des décrets pris par son prédécesseur.

M. Strauss prit aussi la défense de l'œuvre de M. Millebrand. C'est lui qui présenta et fit adopter un amendement à l'article 2, qui fit disparaître du projet la délibération séparée et obligatoire entre patrons et ouvriers dans chaque section, pour la rendre facultative au gré des parties. Il voulait en outre que l'élection se fit au scrutin de liste avec représentation proportionnelle. Etaient électeurs, les

syndicats légalement constitués : ils avaient une voix par 10 membres ou fraction de 10 membres.

Pour être éligible, il fallait avoir vingt-cinq ans d'âge et dix ans d'exercice de la profession tant pour les patrons que pour les ouvriers. M. Strauss voulait en outre que, toutes les fois où cela serait possible, les conseillers prud'hommes forment la moitié de l'effectif de la section.

Cet amendement vivement combattu fut rejeté et l'ensemble de la proposition Béranger fut adopté par le Sénat en deuxième délibération le 5 décembre 1902.

La Chambre, pour les raisons que nous avons exposées précédemment, ne fut saisie de la proposition que le 12 juin 1906. La commission du travail fut chargée de l'examiner et, chose curieuse, elle était présidée par M. Millerand, l'auteur des décrets de septembre 1900 et janvier 1901.

« Il semble, écrivait M. Dron dans le rapport qu'il présenta le 30 juin 1908 (1), deux ans après, il semble qu'il ait existé de la part de tous un acquiescement tacite à l'idée de permettre aux décrets de 1900 et 1901, de produire tout leur effet, puisqu'ils étaient et sont toujours en vigueur... »

Il n'y eut pour ainsi dire pas de discussion.

On peut même dire que la proposition ne fut mise à l'ordre du jour de la Chambre que sous la réserve expresse qu'il n'y aurait aucun orateur inscrit pour cette discussion.

1. Chambre des députés, 1908. Documents parlementaires, n° 1858.

M. Hector Depasse, dont nous avons parlé et qui prit une part active à la délibération du Conseil supérieur du travail en 1895, était devenu député. S'étant fait inscrire pour la discussion, la proposition qui figurait à l'ordre du jour du 8 juillet 1908, fut renvoyée au lendemain matin.

On peut se demander pourquoi, en cette circonstance, la Chambre s'est, en somme, bornée à enregistrer purement et simplement l'œuvre élaborée par le Sénat et pourquoi le rapporteur et la commission du travail ont manifesté une pareille déférence vis-à-vis de leurs collègues de la Chambre-Haute.

Le seul motif qu'invoquèrent MM. Dron et Millerand est celui du retard apporté à l'examen de la proposition depuis son passage au Sénat. M. Depasse faisait justement remarquer, à ce propos, combien cette manière de procéder était préjudiciable aux véritables intérêts des travailleurs.

« Nous sommes saisis d'une manière presque inopinée, disait-il, d'une question des plus graves et des plus importantes qu'on nous demande de trancher à la hâte, peut-être dans cette séance même, alors qu'elle est pendante depuis dix ou quinze ans (1). »

M. Depasse fut presque seul à s'opposer au vote de la proposition soumise à la Chambre dans de pareilles conditions. Il aurait voulu que l'on créât des conseils du travail

1. Chambre des Députés. Débats parlementaires. Séance du 9 juillet 1908, p. 1625.

« qui aient quelque raison d'être, quelque autorité, quelque vertu morale et sociale... des conseils qui soient des éléments actifs dans l'organisation du travail et non pas des conseils d'apparence, qui ne feront rien, qui ne créeront que des malentendus, des fictions et des désillusions ».

M. Dron avait, dans son rapport, indiqué une expérience qu'il rappelle brièvement à la Chambre et surtout à M. Depasse pour la convaincre de cette idée qu'il y avait tout de même quelques bons effets à attendre des conseils du travail. Il cita l'exemple de la commission mixte, créée à Armentières en 1904 (1).

« Je vous ai montré, dit-il, une ville en proie aux troubles les plus violents, il y a cinq ans, à tel point que la Chambre s'en est préoccupée et a envoyé sur place une grande commission d'enquête qui a étudié les causes de cette agitation.

On n'a trouvé à ce moment de remède, à cette situation aussi critique que pénible, que dans la création d'une commission mixte qui est absolument l'équivalent d'un conseil du travail. Je vous ai montré dans mon rapport que, depuis cinq ans, alors cependant que la situation des affaires était peu brillante à Armentières, alors que la population ouvrière ne paraissait pas y jouir d'un bien-être supérieur à celui des autres agglomérations ouvrières, il ne s'est pas produit une seule grève dans cette ville. Si, pendant cinq ans, le fonctionnement d'une commission mixte, — qui est, en réalité, un conseil du travail — a pu prévenir et écarter tous les conflits, ne sommes-nous pas en droit d'espérer que, dans toutes les autres villes où, malheu-

1. Chambre des Députés. Débats parlementaires, 1908. Séance du 9 juillet, p. 1628.

reusement, l'état de grève est habituel, presque normal, la création des conseils du travail sera de nature à produire le même effet et aboutira à d'aussi bons résultats ?... »

M. H. Depasse lui répliquait aussitôt qu'il ne fallait pas comparer la commission d'Armentières et les conseils du travail qu'instituait la loi nouvelle :

« Cette commission mixte d'Armentières, ajoutait-il, et les commissions analogues qui se forment spontanément, sur la libre initiative des ouvriers et des patrons, ont une influence incontestable pour écarter ou pour résoudre les conflits entre les ouvriers et les patrons.

Patrons et ouvriers nomment leurs délégués qui se réunissent et tentent d'amener l'apaisement entre les parties, comme ils l'ont fait à Armentières. Mais il n'y a aucune ressemblance entre ces commissions libres et spontanées et les conseils consultatifs que vous voulez entourer de toutes les formes administratives ; tels qu'ils se présentent dans la proposition de loi, ils seront sans cesse sous la coupe du préfet ou du ministre. On les rappellera à chaque instant à leur devoir, on leur dira comme à des conseils municipaux : « Vous avez franchi la limite de vos attributions, vous avez pris telle délibération que nous annulons ». Annulations d'ailleurs vaines et dérisoires. En un mot, les conseils du travail, créés dans ces conditions, ne ressemblent en rien à ces commissions mixtes qui naissent dans les grèves, comme à Armentières, à Roubaix ou à Tourcoing. Oui, les commissions librement nommées par les patrons et les ouvriers ont une fécondité et une puissance certaines. Mais les conseils que vous voulez instituer sous la direction du préfet n'en auront aucune. »

Nous devons encore signaler, au cours des débats, l'intervention de M. de Gailhard-Bancel qui demanda si l'agriculture pourrait bénéficier de la loi nouvelle et mentionner la réponse qui lui fut faite par M. le ministre du Travail qui vint déclarer :

Je tiens à dire, pour dissiper toute équivoque, qu'il y a dans notre esprit si peu de différence entre les syndicats agricoles et les autres que, d'accord avec M. le ministre de l'Agriculture, nous allons organiser, dans un bref délai, la représentation des syndicats agricoles au sein du Conseil supérieur du travail.

L'ensemble de la proposition fut adopté par la Chambre tel qu'il avait été voté par le Sénat.

Nous donnons ici à titre documentaire le texte de la nouvelle loi instituant les conseils consultatifs du travail (1).

*Loi relative à l'institution des Conseils consultatifs
du travail*

ARTICLE PREMIER. — Il peut être institué par décret rendu au Conseil d'Etat, sous le nom de Conseils consultatifs du travail, partout où l'utilité en sera reconnue, soit à la demande des intéressés, soit d'office, après avis du conseil général, des Chambres de commerce et des Chambres consultatives des arts et manufactures du département, des conseils composés en nombre égal de patrons et d'ouvriers.

Leur mission est d'être les organes des intérêts matériels et moraux de leurs commettants :

1. *Journal officiel* du 22 juillet 1908, p. 5237.

De donner, soit d'office, soit sur la demande du gouvernement des avis sur toutes les questions qui concernent ces intérêts.

De répondre aux demandes d'enquête ordonnées par le gouvernement.

ART. 2. — Chaque conseil est divisé en deux sections comprenant, l'une les patrons, l'autre les ouvriers. Les sections nomment chacune, pour la durée de chaque session, un président et un secrétaire pris dans leur sein. Elles peuvent délibérer séparément. Les réunions du conseil sont alternativement présidées : pour la durée de la délibération, par le président de chaque section, en commençant par le plus âgé des deux. Le secrétaire de l'autre section devient celui du conseil.

En cas de partage des voix dans le conseil, les sections peuvent désigner un ou plusieurs membres choisis d'accord entre elles, et qui auront voix délibérative.

ART. 3. — Il y a autant de conseils que de professions. Toutefois, lorsque le nombre de professions de même nature est insuffisant, un certain nombre de professions similaires peuvent, sur l'avis conforme des intéressés, être réunies en un même groupe. Le ressort de chaque conseil est déterminé par le décret qui l'institue.

ART. 4. — Le décret d'institution fixe le nombre des membres du conseil. Il varie de 6 à 12 par section, suivant l'importance des industries représentées.

Des délégués suppléants seront nommés dans chaque section en nombre égal à la moitié des titulaires.

La durée des pouvoirs des délégués et des suppléants est de quatre ans.

Sera considéré comme démissionnaire celui qui, sans excuse valable, ne répondra pas à trois convocations successives, qui

quittera la région ou qui cessera d'être éligible par le collège électoral qu'il représente.

ART. 5. — Sont électeurs à la condition d'être inscrits sur la liste électorale politique.

Pour la section patronale :

1° Tous les patrons exerçant une des professions fixées par le décret d'institution ;

2° Les directeurs et chefs de services appartenant à la même profession et l'exerçant effectivement depuis deux ans ;

Pour la section ouvrière :

Tous les ouvriers et contremaîtres appartenant à la même profession et l'exerçant effectivement depuis deux ans.

Sont éligibles les électeurs de la section âgés de vingt-cinq ans accomplis.

Les femmes françaises, ayant l'exercice de leurs droits civils, non frappées de condamnations entraînant la perte des droits politiques et résidant dans la commune depuis six mois au moins, sont électeurs à vingt et un ans et éligibles à vingt-cinq ans accomplis, après deux ans d'exercice effectif de la même profession.

L'élection a lieu au scrutin de liste.

Pour la composition des listes, les opérations électorales et les recours dont elles peuvent être l'objet, il sera procédé conformément aux règles en vigueur pour les conseils de prud'hommes.

ART. 6. — Dans le cas où les électeurs patrons sont en nombre égal à celui qui est fixé pour la composition des conseils, tous en sont membres.

S'ils sont en nombre inférieur, ils désignent entre eux, pour se compléter, des électeurs appartenant à la même profession

ou à des professions similaires dans les circonscriptions voisines.

Dans les circonscriptions où la profession est représentée par des sociétés par actions, les membres du conseil d'administration ayant la capacité électorale politique sont électeurs patronaux.

ART. 7. — Chaque section se réunit au moins une fois par trimestre à la mairie de la commune de son siège et à la convocation de son bureau, chaque fois qu'il y aura lieu de lui soumettre un objet de sa compétence.

ART. 8. — Toutes discussions politiques ou religieuses sont interdites.

ART. 9. — Toute délibération excédant la limite des attributions fixées par la loi est annulée par le ministre.

Si le conseil ou la section, une fois averti, persiste à sortir de son rôle sa dissolution peut être prononcée.

ART. 10. — Un décret rendu en la forme d'administration publique déterminera les conditions de fonctionnement de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés sera exécutée comme loi de l'Etat. »

Le règlement d'administration publique annoncé, porte la date du 10 mai 1909. Il a été publié au *Journal officiel* du mardi 11 mai. Nous en donnons ici la copie.

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

Le président de la République française,

Sur le rapport du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Vu la loi du 17 juillet 1908, relative à l'institution des conseils consultatifs du travail et notamment son article 10 ;

Vu la loi du 27 mars 1907, concernant les conseils de prud'hommes ;

Vu les décrets du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics de bienfaisance ;

Vu l'avis du ministre des Finances en date du 16 mars 1909 ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

TITRE PREMIER

Institution, Organisation et Dissolution

ARTICLE PREMIER. — Lorsque, soit à la demande des patrons et des ouvriers d'une même industrie et d'une même région, soit d'office, le ministre du Travail et de la prévoyance sociale estime qu'il y a lieu d'instituer un conseil consultatif du travail, il est procédé à une instruction administrative auprès du conseil général, des Chambres de commerce, des Chambres consultatives des arts et manufactures et des conseils municipaux de la région intéressée.

L'instruction porte : 1° sur l'opportunité de cette création ; 2° sur l'étendue de la circonscription à donner au conseil et sur le choix du siège du conseil ; 3° s'il y a lieu, sur la réunion de plusieurs professions similaires dans le conseil ; 4° sur le nombre des membres titulaires et suppléants à attribuer à chaque section ; 5° sur les offres de concours aux dépenses devant résulter de la création et du fonctionnement du conseil.

Sont jointes au dossier les observations qui seraient présentées par les syndicats patronaux et ouvriers et les unions de ces syndicats.

Art. 2. — Le décret d'institution fixe le siège du conseil, sa circonscription, le nombre de ses membres tant titulaires que suppléants, et, s'il y a lieu, la nomenclature des professions similaires ressortissant au conseil.

La circonscription doit être fixée de telle sorte que les électeurs patrons ou ouvriers d'un seul établissement ne soient pas en nombre supérieur à la moitié des électeurs patrons ou ouvriers du conseil.

Les deux sections, patronale et ouvrière, qui composent le conseil doivent être constituées chacune avec un même nombre de membres titulaires et un même nombre de membres suppléants.

Art. 3. — Lorsque le conseil s'étend sur plus d'un département, il appartient au préfet du département où siège le conseil d'exercer vis-à-vis de celui-ci les attributions confiées à l'administration préfectorale par le présent décret.

Pour les opérations électorales et pour toutes les mesures d'exécution exigeant l'intervention de l'autorité administrative locale ou départementale, le préfet du département où siège le conseil se concerte, sous l'autorité du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, avec les préfets des départements intéressés.

Art. 4. — Les dispositions des articles 8, 9, § 2 et 3 et des articles 10, 12, 13, § 1 et 3, de la loi du 27 mars 1907 concernant les conseils de prud'hommes, s'appliquent à la composition des listes électorales, aux opérations électorales et aux recours dont elles peuvent être l'objet.

Art. 5. — Dans chaque section, les délégués titulaires et les délégués suppléants sont élus sur une liste unique.

Les premiers élus sont proclamés titulaires dans la limite du

nombre des sièges à pourvoir ; les autres sont proclamés suppléants.

Il est dressé un tableau comprenant les noms des candidats élus au premier tour de scrutin, et, à la suite de ceux-ci, les noms des candidats élus au second tour. Pour chacun des tours de scrutin, l'inscription a lieu dans l'ordre du nombre des voix obtenues ; si plusieurs candidats ont obtenu le même nombre de voix, l'inscription a lieu par rang d'âge.

ART. 6. — Dans tous les cas prévus à l'article 4, dernier paragraphe de la loi du 17 juillet 1908, à défaut de démission de l'intéressé, celui-ci est appelé par le bureau de sa section à fournir des explications. Si elles ne sont pas jugées satisfaisantes, il est procédé conformément aux paragraphes 5 et 6 de l'article 15 de la loi du 27 mars 1907 sur les conseils des prud'hommes.

ART. 7. — Dans le cas où une vacance se produit parmi les membres titulaires d'une section du conseil par suite de décès, de démission ou pour toute autre cause, le suppléant de cette section qui se trouve en tête du tableau devient titulaire.

ART. 8. — Lorsqu'il ne reste plus de suppléants au tableau, il est procédé à des élections pour compléter le conseil.

Toutefois, il n'est pas procédé à des élections complémentaires dans les six mois qui précèdent le renouvellement général.

ART. 9. — La dissolution d'un conseil ou d'une section est prononcée par décret rendu en Conseil d'Etat, sur la proposition du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Le décret fixe la date des nouvelles élections qui doivent intervenir dans un délai maximum de six mois.

Si la dissolution n'atteint qu'une des sections, les nouveaux

membres élus restent en fonctions jusqu'à la date du renouvellement général du conseil.

La suppression d'un conseil est prononcée dans la même forme que sa dissolution.

TITRE II

Fonctionnement des conseils consultatifs du travail

ART. 10. — Les conseils consultatifs du travail se réunissent en sessions ordinaires ou extraordinaires à la mairie de la commune de leur siège.

Le conseil se réunit en session ordinaire une fois par trimestre.

Les sessions extraordinaires ont lieu soit sur l'initiative du gouvernement, soit sur la demande des bureaux des deux sections ou de la moitié des membres titulaires de chaque section. La demande doit faire connaître l'objet de la session. Le conseil est convoqué par le préfet tant en session ordinaire qu'en session extraordinaire.

ART. 11. — La convocation aux sessions est adressée aux délégués titulaires et aux délégués suppléants.

Elle fixe la date d'ouverture et la durée maximum de la session ; elle fait connaître les questions portées à l'ordre du jour.

Cet ordre du jour n'est pas limitatif en ce qui concerne les sessions ordinaires.

Dans les sessions extraordinaires ne peuvent être discutées que les questions ayant motivé la convocation.

ART. 12. — Au début de chaque session ordinaire, chacune des sections, réunie sous la présidence de son doyen d'âge, nomme son bureau. Le président et le secrétaire restent en fonctions jusqu'à la prochaine session ordinaire.

Aussitôt après l'élection de leurs bureaux, les sections se réunissent une fois au moins, en séance plénière du conseil.

ART. 13. — Le conseil, réuni en assemblée plénière, arrête son règlement intérieur. Ce règlement confère au président les pouvoirs nécessaires pour assurer l'ordre des délibérations. Il est procédé de même dans chaque section. Ces règlements sont communiqués au ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

ART. 14. — Pendant la durée des sessions, les membres de chaque section sont convoqués par leur bureau soit pour les séances plénières, soit pour les séances de section.

Pour les séances plénières, la date, l'heure et l'objet de la réunion sont préalablement fixés d'accord entre les bureaux.

A défaut d'accord, le préfet peut convoquer le conseil en réunion plénière, mais seulement dans le cas où une délibération prise en commun est obligatoire.

ART. 15. — En dehors des cas prévus aux articles 12 et 13, les sections sont tenues de délibérer en commun lorsque le conseil est appelé par l'administration :

1^o A donner des avis sur les conflits économiques survenus entre patrons et ouvriers et sur les moyens d'y mettre fin ;

2^o A donner des avis qui doivent être demandés en vertu de l'article 3 des décrets du 10 août 1899, à des commissions mixtes composées en nombre égal de patrons et d'ouvriers, par l'administration chargée de constater ou vérifier le taux normal et courant du salaire et la durée normale et courante de la journée de travail.

ART. 16. — Les membres suppléants peuvent assister à toutes les séances. Ils n'ont que voix consultative ; toutefois, ils sont appelés, dans l'ordre du tableau, à voter à la place des

membres titulaires de leur section qui n'assistent pas à la séance.

ART. 17. — Les délibérations du conseil et des sections ne sont valables que si le nombre des membres présents, titulaires ou suppléants, appartenant à chaque section est au moins égal à la moitié du nombre des membres titulaires de la section, tel qu'il est fixé par le décret d'institution.

ART. 18. — Chaque fois que le conseil doit formuler un avis en séance plénière, les patrons et les ouvriers prenant part au vote doivent être en nombre égal.

Si le nombre des membres présents ayant qualité pour voter soit comme titulaires, soit en vertu de l'article 16, est moins élevé dans l'une des sections, les derniers membres de l'autre section dans l'ordre du tableau doivent s'abstenir.

ART. 19. — Le conseil dresse chaque année au début de sa première session ordinaire une liste de personnes qui, le cas échéant et de préférence à toutes autres, lui seront ajoutées dans l'ordre d'inscription, en cas de partage des voix en assemblée plénière.

Elles sont choisies soit à la majorité simple obtenue dans chacune des deux sections, soit par les deux tiers des voix en séance plénière du conseil.

Dans le cas où toutes les personnes inscrites sur la liste auraient été récusées et où aucun autre choix n'aurait été fait par ce conseil, le désaccord est mentionné aux registres visés à l'article 21.

ART. 20. — Lorsque le conseil ou les sections ne se jugent pas suffisamment éclairés pour émettre en connaissance de cause les avis qui leur sont demandés, ils peuvent soit charger un ou plusieurs rapporteurs de recueillir des informations, soit

entendre toute personne qui consentirait à donner des renseignements.

ART. 21. — Les séances du conseil du travail et des sections ne sont pas publiques.

Il est tenu un registre des avis du conseil et un registre des avis de chaque section. Ces registres, déposés au secrétariat de la mairie, sont mis à la disposition du public.

ART. 22. — L'arrêté du ministre du Travail annulant une délibération en vertu de l'article 9 de la loi doit être motivé. Il est transmis par le préfet aux présidents des sections en cause pour être transcrit sur les registres prévus à l'article précédent. Le préfet, en le transmettant, rappelle les dispositions de la loi pour le cas de récidive.

ART. 23. — Les fonds de toute origine, destinés à couvrir les dépenses des conseils du travail, sont centralisés, au compte des cotisations municipales, par le trésorier-payeur-général du département dans lequel ces conseils ont leur siège.

Dans le dernier trimestre de chaque année, les présidents soumettent aux préfets des propositions pour l'emploi des fonds pendant l'année suivante.

Les dépenses sont ordonnancées par le préfet, sur la proposition des deux présidents et, dans le cas où la dépense ne concerne qu'une section, sur la proposition du président de cette section.

ART. 24. — Le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Quels résultats pouvons-nous attendre de ces conseils du travail ? Il faut convenir que ce projet de loi datant de neuf ans eût certainement gagné à subir quelques modifi-

cations au moment de son passage à la Chambre. Il est, en effet, à craindre qu'à avoir voulu aller trop vite en besogne, nos législateurs n'aient pas assez réfléchi.

M. Béranger, en déposant sa proposition de loi, était parti de ce principe que les décrets de M. Millerand étaient illégaux parce qu'une loi nouvelle pouvait seule modifier d'anciennes dispositions législatives. Le Conseil d'Etat a jugé que les décrets en question ne contrevenaient à aucune disposition de la loi et en a reconnu la légalité.

Les conseils du travail de 1900 et 1901 n'ont pas réussi. Ceux-ci seront-ils plus heureux ? Nous l'espérons mais quelle différence existe-t-il entre les deux ?

Si l'on met à part le régime électoral qui n'est pas le même — ce qui, il faut le dire, a son importance, sans qu'il faille, toutefois, exagérer cette dernière, — on ne voit pas quelle différence essentielle existe entre l'organe de 1900 et celui de 1908.

Il serait prématuré de donner un pronostic quel qu'il soit sur l'avenir réservé à l'organisation nouvelle. Toutefois, on peut penser qu'il y a peut-être un arbitraire trop absolu dans la faculté laissée au ministre du Travail de créer ou de supprimer un conseil du travail. On dit bien que, pour leur création, « il sera procédé à une instruction administrative auprès du Conseil général, des Chambres de commerce, des Chambres consultatives des arts et manufactures et des conseils municipaux de la région intéressée », mais, en somme, le ministre est seul juge en dernier ressort de l'opportunité ou de l'inopportunité de cette création. Il en est de même en cas de suppression d'un conseil.

Il est encore un point qui, à notre avis, manque de précision et de clarté. Le fonctionnement des conseils du travail occasionnera certains frais, ne seraient-ce que les frais de bureau indispensables. Par qui ces frais seront-ils supportés ? Il semble bien qu'ils ne puissent être couverts que par les subventions qui seront accordées aux conseils du travail par les communes de leur circonscription et même par le département. Cependant la loi de juillet 1908 est muette sur ce point. Seul, l'article 23 du règlement d'administration publique envisage la question sans toutefois la résoudre. Il y est dit :

« Les fonds *de toute origine* destinés à couvrir les dépenses des conseils du travail sont centralisés, au compte des cotisations municipales, par le trésorier-payeur-général du département dans lequel ces conseils ont leur siège. »

Dans le dernier trimestre de chaque année, les présidents de chaque section soumettent au préfet des propositions pour l'emploi des fonds pendant l'année suivante. On conviendra qu'un peu plus de précision eût été utile sur ce point et qu'il eût été peut-être plus simple de dire que chaque commune contribuerait pour une part proportionnelle à son importance et à ses ressources aux dépenses occasionnées par la nouvelle institution.

Quoi qu'il en soit de ces quelques critiques, nous tenons à citer ici les passages suivants du rapport de M. Dron dans lequel le rapporteur de la loi à la Chambre des députés, en prédisant un grand avenir aux conseils du travail, s'exprime en ces termes :

« La plus élémentaire psychologie ne donne-t-elle pas à

comprendre que ces hommes, classés en deux camps distincts sans doute, en même temps qu'ils se préoccuperont des avantages particuliers pouvant résulter pour chacun d'eux des pourparlers engagés, ne perdront pas de vue les intérêts communs qu'ils auront à défendre et qu'ils seront ainsi conduits à étudier tout ce qui concerne leur profession...

Les patrons consciencieux — nous ne devons avoir d'égards que pour ceux-là, — trouveront dans les décisions de ces conseils du travail des garanties contre la concurrence abusive ou déloyale de collègues moins scrupuleux ; les ouvriers se rendront mieux compte de la complexité des problèmes industriels et, tout en défendant leurs droits ou les avantages que légitime l'activité consacrée au succès de l'entreprise, sauront apprécier avec plus de sang-froid, avec plus de sûreté de jugement quelles sont, parmi leurs revendications, celles qui sont susceptibles d'une réalisation immédiate et celles qui doivent être différées ou atténuées. Ce n'est pas en vain que patrons et ouvriers, dûment mandatés, entreront en conversation : il en résultera un renouveau de confiance, de sympathie peut être, d'estime réciproque, en tout cas, qui, en les pénétrant davantage des conditions de l'évolution sociale et de la nécessité de refouler les suggestions égoïstes dans ce qu'elles ont d'excessif, fera mieux comprendre aux patrons le caractère élevé et le côté humain de leur rôle, qui suscitera chez les ouvriers une ardeur d'autant plus grande au travail et un souci d'autant plus marqué de maintenir leur taux de production en rapport avec l'obligation de lutter avantageusement contre la concurrence étrangère, qu'ils auront la certitude de trouver en compensation la rémunération équitable de leurs peines. Ce sera l'état de paix raisonné substitué à l'état de guerre latent.

Cette condition qu'il y va de l'intérêt de tous passera peu à peu, nous voulons l'espérer, dans les esprits mêmes les plus prévenus, et le temps, ce grand éducateur avec lequel il faut toujours compter, aura raison des préjugés actuels. Les conseils du travail naîtront alors spontanément, facilitant ces rapprochements volontaires qui contribueront, par des échanges d'idées et des explications appropriées aux circonstances, à la prospérité commune (1).

1. Chambre des députés. 1908. Documents parlementaires n° 1858, p. 6.

LES CHAMBRES DE CAPACITÉ

CHAPITRE PREMIER

L'ORGANISATION CORPORATIVE ANCIENNE LES CHAMBRES DE CAPACITÉ

Après avoir exposé les différents systèmes qui permettent aux travailleurs, tant en France qu'à l'étranger, d'être représentés auprès des pouvoirs publics et d'être consultés par eux sur les questions professionnelles d'intérêt général, il nous reste maintenant à exposer la théorie des Jaunes-Propriétistes, sur ce qu'ils appellent les Chambres de capacité.

Les Chambres de capacité ne sont pas, à dire vrai, une innovation.

Frédéric le Play écrivait au soir de sa vie :

« Sur bien des points de la science sociale, il n'y a rien à inventer ; dans cette science, le nouveau est simplement ce qui a été oublié. » Nous voudrions montrer ici que cette phrase n'était pas une boutade ; elle était pour ainsi dire la conclusion d'études poursuivies avec succès par cet économiste célèbre pendant un quart de siècle.

Et de fait, on admet volontiers avec le Play, qu'en sociologie les principes sont toujours les mêmes et que le *neuf* en ces matières n'est que du *vieux* oublié.

Les Chambres de capacité existaient, en effet, dans une certaine mesure au moyen âge dans l'organisation des corporations de métiers.

On nous permettra de rappeler ici le passage du livre de M. G. Depping qui a trait à l'origine des corporations (1).

« Nous arrivons maintenant à la question de l'origine des corporations d'arts et métiers à Paris. Celles de l'empire romain ont dû subsister au moyen âge. Sous le régime féodal, le seigneur de la terre était considéré, en quelque sorte, comme le maître des métiers. Pour avoir le droit d'en exercer un sur la terre qui relevait de lui, on lui payait une somme d'argent, ou bien l'on s'engageait à lui payer une redevance annuelle. On « achetait », comme on disait, un métier, et le seigneur le « vendait » à celui qui voulait l'exercer. Voilà comme le roi faisait aussi à Paris, du moins dans les quartiers où il n'y avait point de justice seigneuriale ; pour un certain nombre de métiers, cette vente était un de ses revenus, et, selon l'usage d'alors, il l'aliénait à volonté en cédant à des gens de cour ou à des personnes qu'il voulait favoriser. Il leur faisait don ou cession du métier, c'est-à-dire qu'il les préposait aux artisans qui pratiquaient cet état : il les leur abandonnait comme une source d'un revenu perpétuel. C'est ainsi qu'en 1160, Louis VII donna cinq métiers, savoir, ceux des mégissiers, boursiers, baudroiers, savetiers et sueurs à la femme d'Yves Lacohe et à ses héritiers, et encore plus d'un siècle après, nous trouvons les cinq métiers assurés en propriété à une femme Marion, dite « la Marcelle », en vertu d'une lettre du roi et d'un arrêt du Parlement en 1287.

1. G. Depping. *Le Livre des métiers d'Etienne Boileau.*

Pour la surveillance à exercer sur les métiers, on trouva naturel d'en soumettre plusieurs aux hommes qui les exerçaient à la cour et qui étaient censés les plus habiles ou les plus considérés dans leur profession : ainsi les boulangers étaient placés sous la surveillance du pannetier du roi, les forgerons et charrons étaient soumis au maréchal de la cour, les marchands de vins à l'échanson du prince, les drapiers et tailleurs à son chambrier. Dès lors, il s'introduisit une discipline pour chacune des professions ; dans les cas de contestation on consulta les plus anciens : ils disaient comment on avait agi autrefois, comment ils avaient toujours vu procéder ; les us et coutumes commençaient à faire loi pour ceux qui entraient dans la profession, et, insensiblement, se formaient les corporations. Les vieux étaient les conservateurs des règles traditionnelles.

Quand les charges à la cour furent devenues en partie héréditaires et féodales, les titulaires cessèrent de les pratiquer matériellement ; le grand pannetier ne cuisait plus de pain, le grand maréchal ne ferra plus de chevaux, mais ils conservèrent la surveillance de leur métier respectif et le droit d'en autoriser et d'en vendre l'exercice.

Comme bourgeois, les artisans étaient soumis à la juridiction du prévôt de Paris, qui, siégeant au Châtelet, y rendait la justice au nom du roi et était chargé de la police de Paris et de la banlieue. C'est devant lui que les métiers portaient leurs contestations ; ils s'adressaient au roi pour faire reconnaître et sanctionner les droits qu'ils exerçaient ou les usages qui leur étaient avantageux. Ces confirmations royales étaient rares d'abord : tant que les mœurs étaient simples et les affaires peu compliquées dans l'Etat, on pou-

vait se contenter de la tradition. Il n'y a guère de chartes royales, en faveur des métiers de Paris au ^{xiii}^e siècle. Elles devinrent plus fréquentes au ^{xiii}^e siècle ; mais c'est dans le ^{xiv}^e que tous les métiers en demandèrent. Philippe-Auguste, à qui Paris fut redevable de son agrandissement et de beaucoup d'embellissements, paraît avoir approuvé les statuts de plusieurs corporations d'arts et métiers, mais les artisans qui les avaient reçus les ont laissé perdre. Ils les invoquèrent dans la suite sans pouvoir les produire.

Après le règne de Philippe-Auguste, la police de Paris fut mal faite : la prévôté étant affermée, devint une charge vénale, et fut exercée par des hommes incapables, quelquefois par deux prévôts à la fois. Les bourgeois ne trouvaient plus ni justice, ni sûreté dans la ville où résidait le roi.

Après son retour de la première croisade, qui, malheureusement, retarda beaucoup de réformes utiles, Louis IX sentit la nécessité de reconstituer la prévôté, de manière à donner à cette première magistrature de la capitale la force et la considération nécessaires. En conséquence, il abolit la ferme, sépara la prévôté de la recette du domaine, dont il restreignit la juridiction à la police et à la justice en première instance. Il choisit, en 1258, pour être prévôt un homme recommandable, Etienne Boileau, bourgeois notable de Paris et un véritable « prud'homme », suivant le langage du temps.

Nous ne savons que peu de détails de la vie de ce magistrat, qui justifia pleinement la confiance qu'il avait inspirée à son souverain. Louis IX, venant quelquefois s'asseoir à ses côtés lorsque ce prévôt rendait la justice

au Châtelet, prouva combien il honorait les fonctions qu'il lui avait confiées. On lit dans un ouvrage, composé deux siècles après le règne de ce prince, que Boileau maintint une police si sévère, qu'il fit pendre même son filleul coupable de vol, et un de ses compères convaincu d'avoir nié un dépôt d'argent qui lui avait été confié (1).

Ce qui est mieux avéré, c'est l'influence qu'Etienne Boileau exerça sur les corporations : c'est du temps de sa prévôté que datent les règlements d'arts et métiers de la ville de Paris. Il faut d'abord détruire une erreur généralement répandue. On représente ce prévôt comme le législateur de l'industrie parisienne et comme l'auteur de règlements parfaits et même comme le fondateur et l'organisateur des communautés d'artisans. Ce n'est pas là le mérite qui recommande son nom à la postérité. Nous savons que les communautés existaient avant le règne de Louis IX, et qu'elles avaient des règlements, des us et coutumes auxquels leurs membres se conformaient. D'ailleurs, la législation du moyen âge consistait moins à prescrire des règles nouvelles qu'à donner une sanction légale aux usages pratiqués depuis longtemps et éprouvés par l'expérience.

Voilà ce que fit aussi Boileau à l'égard des communautés d'arts et métiers de Paris : il établit au Châtelet des registres pour y inscrire les règles pratiquées habituellement pour les maîtrises des artisans, puis les tarifs des droits prélevés au nom du roi sur l'entrée des denrées et marchandises, puis les titres sur lesquels les abbés et autres

1. *Mer des Histoires*, édition de 1501, in-folio, 6^e âge, feuillet CC, verso.

seigneurs fondaient des privilèges dont ils jouissaient dans l'intérieur de Paris.

Les corporations d'artisans représentées par leurs maîtres jurés ou prud'hommes comparurent l'une après l'autre devant lui au Châtelet pour déclarer les us et coutumes pratiqués depuis un temps immémorial dans leur communauté et pour les faire enregistrer dans le livre qui, désormais, devait servir de régulateur, de cartulaire de l'industrie ouvrière. Un clerc tenait la plume et enregistrait sous les yeux du prévôt les dépositions des traditions et pratiques du métier. Aussi, dans la plupart de ces règlements, on déclare au début qu'on va exposer les us et coutumes, et plusieurs se terminent par une adresse au prévôt pour lui signaler des abus à redresser ou des vœux à exaucer. Tous ces règlements sont brefs et dégagés du verbiage qui enveloppe et embrouille les règlements des temps postérieurs. A Etienne Boileau est peut-être due la forme de ces règlements. En magistrat habile, il a pu veiller à ce qu'ils fussent rédigés d'une manière claire et précise, et à peu près uniforme. Ce type est si prononcé qu'il n'est pas difficile de distinguer un règlement des registres d'Etienne Boileau de ceux qui ont été faits sous la prévôté de ses successeurs.

Boileau a donc le mérite incontestable d'avoir rassemblé les us et coutumes des métiers tels qu'on les suivait à Paris et tels qu'ils lui étaient déclarés par les notabilités de chaque communauté. Il a donné un corps, une existence matérielle, à des règles qui n'avaient jamais été recueillies et dont plusieurs n'avaient peut-être pas même été écrites. Si, dans la suite, on a conservé, malgré les pro-

grès de la législation, le fond de plusieurs de ces règlements, c'est qu'ils étaient le fruit d'une longue expérience et éprouvés par le temps : ils avaient reçu la sanction qui manque à des règlements inventés dans le cabinet d'un législateur qui a dédaigné de consulter la pratique.

Cependant il y avait dans ces règlements un vice, suite nécessaire de leur origine et qu'on ne reconnut que plus tard, quand la législation eut agrandi ses vues. Ces règlements, dit Charles régent, dans une ordonnance de l'an 1358 (au sujet des tailleurs), « en gregnieur partie sont faits plus en faveur et profit des personnes de chaque métier que pour le bien commun ». En effet, chaque communauté n'avait en vue que l'avantage personnel des maîtres du métier ; de là les longs apprentissages qui, pour quelques métiers, étaient de huit à dix ans, les rétributions pécuniaires imposées aux apprentis, les efforts d'exclure des marchés de Paris les marchands et artisans non immatriculés, les privilèges réclamés par les métiers de luxe, la gêne imposée à la concurrence et à l'émulation, enfin l'uniformité machinale de la fabrication.

Déjà un demi-siècle avant Charles le Dauphin, Philippe le Bel s'était aperçu de ce vice des règlements, enregistrés par Etienne Boileau, et les ordonnances vraiment libérales émanées de ce prince font honneur à l'élévation de son esprit législateur. C'est lui qui, contrairement au monopole des boulangers, permit à tous les bourgeois de faire du pain ; c'est lui qui supprima les longs services et les rétributions auxquels les maîtres assujettissaient les apprentis. C'est lui enfin qui, dans une plainte d'artisans de

Paris contre les artisans forains, maintint ces derniers dans le droit d'apporter leurs marchandises à Paris.

Cependant, après le règne de Philippe le Bel, nous retrouvons les maîtrises dans la jouissance de leurs anciens monopoles et dans l'exercice des règlements qu'ils s'étaient donnés, soit que les successeurs de Philippe n'aient pas été pénétrés de son esprit, soit que la liberté accordée à l'industrie par ce prince ait paru prématurée.

Les maîtrises continuèrent pendant des siècles à repousser la concurrence, à se poursuivre de leurs jalousies, à se faire des procès, enfin à user de leurs vieux droits au détriment du bien-être général. Il a fallu les lumières du XVIII^e siècle, pour éclairer enfin la nation sur la nécessité d'abolir ces restrictions de l'industrie, devenues plus nuisibles qu'elles n'étaient utiles.

Les rois se servirent habilement de l'organisation de ces corporations pour la perception des impôts, encore très imparfaite alors. Quand les artisans et marchands furent constitués en corps, il suffit de convoquer les notables et de les charger de recueillir la taille dans chaque métier.

Peut-être n'avait-on pas prévu cet effet de la constitution des corps d'arts et métiers. Il devint plus facile aussi de désigner chaque jour les gens qui devaient faire le guet pendant la nuit, corvée qui déplaisait fort aux Parisiens et à laquelle ils cherchaient autant que possible à se soustraire (1).

1. G. Depping. *Le livre des métiers. Ordonnances rendues de 1270 à 1300*. Ch. XXXV, p. 425 : « Métiers et personnes qui jouissent de l'exemption du guet. »

Ce n'est pas sous ce rapport législatif que nous avons à juger les règlements des corporations enregistrés sous le règne de Louis IX. Nous les considérons comme un document historique et, à cet égard, ils méritent d'autant plus notre attention qu'au lieu d'être l'ouvrage d'un seul homme, ils sont le résultat des dépositions d'une centaine de corporations et résument les vues, les idées, l'expérience de plusieurs siècles.

Encore toutes les corporations ne vinrent-elles pas déclarer leurs usages. Certaines corporations telles que celles des bouchers, des épiciers, des tanneurs, des vitriers, etc., ont pu ne pas paraître soit par négligence, soit pour d'autres raisons.

Les successeurs d'Etienne Boileau dans la prévôté suivirent l'exemple louable donné par ce magistrat, et enregistrèrent les règlements de corporations qui n'avaient pas encore de statuts légaux, ou qui voulaient améliorer ceux qu'ils avaient fait enregistrer précédemment, en sorte qu'à la fin du ^{xiii}^e siècle, le recueil fut assez complet.

C'est après Etienne Boileau que la charge de la prévôté semble être devenue annuelle. Quant à lui, il paraît l'avoir gardée au moins dix ans. En 1267 les registres du Parlement le mentionnent encore dans sa qualité de prévôt et ce n'est qu'en 1270 que le nom d'un autre prévôt figure à la tête des actes du Châtelet.

Est-ce la mort ou une autre circonstance qui priva la ville de Paris de l'administration d'un magistrat qui avait donné une nouvelle impulsion à l'organisation des communautés industrielles ? nous l'ignorons. On suppose généralement qu'il mourut en 1269 ou 1270, mais il y a des mo-

tifs de croire que Boileau survécut longtemps à ses fonctions magistrales et qu'il atteignit un âge fort avancé (1).

Si donc nous admettons cette parole de le Play que « dans la science sociale, le nouveau est simplement ce qui a été oublié », le passé pourra nous donner des leçons de choses en bien des cas. Aussi, est-ce sans étonnement que l'on rencontre dans les codifications du travail au ^{xiii}e siècle, plusieurs points de contact avec les principes jaunes.

C'est ainsi que les Jaunes demandent aux ouvriers de faire leurs affaires eux-mêmes au lieu de confier leurs intérêts à des non professionnels, qui, malgré leurs bonnes intentions, sont incapables de faire autre chose que de l'à peu près et le plus souvent de l'à peu près mal bâti. C'était l'opinion de M. Depping qui, dans la préface du livre dont nous avons déjà relaté certains passages, déclarait : « Ces règlements ont établi pour longtemps la paix sociale parce qu'ils étaient l'œuvre des corporations elles-mêmes... ; la décadence est survenue seulement quand des légistes, mal informés des questions techniques, ont modifié ces codifications du travail si sages, établies dans le principe par les intéressés. »

Les Jaunes ont préconisé des syndicats distincts : syndicats patronaux et syndicats ouvriers, pour la bonne raison que des intérêts distincts — ils ne disent pas opposés

1. Le *Livre de la taille de Paris*, de l'an 1313 nomme dans la rue au conte de Pontif « Estienne de Boilyau » taxé à 30 livres ; c'est-à-dire comme un bourgeois notable. Si c'est l'ancien prévôt de Paris, il devait être âgé d'au moins quatre-vingt-cinq ans, en supposant qu'il ait été appelé à la prévôté (en 1258) à l'âge de trente ans.

— doivent être discutés par des compétences distinctes. En effet, il est presque toujours impossible de faire asseoir au même conseil un ouvrier à côté de son patron et d'obtenir pour cet ouvrier une liberté complète d'initiative et une indépendance absolue d'opinion. Non pas, certes, que les Jaunes poussent sur ce point l'intransigeance jusqu'à ses extrêmes limites. Il est évident que, dans certains cas, là où le patron n'est en quelque sorte qu'un contremaître, vivant sur un pied d'égalité avec ses deux ou trois ouvriers, comme chez les menuisiers, charpentiers, peintres, dans les petites communes, un syndicat composé de patrons et d'ouvriers peut donner d'excellents résultats ; mais il s'agit ici d'un cas spécial, et l'on peut dire que l'exception confirme la règle.

Il existe précisément un exemple de syndicat mixte semblable chez les tisseurs parisiens du ^{xiii}^e siècle, mais il est à remarquer que ce syndicat n'englobait que les menus-maitres tisseurs et leurs ouvriers et que les menus-maitres n'étaient pas autre chose que des chefs-ouvriers ayant chez eux seulement deux métiers larges et un métier étroit. Il n'y avait d'exception que lorsqu'il s'agissait de favoriser le groupement familial ; en ce cas, le nombre des métiers était doublé mais à la condition que le fils, le frère ou le neveu qui devaient tenir ces métiers supplémentaires fussent « en mainburnie », c'est-à-dire sous l'autorité absolue de leur père, de leur frère ou de leur oncle.

Les Jaunes ont demandé que le contrat de travail fût élaboré non seulement par métiers, ce qui est élémentaire, mais par région. Or le règlement des métiers, dont

Etienne Boileau s'était en quelque sorte fait le codificateur, s'appliquait aux ouvriers et patrons parisiens et n'avait pas force de loi en dehors de la banlieue.

Nous trouvons même dans le *Livre des Métiers* l'embryon d'une Chambre de capacité professionnelle et régionale, s'étudiant à élaborer le contrat de travail.

Il est curieux de remarquer à ce propos que lorsque les « Jaunes » ont parlé des « Chambres de capacité régionales » qu'ils voudraient composées de patrons et d'ouvriers de même profession, il a semblé à beaucoup qu'ils faisaient une incursion périlleuse dans un domaine inconnu tout pavé de chausse-trapes. Il est évident que ces Chambres de capacité, qui auraient à connaître certains différends entre employeurs et employés au sujet du contrat de travail et qui auraient mandat de décider les améliorations possibles à ce contrat, pourraient faire beaucoup pour la paix sociale ; tout le monde en convient. Mais on a craint de trouver dans cette proposition une innovation inutile et même dangereuse. Pourtant, il se trouve que loin d'innover, les Jaunes reprennent simplement une ancienne coutume avec « les différences de forme qui doivent nécessairement correspondre à la différence des mœurs » suivant la judicieuse expression de M. F. Auburtin, ancien président de la Société d'Economie sociale.

Au XIII^e siècle, la corporation des tisseurs parisiens se composait de deux syndicats : le syndicat des menus maîtres, composé comme nous l'avons vu tout à l'heure des maîtres ouvriers et des simples ouvriers tisseurs puis le syndicat des grands maîtres qui donnaient aux menus maîtres de l'ouvrage à façon, ainsi que le font encore aujourd'hui les

« Picards » de la rue du Sentier. En 1270, Renaut Barbon, prévôt des marchands, avait enregistré un contrat de travail qui fixait le prix de la main-d'œuvre pour chaque sorte d'étoffe. Ce règlement avait été élaboré par quatre menus maîtres délégués par leurs pairs : Henri d'Ateinville, Robert de Louveciennes, Pierre Larme et Guillaume d'Anjou qui avaient juré la coutume. Les grands maîtres tisserands étaient d'accord là-dessus avec leurs ouvriers façonniers, si bien que cette charte du travail avait mis fin aux continuelles contestations qui s'élevaient à chaque instant entre les deux parties contractantes. Or le précieux règlement fut égaré et, quinze ans après, à la suite de nouvelles difficultés, sans doute, entre employeurs et employés, les tisseurs à façon, — menus maîtres, — demandèrent au prévôt des marchands d'alors, Oudard de Neuville, une réédition de l'ordonnance enregistrée en 1270. Le texte primitif put, heureusement, être reconstitué de mémoire, puis Oudard de Neuville le lut devant l'assemblée générale des menus maîtres. Ceux-ci le jugèrent conforme à l'ancien texte. Cependant le prévôt ne s'en tint pas là. Il fit venir le « maistre des grands tisserands », Nicolas Astelein et plusieurs maîtres tisserands qui confirmèrent à leur tour la loyauté du texte proposé auquel « ils s'accordaient ». Ce ne fut qu'après cette enquête, menée parallèlement entre les deux parties, que le règlement fut enregistré de nouveau le 24 décembre 1285.

On peut voir que cette idée de « chambres de capacité » destinées à départager les syndicats patronaux et les syndicats ouvriers en présence, ne saurait être taxée d'innovation inutile ou dangereuse et que le bon sens de nos an-

cêtres avait reconnu l'excellence de cette théorie et la mettait en pratique pour le plus grand bien des ouvriers et des patrons du xiii^e siècle.

Les corporations ont donc puissamment contribué au développement des villes, à la formation de la bourgeoisie et plus encore au progrès de l'industrie au moyen âge.

Les corps de métiers subsistèrent en France jusqu'à la Révolution. S'occupant avant tout des intérêts professionnels, avec des tendances morales et philanthropiques très accusées qui les avaient fait appeler le refuge des faibles contre les forts, prêchant à la classe ouvrière l'amour du travail, la dignité de vie, la tempérance et la bonne foi, ils méritaient un meilleur sort que celui qui leur était réservé. Au lieu de les tuer, le législateur mieux avisé aurait dû s'appliquer à les transformer.

Nous donnons ici à titre documentaire les statuts suivants de la communauté et unions des menuisiers, serruriers, vitriers, tourneurs et cloutiers de la ville de Mutzig et du bailliage de Schirmeck, en Alsace alors française, homologués en 1750 par le cardinal de Rohan-Soubise, prince et évêque de Strasbourg. On y trouvera, à côté d'une certaine étroitesse d'esprit et de procédés qui n'est plus de saison de nos jours, beaucoup de très bonnes choses à imiter et à reproduire, et, par ci, par là, certains traits assez amusants parce qu'ils nous semblent à l'heure actuelle un peu enfantins (1).

ARTICLE PREMIER. — Nous avons érigé, comme nous érige

1. Toussaint Larcher. *Nos anciens corps de métiers*.

gerons par les présentes, la communauté et union des menuisiers, serruriers, vitriers, tourneurs et cloutiers de notre ville et du bailliage en corps de tribu en règle, de manière que tous les Quatre-Temps il sera dit une messe dans la paroisse et que, tous les ans, il sera tenu, le 24 juin, jour de la Saint-Jean-Baptiste, une assemblée de la tribu, à quelle fin tous les maîtres et compagnons seront tenus, sous peine de 1 florin 5 schillings d'amende contre ceux qui s'absenteront sans raison légitime, de se trouver à l'église pour assister au saint sacrifice de la messe et de s'assembler après le service divin dans l'hôtellerie qu'ils choisiront, à laquelle assemblée sera d'abord fait lecture des présentes lettres-patentes, après quoi ils choisiront un chef et un greffier de tribu, et, tous les ans, un préposé et un maître-juré pour assister aux assemblées de la tribu ; ensuite de quoi, *ils jugeront et régleront les affaires et les cas qui concerneront leurs professions, conformément aux articles ci-après.*

ART. 2. — Celui qui aspire à la maîtrise doit avoir fait loyalement sa tournée pendant trois ans et avoir travaillé chez un maître pendant un an. Après quoi, il sera tenu de faire son chef-d'œuvre ci-après écrit et de payer pour droit de maîtrise, savoir : un étranger 20 florins, un fils de maître ou celui qui aura épousé la fille ou la veuve d'un maître, 10 florins seulement.

ART. 3. — Aucun n'entreprendra sur le métier de l'autre et chacun s'en tiendra à sa profession, sous peine d'un florin d'amende.

ART. 4. — Aucun maître ne méprisera l'ouvrage d'un autre et ne débauchera ou ne détournera les pratiques, domestiques, compagnons ou garçons de quelques autres sous la même peine.

ART. 5. — Comme il arrive souvent que les pratiques quittent d'elles-mêmes un maître auquel elles doivent pour aller chez un autre, il est défendu de recevoir ces sortes de pratiques, à moins qu'elles n'aient satisfait le premier maître de son dû, à peine de 5 schillings d'amende.

ART. 6. — Il est défendu à ceux qui ne sont pas incorporés dans la tribu, de travailler soit dans la tribu, soit dans le bailiage, bien moins encore d'aller travailler de maison en maison ou de colporter l'ouvrage à peine d'un florin d'amende.

ART. 7. — Les compagnons étrangers iront loger dans l'hôtellerie de la tribu et, en cas qu'ils seraient intentionnés d'y rester, le maître de l'hôtellerie en instruira sans délai les maîtres préposés aux écots pour que ceux-ci puissent leur procurer de l'ouvrage.

ART. 8. — S'il arrive qu'un compagnon quitte son maître pendant le courant de la semaine, sans raison légitime, le maître ne sera pas tenu de lui payer les salaires de la semaine ; que si, par contre, le maître renvoie le compagnon dans le courant de la semaine, sans raison valable, il sera tenu de lui payer les salaires de la semaine en plus.

ART. 9. — *Les disputes et contestations qui surviendront entre les maîtres et les compagnons seront vidées par devant le corps de métier.*

ART. 10. — S'il arrive que quelqu'un, soit maître, soit compagnon, adresse des paroles outrageantes, il sera mis à une amende de 5 schillings par injure, sauf à la partie offensée à se pourvoir en justice et à y demander satisfaction, au cas que les injures fussent outrées ou qu'elles fussent suivies de voies de fait.

ART. 11. — Si quelqu'un, soit maître, soit compagnon,

se comporte indûment lorsqu'on est appelé à délibérer, soit en jurant, soit en frappant de la main, soit de quelque autre manière, il sera mis à l'amende de 5 schillings.

ART. 12. — Lorsqu'un compagnon viendra travailler, après avoir travaillé auparavant dans quelques pays ou lieux, où il n'y a point de tribu, il sera mis à 4 florin d'amende.

ART. 13. — (Police intérieure de l'Assemblée.)

ART. 14. — Lorsqu'un ou plusieurs seront mis à l'amende par délibération commune, que l'amende soit forte ou non, il n'en doit être consommé en dépenses de bouche que deux schillings par amende, le surplus devant être mis et serré exactement dans la boîte commune pour pouvoir subvenir à ceux des tributaires qui sont malades ou dans le besoin.

ART. 15 et 16. — (Police intérieure.)

ART. 17. — Comme il n'est pas permis aux charpentiers de faire des portes, des volets ou des planchers à moins qu'ils ne soient à rainures, et que les ouvrages collés, boiseries, bancs et autres ouvrages sont du ressort des menuisiers, il est défendu par les présentes aux charpentiers de faire de ces sortes d'ouvrages et enjoint à la maîtrise d'y avoir exactement l'œil, pour que les contrevenants puissent être actionnés et punis où et ainsi qu'il appartiendra.

ART. 18. — Lorsqu'un maître prendra un apprenti, il le gardera pendant quinze jours pour voir s'ils se conviennent mutuellement. Ensuite de quoi, il le présentera au corps de métier pour le faire inscrire et le prendre en apprentissage pendant trois années, lequel temps écoulé, il le fera passer compagnon par devant la tribu, pour raison de quoi, il reviendra à la tribu 3 florins chaque fois et il sera payé 1 schilling pour l'enregistrement.

ART. 19. — Si, après l'expiration des quinze jours, l'apprenti est reçu, il paiera sur le champ la moitié du droit d'apprentissage et le reste quand il sera parvenu à la moitié de son temps. Si un apprenti quitte son maître pendant l'apprentissage par libertinage, entêtement et sans raison légitime, lui ou ceux qui l'ont mis en apprentissage paieront au maître le droit en entier.

ART. 20. — Lorsqu'un maître ou un compagnon aura encouru une amende, il sera tenu de la payer pendant que la boîte sera ouverte. S'il ne le fait pas, il ne sera plus souffler dans le corps de métier et, si c'est un maître, on ne lui laissera plus de compagnons.

ART. 21. — Le compagnon qui passera la nuit hors de la maison de son maître paiera 3 schillings d'amende. Celui qui ne travaillera pas le lundi sera mis à une amende de 5 schillings.

ART. 22. — Chefs-d'œuvre. Les menuisiers feront en trois mois une armoire à 3 colonnes ; le récipiendaire paiera une amende de 3 schillings pour chaque semaine qu'il emploiera au delà de trois mois pour faire ce chef-d'œuvre. Pour qu'il ne s'élève pas de contestations entre les menuisiers et les vitriers, ces derniers ne feront pas de croisées, mais des fenêtres en coulisse, sous peine d'un florin.

ART. 23. — Les tourneurs feront un tour à filer, dont la roue aura quatre jantes ; plus une boule qui aura un pied ou 12 pouces de diamètre et sera évidée ; ou, en place de cette boule, une boîte à épicerie de 7 loges, et ce, dans trois semaines, sous la peine ci-dessus fixée pour les menuisiers.

ART. 24. — Les serruriers feront une serrure à l'anglaise de 12 pouces de longueur et de 4 pouces vers le devant

au rebord, le palestre aura 6 pouces de largeur et depuis le rebord jusqu'à la broche 6 pouces de longueur, la serrure aura 4 pènes à têtes unies, une pasquille et un verrou au milieu, le tout monté à vis ; plus une serrure d'armoire de la même longueur et largeur à 3 pènes unis. Celui qui épouse la fille ou la veuve d'un maître n'aura plus qu'un chef-d'œuvre à faire.

ART. 25. — Les vitriers feront une pièce de ronds commune qui aura des ronds dans les quatre coins ; elle sera soudée d'un côté et nouée de l'autre ; plus une pièce à hexagone, faite au surplus comme la précédente, et ce dans quinze jours, sous les peines ci-dessus établies.

ART. 26. — Les cloutiers ne seront pas tenus de faire de chefs d'œuvre.

ART. 27. — Il est défendu aux vitriers d'acheter les garnitures de fer pour les fenêtres chez les maréchaux, et à ceux-ci de les faire, sous peine de 3 florins d'amende.

ART. 28. — Il ne sera permis qu'aux marchands de fer ordinaires établis dans la ville et le bailliage de vendre des clous de souliers, sous la peine fixée par l'article ci-dessus. Il est aussi défendu, sous la même peine, aux maréchaux-ferrants de faire d'autres clous que ceux qui leur seront nécessaires dans leur profession.

ART. 29. — Il sera permis de donner un repas de maîtrise comme cela est usité dans les autres corps de métiers.

ART. 30. — Il est défendu à tous menuisiers, serruriers, vitriers, tourneurs et cloutiers, étrangers non incorporés dans cette tribu, de faire aucun ouvrage ni dans les villes ni dans le bailliage, ou d'en apporter à vendre, excepté dans les temps de foires, comme aussi d'en colporter, sous peine de 6 florins

d'amende, dont la moitié nous reviendra et l'autre à la tribu.

ART. 31. — Les chefs et préposés de cette tribu sont tenus de donner de six mois en six mois un état fidèle de tous les droits des maîtrises et amende.

CHAPITRE II

FORME DE L'ORGANISATION CORPORATIVE MODERNE.

— LIBERTÉ ET OBLIGATION. — LES CATHOLIQUES-SOCIAUX. — LES SOCIALISTES. — LES JAUNES PARTISANS DE LA LIBERTÉ SYNDICALE

Les Chambres de capacité dont il me reste à parler maintenant sont une organisation plus compréhensive que toutes celles que nous avons vues jusqu'à présent tant en France qu'à l'étranger.

Elles rappellent les corporations en ce sens qu'elles sont un groupement des travailleurs du même métier, ayant, par conséquent, les mêmes intérêts, et elles s'en distinguent par ce qu'elles ont de plus libéral et de moins oppressif.

M. Frédéric Passy disait des corporations de l'ancien régime qu'elles étaient « oppressives » pour ceux qui en faisaient partie et « exclusives » pour les autres. Ce reproche qu'on pourrait adresser aux anciennes organisations de travailleurs, on pourrait, à plus forte raison, l'adresser à certains syndicats professionnels actuels qui ont fait revivre les abus du temps passé par les mesures de contrainte qu'ils ont exercées, soit contre les ouvriers qui voulaient sortir du syndicat, soit contre ceux qui refusaient d'y entrer. Les faits sont si nombreux qu'on a pu, pour

les caractériser, dénoncer, d'un mot qui a fait fortune, « la tyrannie syndicale ».

Il nous faut, à ce propos, citer un passage d'un jugement du tribunal de la Seine rendu en 1895 ; il montre que la loi de 1884, en donnant la liberté aux associations professionnelles, « n'a voulu porter aucune atteinte à la liberté du travail individuel, cette première propriété de l'homme, la plus sacrée et la plus imprescriptible (1).

« On ne saurait, sans violer cette règle essentielle de la loi et cette condition même des progrès de l'industrie, ni permettre aux syndicats de se transformer en corporations obligatoires, ni les ériger en souverains despotiques de l'usine et en dispensateurs uniques du travail au profit de leurs adhérents, et à l'exclusion des ouvriers qu'ils frappent, arbitrairement et sans droit, de consigne et d'interdit et condamnent ainsi au chômage et à la misère... La prétention du syndicat, si elle était admise, n'irait à rien moins qu'à supprimer la conquête essentielle de la Révolution, l'affranchissement de l'individu, et à restaurer, en entrant en lutte ouverte avec les principes sur lesquels repose notre société civile moderne, l'oppression des chambres syndicales, aussi intolérable et aussi contraire à la justice que la tyrannie des anciennes corporations et jurandes, détruites à si juste titre par la Constituante et par la Convention. »

Les Chambres de capacité ne sont donc pas l'émanation des corporations telles qu'elles étaient établies sous l'ancien régime.

1. Rapport Barthou sur les modifications à apporter à la loi de 1884. Chambre des députés. Documents parlementaires, 1903, n° 1418, p. 29.

Il y a lieu, à ce sujet, de distinguer la doctrine des Jaunes-Propriétistes de la pensée des catholiques sociaux. Les membres de cette école sont, en effet, partisans du syndicat obligatoire et leur revue mensuelle : *L'association catholique*, a bien souvent exprimé cette opinion.

« Si les catholiques sociaux se préoccupent de toutes les réformes capables d'améliorer le sort des travailleurs, disait M. Henry Bazire dans une conférence qu'il faisait au Musée Social, il en est une qu'ils ont plus spécialement à cœur, qu'ils considèrent comme essentielle, que nous trouvons à la base même de leur système, c'est celle qui consiste à opposer à l'anarchie produite par la liberté du travail, l'organisation sociale par l'association professionnelle.

L'association professionnelle, ou pour employer l'expression primitive qui leur fut tant reprochée, la corporation, voilà bien le centre de leur doctrine, centre d'où tout part et vers lequel tout converge, ou mieux, c'est la clef de voûte de l'édifice. »

M. Barthou, dans son rapport déjà cité sur les modifications à apporter à la loi de 1884, reconnaissait ce principe dominant de la doctrine des catholiques sociaux et déclarait qu'« on pourrait en citer de nombreux et éclatants témoignages », « mais, ajoutait-il, ils le cèdent tous à l'autorité d'un homme qui a mis au service du catholicisme social sa foi sincère, son sens avisé de l'organisation pratique, une belle ardeur de propagande militante et son admirable talent oratoire.

« M de Mun, en effet, a si souvent affirmé la doctrine de la coopération reconstituée sur les bases du syndicat obligatoire qu'il suffit de parcourir son œuvre pour y recueillir

lir, presque au hasard, les déclarations les plus formelles et les plus décisives. »

M. de Mun célèbre, dans l'organisation qu'il préconise « la corporation grandissant sur les solides fondements de la confrérie ».

« Désormais, disait-il à l'association générale des catholiques de France en 1887, la porte est ouverte à la reconstitution des corporations, non pas seulement dans le sens où les entend la langue des journaux populaires, — par le groupement des ouvriers d'une même profession dans un syndicat spécial — mais dans le sens où nous les entendons nous-mêmes, où les avaient entendues, dans les siècles de foi, les artisans chrétiens, par l'union, fondée sur la hiérarchie des devoirs des apprentis, des compagnons et des maîtres. »

M. Barthou constatait (1) en parlant de l'étude de M. de Mun sur la question sociale au xix^e siècle parue dans le livre intitulé *Le mouvement du monde de 1800 à 1900*, que toutes ses critiques de l'individualisme excessif de la Révolution de 1789 et toutes ses espérances d'une constitution sociale meilleure, pouvaient se ramener à une même formule qu'il résumait ainsi : « l'organisation du régime corporatif, légalement obligatoire, sous l'inspiration et sous la direction de l'Eglise catholique. »

Il est à peine besoin de dire qu'au point de vue social cette tentative serait condamnée à un inévitable insuccès.

M. d'Haussonville l'a dit avec force, « la corporation chrétienne est assurément la plus colossale chimère au

1. Barthou, *op. cit.*, p. 21.

service de laquelle des gens de cœur et de talent puissent dépenser leur temps et leurs forces ».

Si l'idée du syndicat obligatoire a des partisans parmi les catholiques, il faut aussi constater qu'elle a rencontré de nombreuses adhésions dans les rangs du Socialisme.

Dans les congrès ouvriers, la question a fait l'objet d'allusions incidentes et de désirs individuels plutôt qu'elle n'a donné lieu à des discussions sérieuses et à des conclusions précises. Tout au plus peut-on relever la résolution prise par le congrès national de la Fédération des syndicats et groupes corporatifs, tenu à Troyes en septembre 1895.

« Organisation légale des syndicats obligatoires, c'est-à-dire obligation pour tous les ouvriers d'une même corporation de respecter les résolutions prises par la Chambre syndicale de la corporation et relatives aux questions de travail. »

De même MM. Guesde, Jaurès et Sembat déposèrent le 8 février 1894, « au nom du conseil national du parti ouvrier français », une proposition de loi ayant pour but l'organisation du droit de grève dont l'article 1 était formulé en ces termes :

« Les travailleurs des deux sexes sont considérés comme constituant, du fait seul de leur emploi, des sociétés ouvrières par ateliers, usine ou concession minière. »

M. Jaurès avoue que, sous cette forme encore imprécise, c'est bien là la constitution légale des syndicats obligatoires quand il écrit :

« Nous avons été plusieurs, dans la dernière législature, à déposer un projet de loi qui rendait le syndicat obligatoire et

qui, par conséquent, le constituait mandataire légal et collectif des ouvriers. »

M. Raoul Jay dans un important article paru dans la *Revue d'Economie politique* en 1894 (1) pense que « l'industrie souffre de l'anarchie où l'a laissée la suppression pure et simple des corporations », il conclut que « l'inéluctable nécessité d'une organisation légale du travail finira par s'imposer à tous et que le xx^e siècle verra renaître des corporations tout inspirées de l'esprit démocratique moderne ».

On ne saurait méconnaître que de graves symptômes semblent donner raison à l'éminent professeur.

Nous avons vu, en effet, que la corporation avait surtout un caractère conservateur : elle défendait les droits de ses divers membres entre eux et veillait à ce qu'aucune des corporations voisines ne lésât ses intérêts.

De nos jours, les lois économiques donnent au syndicat un caractère de combat que n'avait pas la corporation.

La doctrine socialiste qui a voulu en faire un instrument de conquête sociale et politique devait forcément vouloir le syndicat obligatoire pour les ouvriers d'une même usine ou d'un même métier.

Mais, si l'on est d'accord en général pour déclarer que le régime du salariat moderne n'est pas la formule définitive des rapports qui doivent exister entre le capital et le

1. « L'organisation du travail par les syndicats professionnels. » *Revue d'Economie Politique*, 1894, t. VIII, p. 299 et suiv.

travail, le monde du travail tout entier n'a pas accepté comme une vérité, comme un dogme, la doctrine socialiste, et c'est pourquoi le syndicalisme socialiste est devenu, dès ses débuts, un organisme tyrannique puisqu'il voulait s'imposer à tous les ouvriers comme à tous les patrons.

De même au point de vue catholique. Nous vivons à une époque où nous ne pouvons imposer à une organisation sociale un caractère religieux. Si les catholiques sociaux sont partisans du syndicat obligatoire, c'est qu'ils ne peuvent pas séparer l'organisation sociale de la pensée religieuse parce que, chez eux, celle-ci domine celle-là.

Cette conception est impraticable pour la bonne raison que nous ne sommes plus une nation uniquement catholique, et ce serait faire violence aux consciences des individus, porter atteinte à leur liberté que de vouloir leur imposer une forme syndicale quelconque qu'elle fût socialiste ou catholique.

Ce sont là des idées qui ne sont pas de notre temps. Le progrès social repose sur le développement de la liberté individuelle et il ne faut pas que l'organisation sociale devienne tyrannique pour les individus. Il restera toujours en dehors de ces organisations des hommes qui voudront rester isolés mais que les nécessités du travail obligeront cependant à respecter les contrats intervenus et qui bénéficieront, malgré eux, des efforts et des progrès réalisés par le syndicat.

Mais le progrès social n'est pas seulement d'ordre maté-

riel, il est tout autant d'ordre moral. Il ne peut se faire par la Révolution.

Il y a aujourd'hui entre les divers commerces et les différentes industries d'un pays ou d'une région des rapports étroits, et les Chambres de capacité, composées des représentants ouvriers et patrons régionalement, pourront mieux apprécier et juger les besoins de l'industrie moderne que n'aurait pu le faire la corporation, tout au moins dans sa forme ancienne.

On ne peut objecter que l'œuvre des Chambres de capacité ne puisse apporter une amélioration considérable dans les rapports entre patrons et ouvriers ou employés.

C'est cette idée qu'exprimait M. Beauregard lorsqu'il disait (1) :

« Il est fâcheux qu'on ne laisse pas s'exercer librement les initiatives individuelles qui ont donné de bons résultats. Je désire autant que qui que ce soit la diminution de la journée de travail ; seulement, j'estime que toutes ces améliorations doivent être, non pas imposées légalement, mais obtenues par le libre jeu du contrat, au moyen des syndicats. »

Presque tout le monde semble, en effet, être d'accord sur ce point que, pour arriver au but final que poursuit la protection légale des travailleurs, le concours constant de deux forces est nécessaire : la loi proprement dite, et

1. Chambre des députés, *Officiel*, 1908. Première séance du 3 juillet : Discussion du projet de réglementation du travail.

la législation corporative préparée et étudiée par les représentants légaux de la profession.

Cette opinion fut, à diverses reprises, soutenue lors de la session du Conseil supérieur du travail en 1895 dont nous avons déjà parlé. M. Mesureur y démontra « cette nécessité moderne qui consiste à étudier les conditions du travail, à connaître l'opinion du monde du travail, par l'intermédiaire d'organes régulièrement et légalement constitués, ayant compétence et autorité pour formuler les désirs, les vœux et les souffrances des travailleurs ». On y arrivera « en apportant dans les questions ouvrières la libre discussion, en introduisant la délibération du haut en bas dans le monde du travail... »

M. Deville envisageait l'influence morale de cette réunion de patrons et ouvriers :

« Ce qui divise presque toujours patrons et ouvriers, disait-il c'est que l'un ignore ce que sait l'autre. S'ils pouvaient s'éclairer mutuellement, ils se rendraient à la réalité des choses et finiraient par s'entendre. »

Et, de fait, les délibérations prises par une sorte de Parlement professionnel ne peuvent que produire de bons résultats, et tous les travailleurs bénéficieront de règlements édifiés et d'avantages obtenus de part et d'autre par les discussions et les travaux de leurs représentants naturels dans les Chambres de capacité.

Les discussions ayant lieu entre patrons et ouvriers en nombre égal, on ne pourrait dire que la volonté des uns s'est imposée aux autres. Les intérêts des employeurs et

des employés sont les mêmes et il n'y a pas antagonisme, comme on le prétend dans certaines écoles, mais bien plutôt harmonie entre eux. M. Many exprimait cette opinion. Il faudrait, disait-il, « modifier la mentalité des travailleurs et des chefs d'industrie, faire leur éducation économique, leur apprendre par des contacts répétés à se mieux connaître et à s'apprécier. »

Les Chambres de capacité représenteraient effectivement le monde du travail puisqu'elles seraient élues non seulement par les membres des syndicats mais par tous les travailleurs de la profession.

Il y aurait d'ailleurs une injustice flagrante à ne donner le droit de vote qu'aux seuls membres des syndicats. Les syndicats ne représentent actuellement qu'une infime minorité de travailleurs et ils n'arriveront peut-être jamais à représenter d'une façon absolue la profession. Il semble donc qu'un conseil émanant seulement des syndicats ne serait pas qualifié pour parler au nom du monde du travail tout entier.

On peut souhaiter que, par suite de l'éducation ouvrière chaque jour plus intense, les ouvriers aillent de plus en plus au syndicat et que le syndicat devienne une nécessité morale pour l'ouvrier. Les différentes écoles sociales arriveront peut-être à ce résultat qui ne peut être obtenu par une loi. La loi qui rendrait le syndicat obligatoire serait, en effet, obligée de désigner le syndicat dans lequel doit entrer l'ouvrier et cela n'est pas possible. Il peut arriver dans la suite que le fait d'appartenir à une profession créera l'obligation et si, malgré tout, certains ouvriers restent en dehors des organisations syndicales on sera en

droit d'espérer que leur petit nombre même et l'exemple et le prosélytisme de leurs camarades pourront les amener à s'affilier à un syndicat dont ils comprendront enfin tous les avantages.

Nous ne pouvons mieux faire, en terminant ce chapitre, que de rappeler ici la pensée si fortement exprimée par M. Georges Howel :

« Les patrons qui refusent de reconnaître le droit d'association et les hommes qui refusent de reconnaître aux autres le droit de ne pas s'associer sont également dans leur tort. Ils semblent désirer la liberté pour eux-mêmes avec le pouvoir de contraindre les autres : les deux choses sont incompatibles. » Et il ajoutait ceci : « Un homme ne peut pas plus être obligé d'entrer dans un syndicat qu'on ne peut l'empêcher d'y entrer. L'Etat doit assurer à tous une égale liberté. »

CHAPITRE III

LES CHAMBRES DE CAPACITÉ ET L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE

C'est M. G. Japy qui a trouvé l'expression dont les jaunes se sont désormais servi et a désigné sous le nom de « Chambres de capacité » l'organisme dont ils demandent la création. M. Japy se basait sur une idée saine et juste qu'il résumait ainsi (1) : « Diminuer le pouvoir tyrannique de nos députés, de nos ministres et de leurs bureaux ; établir au-dessus de tout ce monde, toujours incompetent en fait d'intérêts matériels du pays, le contrôle et l'initiative des gens compétents, des intéressés, des travailleurs qui font vivre la France. Ces chambres éduqueraient en plus les ouvriers, les initieraient aux besoins de la vie agricole, industrielle et commerciale, ainsi qu'aux difficultés des temps présents. Le système des Chambres de capacité est un referendum permanent établi par les travailleurs dans le but de défendre leurs intérêts contre les empiètements et la mauvaise administration de l'Etat.

« La création des Chambres de capacité est essentiellement pratique et utilitaire ; c'est, je le répète, le referen-

1. G. Japy, *Les Idées jaunes*, p. 252, chez Plon-Nourrit, 1906.

dum de tous les travailleurs, leur contrôle sur leurs mandataires législatifs la plupart du temps incapables de défendre les véritables intérêts de la France. Cette organisation préparerait petit à petit la décentralisation tant de fois promise par nos gouvernements successifs. »

M. Biétry avait aussi exprimé cette idée dans le discours qu'il prononça à l'ouverture du Congrès des Jaunes de 1904, le 19 novembre (1) :

« Pour arriver à un résultat pratique, disait-il, il faudrait que la représentation nationale fût complètement modifiée dans son recrutement. Il faudrait que les travailleurs du commerce, de l'industrie et de l'agriculture eussent le droit d'envoyer à la Chambre un nombre de représentants proportionné à leur importance sociale et, par conséquent, qu'au lieu d'avoir autant de députés étrangers au monde du travail, la majorité de ceux-ci fût composée d'industriels, de commerçants, d'agriculteurs et d'ouvriers. Alors, les industriels, commerçants, agriculteurs et ouvriers seraient réellement représentés au Parlement, et comme ce sont eux qui, en grande partie, font vivre le pays, on serait sûr qu'avec eux les questions économiques, c'est-à-dire celles qui touchent réellement à la vie de la nation, seraient étudiées sérieusement. La politique diminuerait alors d'importance, et l'on pourrait entrevoir une ère de paix sociale.

C'est vers ce but qu'il faudrait tendre, et cela entraînerait une modification de notre système électoral, modification qui ne pourrait être votée qu'à la suite d'une dissolution des Chambres, les députés et sénateurs élus dans d'autres conditions étant plus ou moins intéressés à maintenir le *statu quo*.

1. P. Biétry. *Le Socialisme et les jaunes*, p. 227 et suivantes chez Plon-Nourrit, 1906.

Par conséquent, de ce côté, il y aurait de grandes difficultés à prévoir, mais il peut y avoir une étape intermédiaire.

Il ne faut pas oublier, en effet, qu'étant évolutionnistes, nous devons surtout rechercher le moyen d'arriver insensiblement et légalement à une représentation capable de prendre en sérieuse considération les desiderata du monde des travailleurs.

Pour cela, il suffit, en attendant mieux, que les ouvriers, les employés et les patrons, ainsi que les agriculteurs, s'entendent pour soutenir aux élections les candidats ayant leurs opinions politiques, qui seraient disposés à présenter à la Chambre leurs justes revendications. Dans ce cas, la représentation directe que les travailleurs n'ont pas deviendrait une réalité et ils seraient maîtres alors de leur destinée. »

Et M. Biétry ajoutait :

« Les collectivistes n'ont qu'un programme vague, et pourtant ils ont déjà de nombreux représentants à la Chambre. Combien les évolutionnistes seraient forts si leur programme à eux était nettement établi !... »

Il est à remarquer que les Chambres de capacité professionnelles que demandent les Jaunes ne sont pas seulement destinées à représenter les intérêts des ouvriers et des patrons. Toutes les professions libérales pourront y être représentées. Elle seraient donc l'émanation directe, complète de la nation tout entière et une catégorie quelconque de travailleurs ne pourrait se plaindre de voir ses intérêts lésés puisqu'elle y aurait ses mandataires chargés de les défendre. Ce serait comme la réunion, en sections distinctes des Chambres de commerce et d'industrie, des

conseils du travail, des Chambres d'agriculture — dont on réclame vainement depuis si longtemps la création, — en un mot, le groupement de toutes les professions qui peuvent être exercées dans la nation.

Ces groupements, ayant des intérêts professionnels distincts, délibéreraient séparément sur les questions qui intéressent les questions professionnelles. Chaque section discuterait l'application du principe imposé par la loi ; dans chaque section le groupe patronal et le groupe ouvrier délibéreraient d'abord séparément, puis, réunis, ils émettraient un vote qui serait obligatoire pour la profession tout entière dans la région représentée.

Pour les intérêts généraux, les sections seraient appelées à délibérer en commun.

Cette idée d'un Parlement professionnel suppose nécessairement la présence d'un organisme central, d'un organisme supérieur, chargé de voter le principe des lois et de réglementer les questions générales d'ordre intérieur et extérieur.

On sait que les Jaunes ont formulé cette pensée dans un article de leur programme ainsi rédigé : « Ramener l'Etat à un rôle de police intérieure et de politique extérieure. »

Il est à remarquer que, pour beaucoup, la détermination du domaine de l'intervention de l'Etat se ramène à une question de doctrine. Les individualistes restreignent le plus possible le domaine d'intervention de la puissance publique ; pour eux, l'intervention de l'Etat doit se borner à un rôle de défense, d'ordre et de justice ; il doit soi-

gneusement s'abstenir d'intervenir en matière économique.

Nous ne rappelons ici que pour mémoire l'opinion de ceux qui vont jusqu'à prétendre que l'évolution doit se poursuivre dans le sens de la disparition complète des fonctions de l'Etat.

Pour d'autres, au contraire, l'action de l'Etat doit aller s'élargissant de proche en proche jusqu'à absorber tous les modes d'action qui dépendent de la volonté et de l'initiative des individus. D'après les partisans de l'interventionnisme à outrance, tout ce qui est aujourd'hui création libre et spontanée de l'initiative individuelle disparaîtra pour faire place à des industries qui appartiendront à la collectivité.

Les Jaunes étant anti-étatistes sont donc amenés à combattre l'intervention de l'Etat partout où celle-ci pourrait se produire.

L'organisme central dont nous parlons plus haut aurait donc pour fonction d'émettre les principes législatifs ; il déclarerait par exemple : le repos hebdomadaire est obligatoire. Ce serait de l'application particulière de ce principe que seraient chargées les Chambres de capacité professionnelles.

Il est bien certain que ces Chambres seraient mieux qualifiées que n'importe quel Parlement pour l'application juste et raisonnée des principes et des lois. Les membres qui les composent sont plus à même que le législateur actuel de connaître une foule de détails qui ont une grande importance au point de vue pratique et qui n'entreraient pas en ligne de compte dans la discussion d'une loi géné-

rale. C'est ce que M. de Gailhard-Bancel exprimait à la Chambre des députés, lors de la discussion générale du projet de loi sur les retraites ouvrières, le 10 juillet 1905.

« Dans une loi générale, disait-il, la diversité est impossible ; l'unité, l'uniformité s'imposent d'une façon absolue. Vous ne pouvez pas dire dans une loi générale : la retraite commencera pour les uns à cinquante-cinq ans, pour les autres à soixante ou à soixante-cinq ans. Vous êtes obligés de dire d'une façon absolue : la retraite est à soixante ans pour tout le monde. J'estime que c'est regrettable. Il y a des professions dans lesquelles l'âge de soixante ans est très suffisant, mais il y en a d'autres où il faudra l'avancer. Il y a des professions insalubres, dont les membres n'arriveront jamais peut-être à cet âge de soixante ans. Ils auront versé leurs cotisations pour les autres, mais jamais pour eux-mêmes. En instituant, au contraire, des caisses professionnelles et régionales et en inscrivant dans la loi cette simple disposition : « Le taux et l'âge de la retraite seront fixés par les professions », immédiatement toute difficulté s'évanouirait. Il en serait de même pour les difficultés qui peuvent naître des systèmes de la capitalisation et de la répartition entre lesquels les professions pourraient choisir ou qu'elles pourraient combiner. »

M. Ferneuil émettait une idée analogue lorsque, dans la *Revue d'Economie politique*, il écrivait ceci :

« L'action de l'Etat a le double défaut d'être à la fois extérieure et mécanique ; comme tous les mécanismes agissant du dehors, elle se caractérise par son uniformité et sa rigidité. Or, les phénomènes économiques et sociaux, éminemment complexes et changeants, réclament précisément des organismes

pourvus d'une force spontanée et interne se distinguant par la variété et la souplesse de leurs allures. »

De même, dans la préface d'un livre intitulé *La division du travail*, M. Durkheim, professeur à la Sorbonne, a écrit ces quelques lignes extrêmement intéressantes :

« Les deux organes en rapport, — l'Etat et le groupement professionnel — doivent rester distincts et autonomes ; chacun d'eux a ses fonctions dont il peut seul s'acquitter. Si c'est aux assemblées gouvernementales qu'il appartient de poser les principes généraux de la législation industrielle, elles sont incapables de les diversifier suivant les différentes sortes d'industries.

C'est cette diversification qui constitue le rôle propre de la corporation. Cette organisation unitaire pour l'ensemble d'un même pays n'exclut aucunement la formation d'organes secondaires, comprenant les travailleurs similaires d'une même région ou d'une même localité et dont le rôle serait de spécialiser encore davantage la réglementation professionnelle suivant les nécessités locales et régionales. La vie économique pourrait ainsi se régler et se déterminer sans rien perdre de sa diversité. »

M. Paul Boncour, dans le *Fédéralisme économique* expose aussi cette théorie :

« Il faut reconnaître, écrit-il, que la solidarité existe aussi dans certains groupements sociaux, notamment dans les syndicats professionnels, que les membres d'une même profession sont vis-à-vis les uns des autres dans une dépendance réciproque, pour le moins aussi étroite que les habitants d'une même commune ; et l'on a pu voir dans le groupement professionnel le germe et l'embryon d'un groupement destiné à revê-

tir les mêmes attributs que les groupements politiques, et que déjà le rêve des sociologues a imaginé, recouvrant dans l'avenir les divisions territoriales, débordant leurs limites, peut-être leurs frontières, et rompant les anciens cadres sociaux dans une décentralisation jusqu'alors inconnue.

Puis M. Paul Boncour, dans une note, cite cette phrase de M. Funck-Brentano :

« Nulle part, je ne suis parvenu à découvrir une classe ouvrière homogène ; chaque métier a sa classe qui lui est propre. »

Et, dans la même note, après avoir cité un exemple tiré des « trades-unions » en Angleterre, il ajoute :

« Là encore, nous constatons le grand fait qui domine toute l'Economie sociale : la complexité des besoins et les différences de chaque industrie, différences qui demandent des solutions différentes, des organisations autonomes, des réglementations variées et qui s'expriment dans une solidarité propre à chaque groupement professionnel. »

Et M. Durkheim, dans son ouvrage que nous venons de citer un peu plus haut, nous montre ce que seront les corporations de métiers, rétablies sur des bases nouvelles.

« Les corporations de l'avenir auront une complexité d'attributions encore plus grande, en raison de leur ampleur accrue. Autour des fonctions proprement professionnelles viendront s'en grouper d'autres qui reviennent actuellement aux communes ou à des sociétés privées. Telles sont les fonctions d'assistance et de prévoyance qui, pour être bien remplies, supposent entre assistants et assistés, des sentiments de solidarité et une

certaine homogénéité intellectuelle et morale, comme en produit aisément la pratique d'une même profession. »

Il semble qu'aujourd'hui, la nécessité de la représentation des intérêts professionnels soit devenue pour tout le monde une vérité d'évidence aveuglante. Nous n'en voulons pour preuve que les paroles prononcées par M. Charles Benoist à la Chambre des députés le 26 mars 1909 lors de la discussion de l'interpellation de M. Rouanet à propos de la grève des agents des postes.

« Quand, disait M. Ch. Benoist, on réfléchit à la prédominance que prennent les questions économiques, quand on songe que, partout dans le monde, à cette heure, les questions économiques sont en train de passer au premier plan des questions politiques, si bien qu'il n'est pas excessif de dire que là où il n'y a plus de questions dynastiques posées, les questions économiques seront tôt ou tard, et plus tôt que tard, les seules grosses questions politiques ; quand on assiste à cette évolution, quand on se la représente clairement, on voit que le jour où les questions économiques seront définitivement passées au premier plan de toutes les autres questions, ce jour-là, la rupture d'équilibre apparaîtra plus évidente, plus éclatante encore entre les institutions politiques proprement dites et l'état social. Le parlementarisme d'ancien type, gauchement imité du parlementarisme anglais, qui convenait admirablement peut-être à l'Angleterre du ^{xvii}^e ou du ^{xviii}^e, qui convient déjà infiniment moins à l'Angleterre du ^{xix}^e ou du ^{xx}^e siècle, qui n'a jamais que médiocrement convenu aux nations continentales, on conviendra sans doute que ce type de parlementarisme a vieilli et qu'il faut essayer de rétablir l'équilibre, se rapprocher de la

réalité, en rapprochant de l'état social les institutions parlementaires, que le moyen de vaincre le syndicalisme en tant qu'il pourrait être dangereux et le moyen de l'utiliser en tant qu'il peut être bon ce serait de le diluer, *de l'absorber par une sorte de représentation des intérêts et des forces sociales, de combiner, de concilier ces deux puissances en donnant leur part et en faisant leur place dans l'état politique lui-même aux groupements professionnels...* »

Et, dans un article paru quelques jours après M. Charles Benoist revenait complaisamment sur le « rôle politique du syndicalisme ».

Lorsque je commençai il y a quinze ans, écrivait-il (1), mes études sur la « Crise de l'Etat moderne », je l'envisageai d'abord sous son aspect politique : l'organisation du suffrage universel. Et puis, j'en abordai le côté économique : l'organisation du travail. Mais la vérité est qu'il faut l'attaquer par les deux côtés et l'observer sous ses deux aspects à la fois, parce que la crise est *une* dans la réalité, parce que les deux révolutions, la révolution économique, qui s'exprime par la grande industrie concentrée, et la révolution politique, qui s'exprime par le suffrage universel, se sont rejointes en 1848 ; parce qu'enfin, pour traduire en termes abstraits mais expressifs ce qui en est résulté, le travail, le nombre, n'ont pas cessé, à partir de 1848 d'agir et de réagir l'un sur l'autre, ni tous les deux d'agir de plus en plus sur l'Etat.

Si les conséquences de cette jonction des deux mouvements et des deux éléments ne se sont pas révélées plus tôt d'une

1. « Les Syndicats et le Parlement » : Ch. Benoist. Le *Matin* du dimanche 4 avril 1909.

manière aussi éclatante, c'est que l'organe de relation de l'un à l'autre ne s'était pas encore formé ou développé, c'est qu'on ne savait pas encore par quel canal s'établirait, dans l'Etat, la communication du nombre au travail et du travail au nombre. Ce canal, la loi de 1884, tout doucement, l'a creusé et le syndicalisme, à présent, y coule à pleins bords.

Il faut le maintenir à son niveau, l'endiguer, et si, malgré tout, il déborde, le faire absorber par l'Etat. Il faut que l'Etat boive la mer, comme les polders de Hollande. Il faut diluer dans le parlementarisme le syndicalisme qui, livré à lui-même, minerait et ruinerait le parlementarisme. Il faut lui prendre ce qu'il a de bon et de sain, son eau claire, et, en le filtrant, ne lui laisser que son limon... »

M. Ch. Benoist avait essayé jadis de tracer le plan de cette opération (1).

« La Chambre des députés serait élue au suffrage universel direct par tous les citoyens, égaux, mais répartis, suivant leur profession, en un petit nombre de catégories très ouvertes, en six ou sept groupes très larges, embrassant tout le monde, ne laissant personne dehors, ne souffrant ni exclusion, ni privilège ; chacun de ces groupes devant tirer de son sein son représentant ; avec une double circonscription : la circonscription territoriale, déterminée par le département, et la circonscription sociale, déterminée par la profession. Le Sénat se recruterait à raison de trois sénateurs par département : le premier, par et parmi les conseils généraux, représentant le département lui-même, qui est la plus haute des unions locales administratives, le second, par et parmi les conseils municipaux.

1. Ch. Benoist : *La Crise de l'Etat moderne : l'organisation du suffrage universel*, 1896 ; *l'Organisation de la Démocratie*, 1900.

paux, représentant cette union locale primitive et, pour ainsi dire, naturelle, la commune ; le troisième, par et parmi les unions sociales ou professionnelles : académies, universités, barreaux d'avocats, chambres de notaires et d'avoués, chambres de commerce, conseils de prud'hommes, syndicats ou vriers, etc. La force des choses qui peu à peu nous écarte d'une forme de gouvernement représentatif usée, vidée et dis créditée, peu à peu aussi nous en apportera, grâce à un mode de suffrage meilleur, une forme plus jeune, plus pleine, plus riche en œuvres et en hommes. Quand donc ? Dans un délai qui sera peut-être assez long, qui sera peut-être de beaucoup plus court qu'on ne l'imaginerait. Nous allons beaucoup plus vite qu'on n'eût osé le prédire, vers le suffrage universel organisé, vers la représentation réelle du pays, du pays vivant tout entier, vies individuelles et vies collectives. Le but se rapproche. Toutefois, nous le voyons encore comme au bout, comme au sommet d'une grande pente où l'on gravit par des plans successifs. Autrement dit, entre le point où nous sommes et cette solution intégrale qui s'imposera un jour, s'interposent échelonnées, étagées, diverses solutions moins complètes, moins satisfaisantes, accessoires ou provisoires, demi-solutions si l'on veut, mais qui nous seraient au moins des haltes de repos dans le chemin. La représentation proportionnelle est une de ces haltes. Elle est la première de ces étapes aujourd'hui entamée, sinon à demi parcourue. Sans aller jusqu'à dire que ce soit l'organisation définitive du suffrage universel, ni la forme la plus parfaite de cette organisation, il est néanmoins certain que, par rapport à ce que nous avons, elle constituerait déjà un très grand progrès.

Ce progrès, nous ne le tenons pas encore tout à fait mais

nous y touchons. Une fois acquis, tout contribuera à ce qu'il en sorte un progrès plus grand. Quel empêchement fait obstacle à ce que la représentation proportionnelle puisse se combiner avec une représentation plus organique qui, proportionnelle non plus seulement aux opinions politiques mais « à tout ce qui, en nous, est humanité, vie et force sociale », réalisera, par leur union, autant qu'il peut être réalisé, le type idéal de l'organisation du suffrage universel (1) ».

Aussi M. Charles Benoist terminait-il l'article dont nous parlons plus haut par ces quelques phrases qui montrent l'actualité du problème que nous étudions :

« Les événements se sont précipités au cours des trois dernières années. Une lueur a passé sur l'abîme. Ce que je devinais auparavant, maintenant je le distingue. Les données du problème sont devenues visibles, tangibles et comme matérielles. Tout cela s'enchaîne en système, fortement. Connaître le chemin n'est pas l'avoir fait, mais voici le chemin : de l'anarchie à l'ordre nouveau, de la Révolution à l'état moderne, du suffrage universel inorganique au suffrage universel organisé par la représentation proportionnelle et la représentation professionnelle. »

1. Rapport Ch. Benoist sur la représentation proportionnelle, 1905.

CHAPITRE IV

LES CHAMBRES DE CAPACITÉ ET L'ORGANISATION RÉGIONALE

Les Jaunes-Propriétistes ont repris le vieux principe de l'organisation régionale qui a, maintes fois, été mis en cause et a toujours trouvé des défenseurs ardents et convaincus, et des adversaires irréductibles.

On ne saurait, disent-ils, codifier d'une façon uniforme pour tout un pays. Les différentes régions de ce pays — même en ce qui concerne des professions semblables — ne sont pas placées dans les mêmes conditions d'existence générale.

« Les jaunes ont toujours dit, écrivait M. Biétry à propos des événements du Midi et de la campagne menée par la Confédération générale des Vignerons, en 1907, les jaunes ont toujours dit que les intérêts économiques du Midi et du Nord, de l'Est et de l'Ouest, du centre et des colonies sont antagonistes et que l'Etat anarchique d'aujourd'hui, que l'Etat livré au parlementarisme le plus aveugle et le plus omnipotent, était incapable de concilier ces intérêts pour le plus grand bien des intéressés en même temps que pour le plus grand bien du Pays. »

Et M. Biétry ajoutait aussitôt :

« Le Midi en cherchant à faire prévaloir seul ses intérêts par l'union des intéressés de toute catégorie a réalisé sans le savoir une partie du programme jaune, le Nord se prépare à en faire autant. »

Il semble donc bien évident que, lorsqu'il s'agit des lois sociales et ouvrières, on doit d'abord s'occuper de connaître les conditions d'existence générale étant donné que certaines contrées, certaines régions sont plus favorisées que d'autres à ce point de vue.

Nous allons voir par l'examen de quelques tableaux de statistique générale publiés par l'Office du travail que les salaires varient pour une même profession dans le même pays, et que cette variation dépend pour beaucoup, sinon pour le tout, du coût de la vie dans la région.

Les départements sont divisés en 7 groupes comme il suit :

Premier groupe. — Seine.

Deuxième groupe. — Seine-et-Oise.

Troisième groupe (11 départements). — Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Côte-d'Or, Gard, Gironde, Indre-et-Loire, Loire-Inférieure, Marne, Rhône, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne.

Quatrième groupe (21 départements). — Aisne, Ardennes, Aube, Calvados, Charente Inférieure, Doubs, Eure, Eure-et-Loire, Hérault, Isère, Loire, Loiret, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Nord, Oise, Savoie, Haute-Saône, Var, Yonne.

Cinquième groupe (12 départements). — Aude, Belfort, Charente, Drôme, Haute-Garonne, Jura, Loir-et-Cher, Maine-et-Loire, Pyrénées-Orientales, Haute-Saône, Vaucluse, Vosges.

Sixième groupe (24 départements). — Ain, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Allier, Ardèche, Ariège, Aveyron, Cher, Indre, Haute-Loire, Lot-et-Garonne, Manche, Nièvre, Orne, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Saône-et-Loire, Sarthe, Deux-Sèvres, Somme, Vendée, Vienne, Haute-Vienne, Tarn.

Septième groupe (17 départements). — Cantal, Corrèze, Corse, Côtes-du-Nord, Creuse, Dordogne, Finistère, Gers, Ille-et-Villaine, Landes, Lot, Lozère, Mayenne, Morbihan, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Tarn-et-Garonne (1).

C'est la valeur des salaires, tant des manoeuvres que des ouvriers de métier qui permet d'établir cette division des départements en 7 groupes.

Un autre tableau nous permettra mieux d'apprécier ces concordances. C'est celui qui établit la relation du salaire avec la population et l'habitation dans ces différents groupes.

Relation du salaire avec la Population et l'Habitation

Groupes de départements	Salaire ordinaire		Nombre moyen d'habitants par kilomètre carré	Pourcentage moyen de la population urbaine par rapport à la population totale	Valeur locative moyenne	
	du manoeuvre	de l'ouvrier de métier			par imposé	par habitant
	fr. c.	fr. c.	francs	francs	francs	francs
1 ^{er} groupe (Seine). . .	5,00	7,50	6.607	99	974	180
2 ^e groupe (S. et O.).	3,60	6,10	112	39	363	114
3 ^e groupe »	3,35	4,50	106	50	221	64
4 ^e groupe »	3,00	4,00	73	37	152	44
5 ^e groupe »	2,75	3,90	59	29	123	35
6 ^e groupe »	2,50	3,50	61	24	109	29
7 ^e groupe »	2,20	3,10	58	18	93	22

1. *Salaires et durée du travail dans l'industrie française*, t. IV, p. 240, 243 et 259. Publié par l'office du travail. Paris, chez Berger-Levrault, 1897, in-8°.

De même il est évident que le taux des salaires dépend dans une certaine mesure du coût de la vie dans un pays. La division des départements en 7 groupes que nous avons énumérés plus haut nous fournit à cet égard une preuve nouvelle de l'influence certaine du prix de la vie sur le taux ordinaire de la journée de travail dans les différents groupes.

Comparaison des sept groupes de départements formés à l'aide de l'évaluation des salaires, au point de vue du coût de l'existence, soit d'après les prix des denrées, soit d'après les prix des pensions.

Groupes	Indice de la dépense annuelle d'une famille d'après les prix en gros des denrées	Indice de la dépense par jour de l'ouvrier isolé, d'après les prix de pension	Indice du salaire ordinaire	
			du manoeuvre	de l'ouvrier de métier
	francs	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1 ^{er} groupe.	1.860	3,00	5,00	7,50
2 ^e groupe.	1.700	3,00	3,60	6,10
3 ^e groupe.	1.450	2,50	3,35	4,50
4 ^e groupe.	1.390	2,25	3,00	4,00
5 ^e groupe.	1.400	2,30	2,75	3,90
6 ^e groupe.	1.330	2,05	2,50	3,50
7 ^e groupe.	1.350	1,55	2,20	3,10

Pour en revenir à une réalisation pratique de la théorie régionaliste, prenons, par exemple, le cas des ouvriers agricoles dans le projet de loi sur les retraites ouvrières. Il est bien évident qu'avec une loi générale, rigide comme est toujours la loi, on se heurtera à des difficultés inex-

tricables quand il s'agira de cette catégorie d'ouvriers et quand on se trouvera en présence des travailleurs de l'agriculture, petits propriétaires, journaliers, fermiers, métayers, qui sont tous dans des situations extrêmement intéressantes et très différentes. A la campagne, dans les pays de petite et de moyenne culture, le patron n'est souvent pas plus riche que l'ouvrier ; parfois même, le sort de l'ouvrier est meilleur parce qu'il est assuré de recevoir le prix de sa journée. Tandis que le patron ne sait pas ce qu'il pourra récolter.

C'est dans ces conditions qu'on voudrait obliger le petit patron, le fermier ou métayer, à faire un versement pour la retraite de l'ouvrier qui peut-être est plus à l'aise que lui, qui peut-être est patron lui-même et qui va chercher, en s'employant ailleurs, un petit supplément de ressources.

Avec une loi organisant les retraites par profession et par région, toutes ces difficultés seraient levées bien vite, et les solutions qui s'adaptent aisément à ces situations si diverses seraient bien vite trouvées. Comme le disait fort bien M. de Gailhard-Bancel à la Chambre le 10 juillet 1905, « avec une loi générale, vous n'arriverez jamais à résoudre les questions qui se posent si multiples et si variées ; vous n'arriverez qu'à une chose : faire des mécontents de tous ceux auxquels s'appliquera votre loi. »

L'orateur qui prononçait ces paroles expliquait ainsi sa pensée :

« Il faut chercher un système qui sauvegarde à la fois les droits des individus et les libertés locales, et ce système,

c'est celui de l'organisation des retraites par régions et par professions. »

La France serait divisée en un certain nombre de régions ; dans chacune de ces régions, les individus seraient groupés par professions, et chaque profession organiserait pour ses membres les retraites comme ceux-ci l'entendraient. Des commissions professionnelles cantonales seraient à la base de l'organisation ; elles donneraient des avis et nommeraient des commissions professionnelles régionales qui coordonneraient ces avis, qui fixeraient, pour chaque profession, l'âge et le taux de la retraite, les cotisations à demander soit aux patrons, soit aux ouvriers, leur mode de perception, les conditions auxquelles des dispenses d'effectuer les versements pourraient être accordées et, enfin, créeraient les caisses régionales et professionnelles de retraites.

Ces caisses seraient autonomes ; elles seraient administrées par les délégués de la profession, encaisseraient les cotisations, les emploieraient comme cela se pratique en Allemagne à des œuvres, à des institutions locales, à des travaux locaux, et assureraient ainsi le service des retraites pour les membres de la profession ; grâce à ce système, on échapperait non seulement aux inconvénients et aux dangers d'une caisse d'Etat unique, mais encore l'âge et le taux de la retraite pourraient varier suivant les régions, suivant les professions dans la même région et personne ne songerait à se plaindre de ces différences, par la raison qu'elles auraient été voulues et décidées par les intéressés eux-mêmes.

Il y a plus, la souveraineté de la profession, en cette

matière des retraites, pourrait s'affirmer encore par l'acceptation ou par le rejet du principe de l'obligation. Pourquoi ne serait-il pas admis, si l'obligation était inscrite dans la loi, qu'une majorité importante dans la profession pût en affranchir tous ses membres ? Les caisses régionales enfin seraient reliées entre elles par un office central des assurances qui administrerait une caisse centrale, une caisse de réassurance qui viendrait en aide, à certains moments, aux caisses régionales qui seraient aux prises avec des difficultés exceptionnelles.

Mais, se demandait alors M. de Gailhard-Bancel, que devient l'Etat dans ce système ? et est-il possible d'admettre qu'il soit à ce point annihilé ?

« L'Etat et le gouvernement auront à assurer l'exécution de la loi qui aura établi cette organisation ; et, en prenant l'initiative de constituer les groupements professionnels, en les aidant à préparer la fondation de leurs caisses de retraites dans les diverses régions, l'Etat aura bien assez à faire, et, ce faisant, il se déchargera sur ceux auxquels elle appartient, d'une besogne qui n'est pas la sienne.

« Il conservera, d'ailleurs, son droit de surveillance, de contrôle, d'homologation des décisions prises par les commissions et par les caisses professionnelles, et, en exerçant ces droits, il sera dans son rôle.

« Il pourra aussi participer de ses deniers — les deniers des contribuables — à venir en aide aux Caisses régionales, soit par l'intermédiaire de l'Office central, soit directement.

« De la sorte, gens et choses seront à leur place ; individus, associations, syndicats, groupements rempliront leurs fonctions, l'Etat remplira la sienne, sans empiéter sur un terrain qui ne lui appartient pas, et nos provinces, transformées en régions, retrouveront en même temps une vie nouvelle et s'affranchiront peu à peu par cet effort de « self-government » en matière de retraite, de la tutelle administrative et de la bureaucratie qui les atrophient et qui les tuent ».

Et M. de Gailhard-Bancel concluait ainsi :

« Et, pourquoi l'organisation professionnelle et régionale des retraites ne serait-elle pas le point de départ d'une organisation professionnelle et régionale plus complète, grâce à laquelle les professions dans chaque région se gouverneraient elles-mêmes, fixeraient le régime et les conditions du travail, et, par une collaboration intime et continue des patrons et des ouvriers dans l'étude et le règlement de ces questions, ramèneraient la paix et l'harmonie dans notre pauvre pays, si profondément agité et troublé par les luttes sociales ?

Pourquoi, enfin, cette décentralisation professionnelle n'aboutirait-elle pas à la décentralisation administrative et à l'établissement des Chambres régionales qui, recrutées parmi les membres les plus distingués des professions, seraient singulièrement plus influentes et plus puissantes que nos conseils généraux, tombés entièrement aujourd'hui aux mains des préfets, et mettraient fin au règne lamentable des politiciens ?

Il s'agit de commencer et il y a, ce nous semble, dans cette

question des retraites posée aujourd'hui et qu'il faudra résoudre, il y a pour les amis du mouvement régionaliste, une occasion de passer de la théorie à la pratique. »

CHAPITRE V

LES THÉORICIENS DU SYSTÈME JAUNE

L'étude de l'institution des Chambres de capacité n'a jamais été poussée très loin jusqu'à présent, et l'on pourrait dire qu'elle est restée un simple article du programme des Jaunes.

Cette question touche plutôt à l'ordre constitutionnel, c'est ce qui explique que cette réforme ait été quelque peu laissée de côté par les Jaunes occupés par des problèmes plus actuels et d'une réalité plus tangible.

C'est M. Gaston Japy qui a le premier abordé l'étude générale de la question dans son livre *Les Idées jaunes* (1).

« Il faudrait, écrit-il, former ce que j'appellerai des Chambres de capacité.

Ces Chambres régionales seraient organisées de la façon suivante : chaque citoyen âgé de vingt-cinq ans serait obligé de se faire inscrire, s'il voulait contribuer à la nomination de ces chambres, à un groupement corporatif patronal, ouvrier ou indépendant. Ces groupements comprendraient, agriculture, commerce, industrie, professions libérales, fonctionnaires. Chaque profession élirait un nombre de représentants propor-

1. Gaston Japy. *Les Idées jaunes*, p. 248 et suiv.

tionnel à son importance dans la région. L'expérience venant avec l'âge, tout citoyen de vingt-cinq à trente ans aurait une voix ; de trente à quarante, deux voix ; trois voix, au-dessus de quarante ans. Notre constitution reconnaît ce principe puisqu'il faut quarante ans pour être sénateur.

Le pays étant divisé en 20 régions, chaque région comprendrait environ 500.000 électeurs au-dessus de vingt-cinq ans. Les Chambres de capacité renfermeraient des citoyens au courant de tous les besoins économiques du pays, au nombre de 50 environ. Les ouvriers qui s'y trouveraient défendraient non seulement les intérêts de leurs camarades de l'atelier ou des champs, mais se mettraient au courant des affaires du pays, s'instruiraient, s'éduqueraient...

Après chaque session de ces Chambres consultatives, les ouvriers rentrant dans leurs ateliers instruiraient leurs camarades, et petit à petit ces utopies qui arrêtaient l'émancipation des prolétaires s'évanouiraient. Toutes les lois fiscales, tous les traités de commerce, les tarifs de douanes et les lois concernant le travail, les projets de grands travaux d'intérêt public seraient soumis à ces chambres avant d'être discutés à la Chambre des députés.

Chaque Chambre de capacité enverrait à la Chambre son rapport...

Si les demandes de la majorité des Chambres de capacité étaient modifiées par les députés, les lois votées contrairement à ces avis devraient être soumises aux Chambres de capacité et si elles rejetaient ces lois en majorité, MM. les députés recommenceraient à les discuter. Si le conflit se prolongait, la décision ne pourrait être prise que par une nouvelle Chambre des députés...

Les Chambres de capacité se réuniraient quatre fois par an, examineraient les projets que l'Etat aurait à leur soumettre et auraient le droit d'envoyer à la Chambre des députés, des rapports, des vœux sur toutes les questions fiscales, sur les lois concernant le travail et les grands travaux.

Toute manifestation politique, toute discussion religieuse seraient interdites à ces assemblées du travail et des intérêts matériels du pays. Aucun traitement ne serait donné aux membres des Chambres de capacité; toutefois, les délégués ouvriers recevraient une indemnité de 10 francs par jour payés par une contribution prélevée sur les patrons et ouvriers des corporations.

Un industriel ou commerçant pourra recevoir sur sa demande la même indemnité s'il paie moins de 300 francs d'impôts directs par an.

Les membres ouvriers seraient élus par les patrons sur une liste établie par les ouvriers et contenant 10 fois plus de noms qu'il y aurait de délégués ouvriers à élire. De même, les membres patrons seraient élus par les ouvriers sur une liste établie par les patrons et contenant 10 fois plus de noms qu'il y aurait de délégués patrons à élire.

Les fonctionnaires seraient divisés en deux classes : d'une part ceux dont le traitement est supérieur à 2.000 francs et d'autre part ceux dont le traitement est inférieur à cette somme. Ils nommeraient leurs délégués d'après un système semblable à celui employé pour les patrons et ouvriers.

« Les professions libérales pourraient avoir des délégués par professions : médecins, avocats, etc., etc...

Il y aurait beaucoup à dire sur ce projet que nous avons cité à titre documentaire. Son auteur n'a pu, à cause

même de l'exiguité du cadre de son ouvrage, entrer dans les détails d'une organisation complète et quelques-uns de ses points ne sont que l'expression de la pensée personnelle de l'auteur.

Le congrès de 1906 a commencé l'étude de la question. M. A. de Guigné y avait présenté un travail très intéressant et très documenté sur les bases régionales que l'on pourrait donner aux Chambres de capacité au point de vue de la répartition des professions.

« Nul n'est mieux placé, disait-il, pour comprendre, savoir et poursuivre ce qu'il lui faut et ce qui lui est dû, que celui qui est immédiatement intéressé. C'est pourquoi, il est de la plus haute importance qu'il soit créé dans chaque corps de métier ou profession, des Chambres de capacité. Composées d'ouvriers d'une part et de patrons de l'autre, ces Chambres de capacité auront pour objet d'étudier, d'élucider, de proposer toutes les questions professionnelles ayant pour but, l'amélioration, le progrès, la défense ou la conquête soit au point de vue du personnel, soit au point de vue de l'industrie ou du travail. »

Le rapporteur concluait à son tour :

« La commission propose à l'assemblée de jeter immédiatement les bases de la création d'un certain nombre de Chambres de capacité destinées à représenter les intérêts généraux ouvriers par profession. Ces Chambres vivraient sous le régime de la loi sur les associations. »

M. Biétry, lorsqu'il prit la parole, exprima le regret que le congrès n'eût pas le temps nécessaire pour une étude aussi serrée et des résolutions si importantes :

« C'est, dit-il, un travail de longue haleine, demandant plus de méthode et de patience que de discussions. Il conviendrait donc de modifier le vœu et de dire que le congrès donne mandat à la Fédération des Jaunes de France de travailler à la constitution des Chambres de capacité. »

Ce projet fut adopté.

.

Aucune étude approfondie de la question n'ayant été faite jusqu'à présent, j'ai pensé qu'il serait peut-être intéressant de rédiger une sorte de projet sur les Chambres de capacité. Je me suis inspiré pour le faire des documents et comptes rendus officiels des différents congrès et je m'excuse d'avance si je n'ai pas exactement interprété les idées des organisateurs du mouvement jaune-propriétiste auxquels je me permets d'adresser ici mes remerciements pour la bonne grâce avec laquelle ils ont accueilli mes demandes et m'ont fourni tous les renseignements demandés.

Projet sur les Chambres de capacité

ARTICLE PREMIER. — Les Chambres de capacité sont de petits Parlements régionaux composés par les élus des différents intérêts de la région, intérêts particuliers et collectifs ; corporatifs, individuels ou professionnels, intérêts agricoles, intérêts commerciaux, intérêts industriels, intérêts des propriétaires et de ceux qui ont une profession libérale, etc. (1).

1. Pour l'établissement des Chambres de capacité, la France serait divisée par exemple en 20 régions. Ces régions seraient

ART. 2. — Pour être électeur, il faut être âgé de vingt-cinq ans accomplis et jouir de la capacité civile et politique. Les femmes qui remplissent ces conditions pourront de même être électeurs.

Il sera établi, par profession et par localité, des listes électorales où pourront se faire inscrire ceux qui justifieront de l'exercice du métier pour lequel ils voudront être électeurs. Les anciens ouvriers pourront aussi continuer à être inscrits sur les listes sur lesquelles ils auront figuré.

Les listes seront permanentes.

Toute personne désirant se faire inscrire sur la liste d'une autre profession ou sur celles d'une autre localité par suite de changement de domicile, devra d'abord justifier de la profession pour laquelle elle entend exercer son droit d'électeur et ensuite produire un certificat constatant que son nom ne figure plus sur aucune autre liste.

Pour faire acte de candidat, il faut de même, obligatoirement, appartenir à la profession où à la catégorie d'intérêts en cause et en justifier.

ART. 3. — Une liste des catégories et professions éligibles sera tenue à jour et publiée dans les régions intéressées par une commission de fonctionnaires désignés à cet effet et appartenant aux différents ministères.

ART. 4. — Chaque profession élit un nombre de représentants proportionnel à son importance dans la région. Cette proportionnalité est établie par les soins de la commission de l'article précédent.

formées en associant autant que possible les intérêts agricoles, industriels et commerciaux... etc., et en tenant compte des moyens de communication et de transport.

Chaque syndicat ouvrier, professionnel, industriel, agricole, commercial... etc., a droit à un représentant en sus de celui de la profession en elle-même lorsqu'il compte un nombre d'adhérents supérieur à s'il s'agit d'un syndicat ouvrier et à lorsqu'il s'agit d'un syndicat patronal (1).

ART. 5. — De vingt-cinq à quarante ans, les représentants élus aux Chambres de capacité disposent d'une seule voix ; au-dessus de quarante ans, de deux voix (2).

ART. 6. — Chaque Chambre de capacité légifère au premier degré sur tous les intérêts représentés dans son sein et sur les intérêts généraux de la région.

Chaque profession représentée discute séparément. Sur les seules questions intéressant la région d'une manière générale les représentants des professions élus aux Chambres de capacité seraient appelés à discuter en assemblée plénière.

ART. 7. — Chaque profession réunirait ses représentants en un conseil. Ceux-ci éliraient eux-mêmes leur bureau. Les délibérations seraient prises à la majorité absolue des voix des représentants présents.

L'assemblée plénière élit elle-même son président. Son bureau est composé par les présidents en exercice de chacune des professions représentées.

ART. 8. — Ses délibérations terminées, chaque Chambre de

1. Mesure destinée à encourager les associations existantes et à provoquer la création d'associations nouvelles.

2. Ce principe serait adopté pour incliner les électeurs à élire de préférence des hommes déjà expérimentés. Il ne choque pas la représentation démocratique puisque, actuellement, la Chambre des députés est contrôlée par le Sénat élu sur le régime du minimum d'âge.

capacité les transmet au Parlement national qui doit les mettre d'accord avec les intérêts nationaux.

Si les délibérations motivées, adoptées par la Chambre de capacité sont modifiées par le Parlement national, elles doivent, avant leur promulgation définitive, revenir devant la Chambre qui étudie à nouveau la question (1).

Si le conflit se prolonge, il est arbitré souverainement par un nouveau Parlement.

Bien que nous ayons essayé de montrer dans les chapitres précédents tous les avantages que l'on pourrait retirer de l'institution des Chambres de capacité, il n'est peut-être pas inutile de les rappeler brièvement en terminant cette étude.

Un des premiers serait, nous semble-t-il, celui qui résulterait de la décentralisation accomplie par la création de cet organisme de représentation des intérêts professionnels.

En divisant la France en une vingtaine de régions correspondant aux intérêts économiques et géographiques et aux principaux centres urbains cette décentralisation économique, dont on ne saurait nier l'action bienfaisante,

1. Ce système de délibérations aurait cet avantage que, prises, exposées et étudiées d'abord par des compétences, elles éviteraient au Parlement politique incompétent de sacrifier, comme cela se fait souvent aujourd'hui, les intérêts économiques d'une région au profit d'une autre, ou de les sacrifier tous dans toutes les régions par des lois générales qui ne peuvent s'adapter aux intérêts généraux de la nation, des particuliers, des industries et de l'agriculture.

amènerait avec elle la décentralisation administrative qui en serait en quelque sorte la suite logique et nécessaire.

Nous avons parlé d'un Parlement national chargé d'harmoniser les délibérations prises par les différentes Chambres de capacité. On peut entendre cette expression de différentes manières. L'essentiel serait que ce Parlement national soit issu d'un collège électoral purement politique et différent en cela du collège électoral des Chambres de capacité. Il deviendrait ainsi le contrôleur et, dans certains cas, le recours contre les actes des assemblées régionales.

Un autre avantage des Chambres de capacité serait encore la possibilité pour tous les citoyens appartenant aux catégories qui, par des moyens variés, participent à la fortune du pays, de contrôler, d'étudier la marche des mouvements économiques, de les prévoir, de les adapter aux intérêts en cause et à la politique générale.

Les Chambres de capacité seraient, par leur institution même, un referendum permanent des capacités, des compétences, des intelligences et des intérêts, contrôlant et facilitant l'exercice du pouvoir au Parlement politique national.

Il y aurait de plus un avantage de premier ordre pour les ouvriers à confronter leurs intérêts professionnels avec les intérêts contradictoires. Ce serait un moyen pour eux d'étudier les affaires, de s'instruire des difficultés et du jeu des différents facteurs de la production. Ils apprendraient à y connaître les lois qui régissent le capital et le travail, celles qui président aux phénomènes économiques de la production, de la vente et de l'échange.

Ce serait l'utilisation de toutes les énergies et de toutes les intelligences dans les questions qui intéressent la région d'abord, la France ensuite. La réunion des intérêts de toutes catégories, leur contact permanent leur démontreraient qu'au-dessus des intérêts particuliers à chacune des professions, il y a l'intérêt général de la nation et que celui-ci ne saurait être sacrifié à ceux-là ; que c'est par une série de mutuelles concessions que la bonne harmonie peut régner entre les divers éléments d'une même nation, qu'il y a moyen d'en concilier les intérêts et qu'en aucune circonstance, il ne faut en venir aux mesures extrêmes d'un côté comme de l'autre.

Au point de vue de l'arbitrage dans les conflits du travail on peut voir encore les réels services que rendraient les Chambres de capacité. Ce serait parmi leurs représentants que patrons et ouvriers viendraient choisir les arbitres les mieux qualifiés pour défendre leurs intérêts respectifs et les concilier. Ces solutions amiables seraient acceptées par les parties avec d'autant plus de facilité et les accords qui s'ensuivraient seraient d'autant plus durables qu'ils auraient été conclus par des professionnels en la probité desquels il y aurait lieu d'avoir toute confiance.

.

Les Jaunes-Propriétistes n'ont pas encore abordé de front la question des Chambres de capacité : ils ont simplement posé le principe, les détails de l'application seront réglés au jour venu. Ils ont fait en l'occasion œuvre de bon sens et de raison. Ne dit-on pas, en effet, que ceux qui veulent apercevoir les moindres détails d'une chose dont

ils sont éloignés sont des visionnaires ou des utopistes. Chaque chose vient en son temps. Les Chambres de capacité verront le jour quand la réforme à introduire dans les mœurs aura mûri dans les esprits. Il est indéniable qu'il existe actuellement un mouvement de l'opinion en faveur de cette idée de la représentation des intérêts professionnels.

Nous en avons noté les manifestations au cours de cette étude. Nous nous garderons bien d'assigner une époque à son avènement. Il nous suffit de constater l'existence d'un état d'esprit auquel il faudra tôt ou tard donner satisfaction.

Vu le Président de la thèse
A. SOUCHON

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer.
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

BELGIQUE

Payen. — Thèse de doctorat. Paris, chez Rousseau, 1899.
Les conseils de l'industrie et du travail en Belgique.

Comptes rendus du Conseil supérieur du Travail belge, à
Bruxelles, Weissenbrück.

La Revue du Travail. Bruxelles, de 1896 à 1907.

Varlez (L.). — A Iéna, chez Fischer, 1904. L'organisation
de l'industrie et du travail, en Belgique.

Morisseaux. — Bruxelles, 1890. Les conseils de l'industrie
et du travail.

Le Moniteur. — Chambres des représentants. Documents.
Session de 1906-1907.

HOLLANDE

Bernhard Harms (D^r). Professeur à l'Université de Tubingen. « Les Chambres du travail en Hollande » à
Iéna, chez Fischer, 1904.

ALLEMAGNE

Snickers (M. Alex). — Les Chambres de métiers.

ETATS-UNIS

Mac Clure's Magazine, juillet 1904.

FRANCE

Ouvrages

- Depasse* (H.). — *Chambres et Conseils du Travail*. Paris, 1895.
- Jay* (R.). — *La Protection légale des Travailleurs*. Paris, 1904.
- Benoist* (Ch.). *La Crise de l'Etat moderne. L'organisation du Travail*. Paris, chez Plon-Nourrit, 1905.
- Biétry* (Pierre). — *Le Socialisme et les Jaunes*. Paris, chez Plon-Nourrit, 1906.
- Japy* (Gaston). — *Les Idées jaunes*. Paris, chez Plon-Nourrit, 1906.
- Depping* (G.). — *Le Livre des métiers d'Etienne Boileau*, Paris.
- Boncour* (J.-Paul). — *Le Fédéralisme économique*. Paris, chez Alcan, 1901.

Documents parlementaires

- Proposition *Jules Roche*, 24 novembre 1891. Chambre, 1891.
Documents parlementaires, n° 1753.
- Proposition *Mesureur*, 14 décembre 1891. Chambre, 1891.
Documents parlementaires, n° 1799.
- Rapport *Lockroy*, 23 janvier 1892. Chambre, 1892. Documents parlementaires, p. 194.
- Proposition *Mesureur*, 20 janvier 1894. Chambre, 1894.
Documents parlementaires, n° 276.
- Projet *Lebon*, 8 janvier 1895. Ch., 1895. Doc. parl., n° 1465.
- Proposition *Michelin*, 7 novembre 1895. Chambre, 1895. Documents parlementaires, n° 1592.

- Rapport *Ch. Ferry*, 23 mars 1896. Chambre, 1896. Documents parlementaires, n° 1862.
- Proposition *Bovier-Lapierre et Ferry*, 22 novembre 1898. Chambre, 1898. Documents parlementaires, n° 408.
- Rapport *Millerand* et Décret du 17 septembre 1900. Journal officiel du 18 septembre 1900.
- Arrêté du Ministre du Commerce du 17 octobre 1900. Journal officiel du 18 octobre 1900.
- Décret du 2 janvier 1901. Journal officiel du 5 janvier 1901.
- Arrêté du Ministre du Commerce du 2 février 1901. Journal officiel du 2 février 1901.
- Circulaire ministérielle du 25 février 1901. Journal Officiel du 6 mars 1901.
- Séance de la Chambre du 23 novembre 1900.
- Proposition *Bérenger*, 29 mars 1901. Sénat. Documents parlementaires, n° 198.
- Rapport *Francis Charmes*, 19 décembre 1901. Sénat, 1901. Documents parlementaires, n° 462.
- Sénat : Discussion au Journal officiel du 7 au 13 novembre 1903.
- Projet *Waldeck-Rousseau-Millerand* (Réforme des Syndicats) du 14 novembre 1899. Chambre. Documents parlementaires, n° 1185.
- Rapport *Barthou*. Chambre 1903. Documents parlementaires, n° 1418.
- Rapport *Dron* (Proposition *Bérenger*). Chambre 1908. Documents parlementaires, n° 1858.
- Chambre : Discussion au Journal officiel du 10 juillet 1908. Séance du 9 juillet (matin).

Loi organisant les Conseils Consultatifs du travail. Journal officiel du 22 juillet 1908.

Règlement d'Administration publique. Journal Officiel du 11 mai 1909.

Publications officielles

Conseil supérieur du Travail. Cinquième Session, 1895.
Paris, Imp. Nat., 1895.

Salaires et Durée de Travail dans l'Industrie française,
t. I, II, III et IV. Publié par l'Office du Travail,
Paris, chez Berger-Levrault, 1897.

Articles de Revues et de Journaux

L'Organisation du Travail par les Syndicats professionnels. Revue d'Économie politique, 1894, t. VIII.

L'Idée et l'Avenir des Conseils du Travail. H. Depasse.
Revue politique et parlementaire, t. II, p. 303.

Les Conseils du Travail. L. de Seilhac. Revue politique et
parlementaire, t. XXVI, p. 602.

Collection du « Jaune », de 1906 à 1909.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.	5

PREMIÈRE PARTIE

La représentation et l'organisation des intérêts professionnels à l'étranger

a) *La Législation belge*

CHAPITRE I. — La loi du 16 août 1887. — Les conseils de l'industrie et du travail.	9
CHAPITRE II. — Les différents projets de réforme. — Le projet du gouvernement.	18

b) *La Législation hollandaise*

CHAPITRE UNIQUE. — La loi du 2 mai 1897.	38
---	----

c) *La Législation allemande*

CHAPITRE I. — La loi du 26 juillet 1897. — Les Cham- bres des métiers.	49
CHAPITRE II. — L'œuvre des Chambres des métiers.	58

d) *Aux Etats-Unis*

CHAPITRE UNIQUE. — Rapide historique des syndicats aux Etats-Unis, « Unions » et « Associations ». — L'entente du capital et du travail organi- sés.	82
--	----

DEUXIÈME PARTIE

La représentation et l'organisation des intérêts professionnels en France

a) *La Législation française*

CHAPITRE I. — Les premières propositions législatives.	93
CHAPITRE II. — Le décret du 17 septembre 1900.....	104
CHAPITRE III. — L'opposition au décret du 17 septembre 1900. — Ses raisons. — Ses résultats.....	119
CHAPITRE IV. — La loi du 22 juillet 1908.....	130

b) *Les Chambres de capacité*

CHAPITRE I. — L'organisation corporative ancienne. — Les Chambres de capacité.....	155
CHAPITRE II. — Forme de l'organisation corporative moderne. — Liberté et obligation. — Les catholiques-sociaux. — Les socialistes. — Les Jaunes partisans de la liberté syndicale...	175
CHAPITRE III. — Les Chambres de capacité et l'organi- sation professionnelle.....	186
CHAPITRE IV. — Les Chambres de capacité et l'organi- sation régionale.....	199
CHAPITRE V. — Les théoriciens du système jaune....	208
BIBLIOGRAPHIE.....	219

